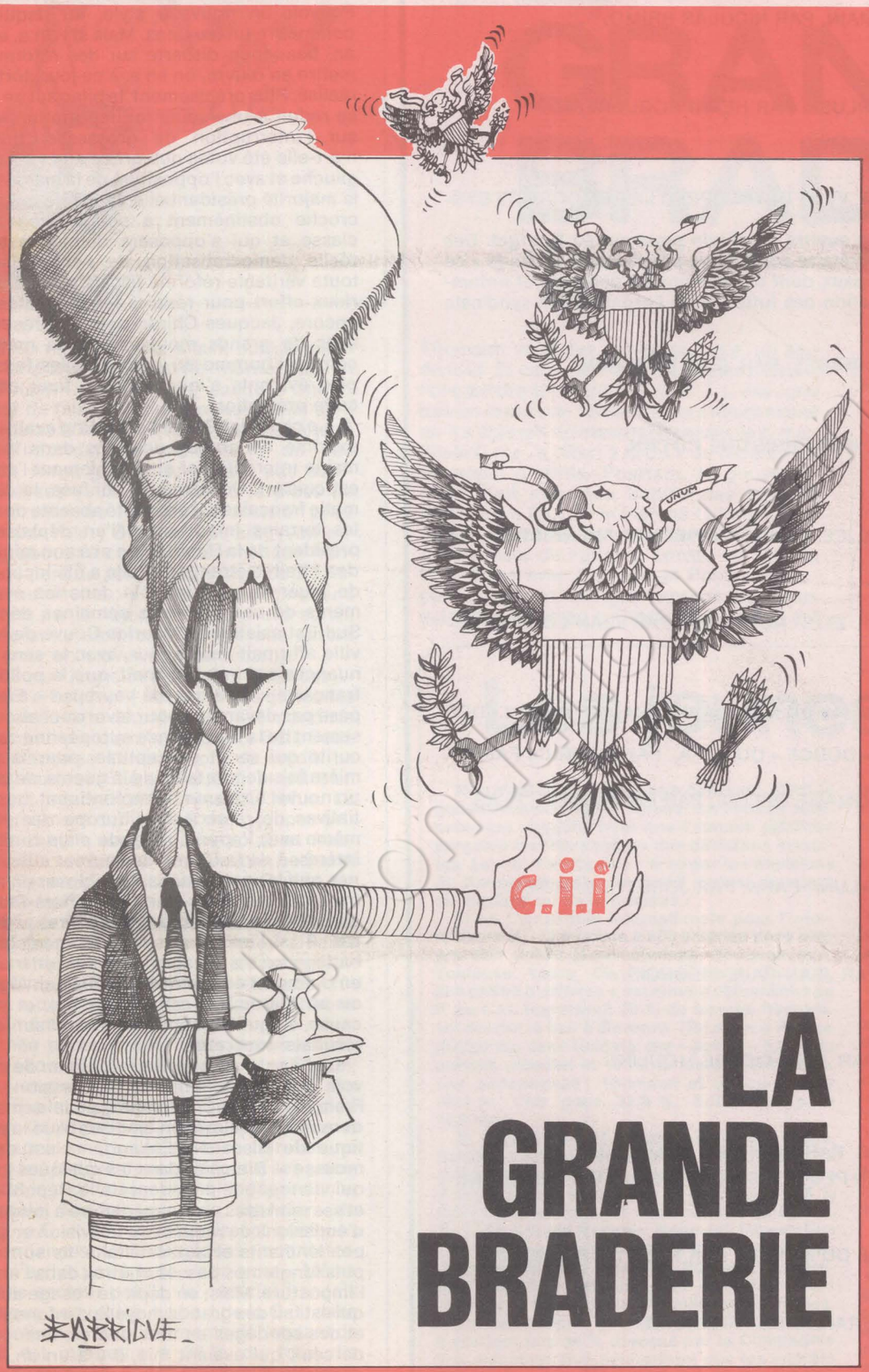
l'unité

N° 158 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 16 au 22 mai 1975



LA GRANDE BRADERIE

La C.g.t. : « Développer la démocratie syndicale »

UN AN APRES

Il y aura un an lundi que Valéry Giscard d'Estaing a été élu président de la République avec une marge de 1,5 % sur 26 millions de suffrages exprimés. La première année d'un règne — ou d'un septennat — est normalement celle où se prennent les grandes décisions, où se dessinent, en tout cas, les grandes orientations. Voici donc venue l'heure d'un premier bilan sérieux.

♦ Le candidat Giscard d'Estaing, devenu pour le second tour le candidat unique de la droite, n'avait pas été avare de promesses dans tous les domaines. Fort de cette science infuse avec laquelle il a depuis tant d'années mystifié une partie des Français, il avait expliqué que lui seul était en mesure de redresser une situation économique dont il était pourtant largement responsable.

Au bout d'un an, les résultats sont éloquents. Malgré un ralentissement conjoncturel, l'inflation se poursuit à un rythme élevé, le nombre des sans-emploi a pratiquement doublé, l'emprise des sociétés multinationales s'est accrue dans de nombreux secteurs, des milliers de petites et moyennes entreprises sont menacées de mort, des centaines de milliers d'agriculteurs n'arrivent plus à vivre de leur travail. Et l'on pourrait aisément allonger la liste !

Le président de la République peut aligner lee chiffres dans ses causeries mensuelles, Jean-Pierre Fourcade fustiger avec insolence l'« incompétence » économique de la gauche, Michel d'Ornano s'évertuer à pré-

(Suite page 2)

Sommaire

3 INFORMATIQUE : LA GRANDE BRADERIE, PAR GUY PERRIMOND.
QUI SONT LES JEUNES MARIES ?

5 PRESSE : LA REPRISE EN MAIN, PAR NICOLAS BRIMO.

7 8 MAI : HITLER ? CONNAIS PLUS... PAR HENRI NOGUERES.

8 MARCEL CAILLE : « LA C.G.T. VEUT DEVELOPPER LA DEMOCRATIE SYNDICALE ».
Le 38e Congrès de la C.g.t. s'ouvrira le 22 juin prochain au Bourget. Dès aujourd'hui Marcel Caille, secrétaire confédéral, précise pour « l'Unité » ce que seront les thèmes principaux dont discuteront les délégués,et notamment ceux de la démocratisation des luttes et de l'organisation syndicale elle-même.

11 POUR UN GRAND PARTI DE MASSE, PAR JEAN POPEREN.

12 METEO : L'ORAGE ECLATE, PAR CHRISTINE COTTIN.

13 TOULON : UNE GREVE OUBLIEE, PAR JEAN-PIERRE LAVERRIERE.

14 CERGY : A VILLE NOUVELLE, ELUS NOUVEAUX,PAR JEAN-LOUP REVERIER.

16 CAMBODGE : DES VAINQUEURS BIEN EMBARRASSANTS, PAR CLAUDE FUZIER.
PORTUGAL : L'OFFENSIVE « DOUCE » DU M.F.A., PAR MAURICE FABIEN.

18 SOUPES POPULAIRES : CHOMAGE OBLIGE, PAR EMMANUELE PLAS.

19 BASES DE LOISIRS : L'ANTI-LUNA PARK, PAR JOSETTE BARBIERI.

20 RADIO : FAIRE LA NIQUE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.

22 LE PARTI DANS L'ECOLE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS.

24 POESIE : N'OUBLIEZ JAMAIS, PAR GEORGES FRAMERIES.
ESSAI : ATTENTION, UN KAHN PEUT EN CACHER UN AUTRE, PAR SERGE RICHARD.

26 DOCUMENT
TROISIEME AGE : LE TEMPS DU MEPRIS, PAR LAETITIA FRANÇAIS.

32 MA PART DE VERITE, PAR FRANCOIS MITTERRAND.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (Page 10) Barrigue (pages 1, 25 Coureuil (pages 6,26,29) Fotolib (pages 13,19) Pascal Lebrun (pages 4,9,18,21) Norma (page 27) Sipa Press (page 17) Solo (page 5)

Coll. Fondation Jean Jaurès

→

senter comme une victoire des intérêts français le passage de l'informatique nationale sous le contrôle américain, les faits sont là pour dire que la politique économique du gouvernement est un grave échec.

♦ Le candidat Giscard d'Estaing avait promis le changement et, sur ce plan, les initiatives n'ont pas manqué : on a changé le rythme de « la Marseillaise », l'itinéraire du défilé du 14-juillet et le cérémonial des réceptions à l'Elysée. La suppression, sans consultation de qui que ce soit, de la commémoration officielle du 8 Mai s'inscrit sans doute dans cette obsession de donner au Pouvoir un nouveau style, au risque de commettre un faux pas. Mais si l'on a, en un an, beaucoup disserté sur des réformes à mettre en œuvre, on en a, à ce jour, fort peu réalisé. Plus précisément, le bilan sur ce plan se réduit à une seule loi importante : celle sur l'interruption de grossesse. Encore n'a-t-elle été votée que grâce aux voix de la gauche et avec l'opposition de la majorité de la majorité présidentielle, la même qui s'accroche obstinément à ses privilèges de classe et qui s'opposera demain à toute réelle démocratisation de l'entreprise, à toute véritable réforme fiscale ou à tout sérieux effort pour réduire les inégalités. Là encore, Jacques Chirac peut se présenter, avec de grands mouvements de menton, comme l'homme du « social », les faits les plus évidents s'inscrivent en faux contre cette prétention.

♦ Le candidat Giscard d'Estaing avait aussi exprimé de grands desseins dans le domaine international et là également l'échec est cuisant. Oscillante et confuse, la diplomatie française est en réalité absente de tous les terrains importants. N'en déplaise au président de la République et à son ministre des Affaires étrangères, elle a été incapable de jouer le moindre rôle dans les événements de ces dernières semaines dans le Sud-Est asiatique : Maurice Couve de Murville affirmait l'autre jour, avec le sens des nuances qu'on lui connaît, que la politique française « n'y a pas été heureuse ». Elle ne pèse pas davantage pour favoriser l'aboutissement de la Conférence européenne de sécurité qui serait susceptible, pour la première fois depuis la fin de la guerre, de créer un nouvel ordre sur notre continent. Les initiatives de relance de l'Europe des Neuf, même avec l'appui inattendu mais combien intéressé de la Chine, demeurent aussi vaines que les prétentions de se poser en arbitre entre les Etats-Unis et le Tiers-Monde dans le grand débat sur les matières premières. Et si l'on a fait sur le moment grand battage sur les voyages de Chirac en Iran ou en U.r.s.s. et de Giscard d'Estaing en Algérie ou au Maroc, on est aujourd'hui, et pour cause, singulièrement plus discret sur leurs résultats concrets.

Ce bilan — très partiel — d'un an de pouvoir justifie pleinement l'expression que François Mitterrand employait la semaine dernière à la télévision en disant que la politique de Giscard d'Estaing, « c'est de la mousse ». Bien sûr, dans les quelques jours qui viennent, le président de la République et ses ministres vont se répandre à longueur d'émissions de radio et de télévision en propos lénifiants et autosatisfaits. Ils sont depuis longtemps passés maîtres dans l'art de l'imposture. Mais, en dépit de l'usage abusif qui est fait des grands moyens d'information et des sondages en tous genres, beaucoup de ceux qui avaient mis, il y a un an, leur espoir en Giscard d'Estaing commencent à déchanter. La vieille maxime reste vraie : on peut tromper tout le monde quelque temps, ou tout le temps quelques-uns, mais pas tout le monde tout le temps !

CLAUDE ESTIER



LA Informatique GRANDE BRADERIE

« Ce n'est pas une affaire suffisamment importante. Cela ne mérite pas un clash ». Péremptoire, Jacques Chirac a tenté de faire comprendre aux siens qu'il était inutile d'entrer en rébellion. L'abandon de « l'informatique française », un des grands rêves gaulliens, n'étant pas suffisante à ses yeux pour perdre la place de Premier ministre. Pourtant, la décision prise mardi par Valéry Giscard d'Estaing *(voir encadré)* aboutit à cela : « l'informatique française » vient de perdre toute chance d'existence autonome : à terme, les ordinateurs produits par la nouvelle firme, si elle survit, « parleront » américain. Douze ans auront suffi pour en arriver à ce reniement.

1963 : un jeune ministre des Finances — Giscard d'Estaing — est averti des difficultés financières de la deuxième société mondiale d'informatique d'alors, la société Bull. Cette firme française aurait besoin de crédit. Le ministre refuse. Elle souhaiterait émettre un emprunt international : nouveau refus. Le gouvernement demande à des groupes privés de mettre sur pied une solution française. Elle se révèlera inapplicable. Le 9 avril 1964, General Electric « achète » Bull et démantèle la société.

1965 : le C.e.a. a besoin, pour mettre au point la bombe H, de gros ordinateurs. Faute de constructeurs français, on s'adresse aux Etats-Unis. Le Congrès américain étant « réticent », de Gaulle décide : « Nous les ferons nous-mêmes ».

Année après année, laborieusement, de Délégation à l'informatique en plan Calcul, le gouvernement, en « intéressant » à son effort quelques grandes firmes, met sur pied la C.i.i. Or, le patronat, s'il souhaite utiliser la compagnie ainsi créée et ses recherches, ne tient pas à la développer. Chacun a ses ambitions et le profit passe avant l'indépendance nationale. Malgré une aide financière de l'Etat, la C.i.i., tout en réussissant quelques performances technologiques incontestables, n'arrive pas à faire « son trou ». Même dans le secteur public, le matériel français n'est que peu utilisé. La part de la C.i.i. dans les ventes aux établissements dépendant de l'Etat est inférieure à 30 % du total. La S.n.c.f. ou E.d.f.-G.d.f. utilisent pour leurs grands projets du matériel américain. Le ministère des Finances et celui de la Défense aussi. La C.g.e. et Thomson, les deux principaux actionnaires privés du groupe, ont autre chose à faire que de s'occuper de la C.i.i. Thomson vend des armes, la C.g.e. un peu de tout. Et cette dernière n'a jamais hésité à faire perdre un marché à la C.i.i. L'exemple irakien le prouve : le contrat ne précisant pas qu'il s'agissait de matériel français, le C.g.a., filiale C.g.e., a offert à la C.i.i. de répondre à un appel d'offres. Pourtant, le gouvernement était intervenu auprès des Irakiens pour que la C.i.i. ait le marché ! L'ordinateur ne fait pas partie de leur gamme : ils se désintéressent de l'affaire. Lorsqu'en 1973 la C.i.i. signe avec Siemens et Philips un accord européen, la C.g.e. exprime ses « plus extrêmes réserves ». C'est que Siemens est un concurrent dans d'autres secteurs. Alors, Ambroise Roux, le patron de la C.g.e., fait étudier un projet d'accord entre la C.i.i. et Honeywell-Bull.

Roux n'est pas n'importe qui. Il connaît son métier et a réussi à faire de son groupe un des plus puissants de l'industrie française. Il a de nombreux amis politiques et s'il a commis l'erreur, au moment des présidentielles, de soutenir tout d'abord Jacques Chaban-Delmas, il est assez habile pour ne pas en supporter trop longtemps les conséquences. Son aide aux Républicains-indé-

→

Les jeunes mariés

Plus c'est compliqué, mieux cela vaut. Ainsi, le gouvernement espère rendre les choses suffisamment opaques pour que l'opinion publique perçoive mal les dangers des décisions actuelles. Le « n° 1 européen » créé par les décisions du Conseil restreint de mardi dernier résultera du mariage de deux groupes :

1) La Compagnie internationale pour l'informatique (C.i.i.) emploie 8 800 salariés dans cinq grandes unités (Louveciennes, Rocquencourt, Toulouse, Vélizy, Clayes-sous-Bois). En 1974, son chiffre d'affaires s'est élevé à 900 millions de F. La C.i.i. fournissait 20 % du marché français. Un accord la liait à Siemens (R.f.a.) et à Philips (Hollande) dans Unidata, qui « pesait » 5,2 % du marché mondial et 10 % du marché européen. Les actionnaires : Thomson et la C.g.e. pour 59,6 %, l'Idi pour 32,8 %, Schneider pour 14,6 %...

2) Honeywell-Bull, 16 000 personnes (Paris, Belfort, Angers) est la filiale d'une filiale du groupe Honeywell, deuxième firme mondiale d'informatique, après I.b.m. Et qui détient 10,8 % du marché mondial, 11 % du marché européen, 17 % du marché français. Honewell Information System (H.i.s.) possédait 66 % d'Honeywell-Bull, la Compagnie des machines Bull étant propriétaire des 34 % restants. L'Etat et la C.g.e. vont racheter à H.i.s., pour 240 millions de francs, 19 % des actions d'Honeywell-Bull. Ces 19 % s'ajoutant aux 34 % détenus par la Compagnie des machines Bull permettront que les intérêts « français » dans H.b. passent à 53 % — et non pas 55 % comme le voulait le gouvernement — H.i.s. conservant 47 % des parts.

Honeywell-Bull « français » sera alors fondu dans un ensemble — la Compagnie internationale pour l'informatique C.i.i.-H.b. — avec un morceau de la C.i.i. (la partie « grande informatique »). Cet ensemble comprendra deux sociétés. L'une sera localisée en France, l'autre à l'étranger — à Bruxelles ou à Genève.

La société localisée en France héritera des activités « françaises » d'H.b., des activités commerciales françaises de la C.i.i. et de ses activités de recherche. Les activités d'H.b. et de la C.i.i. réalisées hors de France seront confiées à la société localisée à l'étranger. Cette localisation met H.i.s. à l'abri d'une éventuelle nationalisation de sa part. Cette prudence est due à la valeur du réseau commercial international H.i.s., qui ne tient pas à se voir « spolié » du peu qu'il met dans la corbeille de noces. En effet, le nouvel ensemble ne pourra pas vendre des produits n'importe où. En Europe, l'Angleterre, l'Irlande et l'Italie — où la C.i.i. avait fait une percée remarquée — sont réservées à H.i.s. De même au Proche-Orient, l'Iran, Israël et la Turquie. L'Amérique du Nord et le Mexique dépendront également d'H.i.s.

Une convention sera passée entre cet ensemble et l'Etat : elle permettra de donner à C.i.i.-H.b. 1 200 millions de francs. Un système de garantie de commandes sera établi : C.i.i.-H.b. devant disposer d'environ 60 % des commandes publiques accompagnées d'un système de financement nécessitant des fonds de 2,5 milliards sur 5 ans.

L'usine de Toulouse, informatique spécialisée (militaire) et la mini-informatique formeront un autre ensemble qui devrait être géré par Thomson.

LA GRANDE BRADERIE



Le comte d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche.



Ambroise Roux, P.d.g. de la C.g.e.

pendants n'aura été que plus conséquente. La C.g.e. est liée à la General Electric. Or, cette dernière est actionnaire d'Honeywell (10 %) et de sa filiale H.i.s. (18,5 %). Donc d'Honeywell-Bull. Et Honeywell a des problèmes : en 1974, pour 75 millions de dollars de bénéfices annoncés, la part de l'informatique n'intervenait que pour 1 million de dollars. Et cela grâce à des remises d'impôts exceptionnelles dues aux pertes antérieures d'Honeywell-Bull. Cela ne pouvait pas durer.

Le dernier conseil d'administration du groupe a, paraît-il, été « houleux », certains actionnaires allant jusqu'à proposer « d'abandonner l'informatique ». Un accord avec la France ne pouvait qu'être le bienvenu. Tout d'abord, il apporterait de l'argent frais. Mais, surtout, Honeywell était persuadé obtenir l'assurance de bénéficier d'une bonne part du marché d'Etat. Merci, c'est fait : il est prévu, année par année, le montant des commandes que le secteur public devra passer à la nouvelle firme. Cela grimpe de 680 millions à 1 250 millions par an. Au cas où ce montant ne serait pas atteint, l'Etat devra verser 55 % de la différence. Sans parler du financement des recherches. Le tout en mettant soigneusement à l'abri le secteur international d'H. i.s. Roux ne pouvait qu'aider ses amis américains à réaliser ce plan. Car si l'informatique ne l'intéresse pas, certains produits de l'informatique, oui. Par exemple, l'ordinateur C.s. 40 fabriqué par la C.i.i. Cet ordinateur est nécessaire pour faire fonctionner les centraux téléphoniques à commutation électronique que la C.g.e. envisage de développer. Le gouvernement n'étant pas insensible aux efforts de la C.g.e. — les sommes allouées récemment « au téléphone » le montrent — le P.d.g. de la firme souhaitait donc, pour aller de l'avant, avoir les mains libres. C'est-à-dire écarter Thomson-C.s.f., un concurrent toujours possible, mettre des bâtons dans les roues à Siemens. Pour cela une seule solution : se retrouver seul dans une société, avec le gouvernement français — qui n'est là que pour prendre en charge les frais — et des Américains pas trop puissants avec lesquels on pourra toujours s'entendre. Et mettre ainsi la main sur le C.s. 40.

Michel d'Ornano n'ayant semble-t-il rien à refuser à la C.g.e. — ou à Roux — allait devoir en quelques mois mettre au point la manière d'aboutir à un si heureux résultat. Tout d'abord en faisant à la C.i.i. des reproches injustifiés. « C'est à croire que ses discours sont écrits à la C.g.e. », disait un jour un responsable de la C.i.i. Puis, en faisant disparaître la Délégation à l'informatique où les héritiers du rêve gaulliste, devant la situation alarmante de « l'informatique française », en étaient arrivés à préconiser une « nationalisation en douceur ». En laissant filtrer suffisamment d'informations sur l'état d'esprit du ministre, il était facile ensuite de freiner l'expansion de la compagnie. Inquiets à juste titre pour l'avenir, les clients potentiels remettaient leurs commandes. En quatre mois, les prévisions de la C.i.i. pour l'année 1975 accusent une perte supplémentaire de 250 millions de francs ! Quant aux partenaires européens, si on leur affirmait que la France poursuivrait son effort, la masse d'informations montrant qu'une restructuration allait intervenir ne pouvait que les amener à prendre des mesures conservatoires. C'est-à-dire fournir à d'Ornano des excuses pour poursuivre son effort solitaire. Pourtant, officiellement, rien n'était changé. Il y a deux mois, d'Ornano répondait à son homologue allemand, Matthoeffer, qu'il ne discutait pas avec les Américains. Tout cela n'était qu'une invention de la presse !

On comprend que Siemens n'apprécie pas. Déjà, dans les milieux financiers, on parle d'indemnité. Siemens réclamerait 2,5 milliards ! Qui, bien évidemment, seront pris en charge, s'il faut les payer, par le gouvernement français ; car Honeywell et la C.g.e., qui ont prévu cette éventualité, ont dégagé, dans le protocole signé, toute responsabilité à cet égard. Le gouvernement n'est donc pas au bout de ses peines. Si la C.g.e. se frotte les mains, Thomson-C.s.f. n'est pas particulièrement ravie. La part qui lui échoit n'a pas l'air d'enthousiasmer les responsables de la firme. Si ces derniers ont déclaré, après une

Les propositions du P.s.

Le Parti socialiste a élaboré des propositions permettant, dans le cadre du programme commun, de doter la France d'un outil industriel d'une capacité suffisante pour assurer notre indépendance nationale. Il propose la création d'une Compagnie nationale de l'informatique, regroupant dans un premier temps la C.i.i. et la Compagnie Honeywell-Bull, ainsi que deux importantes sociétés de service.

La nationalisation de la C.i.i. ne fera que tirer les leçons du passé : les actionnaires ont suffisamment fait la preuve, en huit ans, de leur incapacité à prendre en charge la réalisation du plan Calcul. Compte tenu de la très faible mise de fonds effectuée par les actionnaires privés, cette opération se ferait à un coût très réduit.

Sans doute ne faut-il pas se dissimuler les difficultés qui résulteraient de la fusion. La nationalisation ne fera pas disparaître les problèmes dus à la concurrence de certains matériels, aux gaspillages et aux doubles emplois que le capitalisme a entretenus depuis dix ans. Elle implique donc que l'Etat accorde à la nouvelle société des moyens privilégiés : développement des contrats d'études, mise en œuvre plus stricte et préférence commerciale — de la part des administrations, mais aussi des sociétés nationales et des entreprises vivant principalement des marchés de l'Etat.

Il faut ajouter que l'indemnisation du trust américain se fera à la suite d'une négociation qui tiendra compte des éléments suivants : situation financière actuelle de H.b., profits antérieurement transférés outre-Atlantique (par le jeu des prix de cession interne), transferts de technologie, accords de licence, d'achats et de vente de matériel à passer avec la société américaine, importance du réseau international conservé par la nouvelle Compagnie nationale, degré d'autonomie des fabrications.

La Compagnie nationale de l'informatique aura vocation à intégrer les sociétés d'études de logiciel actuellement contrôlées par le secteur public. Il est en effet essentiel, pour que l'informatique soit mise rapidement — et dans les meilleures conditions — au service des utilisateurs, et notamment des grands projets nationaux, que les études de systèmes se rapprochent de la conception des matériels et s'effectuent de façon coordonnée : dans un premier temps, et sans exclure d'autres regroupements ultérieurs, seraient concernées la Cisi, principale société de logiciel du secteur public, et la Compagnie Télésystème, démembrement du ministère des P.t.t.

La nouvelle entité publique devra répondre dès sa création à plusieurs tâches prioritaires :

▶ Réorganiser le nouvel ensemble en maintenant sur place l'emploi de tous les salariés des anciennes sociétés ;

▶ Participer à l'élaboration d'une nouvelle politique industrielle de l'informatique, en collaboration étroite avec le gouvernement et les utilisateurs.

▶ Assurer sur des bases nouvelles et égalitaires la coopération internationale, non seulement avec des partenaires européens, mais encore avec les pays socialistes et les pays en voie de développement. La négociation avec les partenaires Unidata sera reprise en vue d'assurer à la Compagnie nationale une participation effective

visite de l'établissement de Toulouse : « C'est une belle usine », ils savent qu'il va leur falloir licencier au moins 800 des 1 200 employés. Malgré les promesses de d'Ornano. Celui-ci a bien déclaré à propos du secteur industriel (Toulouse, les Andelys) : « Il n'y aura aucun licenciement, je dirai presque au contraire », rien n'a été prévu pour fournir du travail à ce secteur...

Quant au secteur créé avec Honeywell, on rationalisera. C'est-à-dire que, pour rendre compatibles les matériels, on va les américaniser et pousser les chercheurs vers la porte en limitant, côté français, les recherches. Pour rendre compatibles les secteurs commerciaux, on va les concentrer, c'est-à-dire réduire le personnel.

Et comme — tous les spécialistes le disent — une telle fusion entraîne au moins deux ans « d'hésitations », d'erreurs, de ratages, tout client un tant soit peu sérieux fera appel à une autre société. Une autre société américaine. Le gouvernement sera contraint à payer. Puis on licenciera... Et l'informatique française ne sera plus qu'un souvenir.

Le gouvernement n'a jamais voulu, dans le passé, employer les moyens financiers qu'il vient de mettre en œuvre, lorsqu'il s'agissait d'une firme nationale. Aujourd'hui, il le fait pour le plus grand bénéfice d'une entreprise américaine, sans aucune garantie pour la France. Car les dirigeants américains ont pris la précaution d'avoir la majorité dans le comité technique qui décidera de tout. Ce doit être cela que Giscard d'Estaing appelle le redéploiement de l'industrie française. Ou l'indépendance nationale.

GUY PERRIMOND

dans la conception et la réalisation des produits européens.

▶ Signer avec les organisations syndicales représentatives des conventions qui concrétiseront le contrôle des travailleurs dans les domaines suivants : emploi (embauche, qualification, classification, etc.), rémunérations, formations, conditions de travail, investissements et moyens d'assurer leur conformité par rapport à la politique industrielle nationale, information et droit syndicaux et politiques des salariés.

▶ Déterminer les bases d'une collaboration étroite avec l'Université et le C.n.r.s. pour développer la recherche fondamentale, avec les P.t.t. en matière téléinformatique, avec l'industrie des composants électroniques pour s'assurer la sécurité des approvisionnements, avec les organismes de développement régional, avec l'Education nationale et les organismes de formation afin de participer au développement actif des utilisateurs et des travailleurs, avec tout autre organisme susceptible de promouvoir une information nationale au service des travailleurs et des usagers.

Presse

LA REPRISE EN MAIN

La presse va mourir, la presse se meurt. »

A longueur d'éditoriaux, les directeurs de journaux malades utilisent ces formules. Seul problème : leurs lecteurs ne considèrent ces appels au secours que d'un œil distrait. Sujet éculé, la crise de la presse ne fait plus recette.

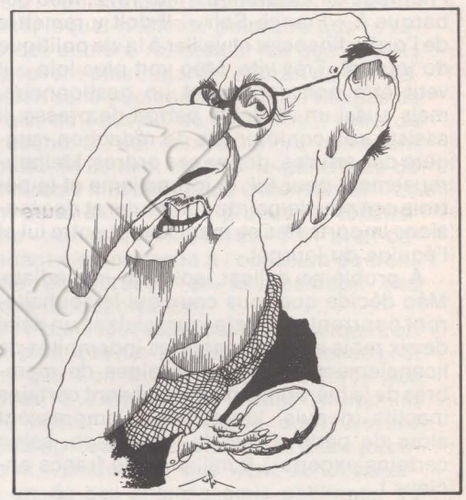
Et, pourtant, quelques chiffres brutaux sont là pour en démontrer la réalité. 1914 : il y avait 60 titres quotidiens qui paraissaient à Paris. Ils ne sont plus aujourd'hui que 14. La province publiait 242 quotidiens. Ils ne sont plus aujourd'hui que 80. Depuis 1944, 8 journaux sur 10 ont disparu. Voici pour le bilan.

Quant à l'actif, il n'est guère plus brillant. « Le Figaro » — en situation financière grave — est en partie à vendre. « Paris-Match », fleuron du groupe Prouvost, perd de l'argent. « L'Aurore », propriété de Marcel Boussac, empereur finissant de l'industrie textile, est en mauvaise posture. L'Agence France-Presse a perdu son P.d.g., Jean Marin, et personne ne sait encore qui lui succèdera, ni comment sera résolu le problème de son déficit financier chronique. Hachette, la « pieuvre verte », a changé une nouvelle fois de direction et la situation financière de son « département Presse » n'enthousiasme aucun de ses gestionnaires. « France-Soir » a vu son directeur, Henri Amouroux, obligé de quitter son poste la semaine dernière. Le patron du « Parisien libéré », Emilien Amaury, subit une longue grève que seule son intransigeance primaire face au syndicat du Livre justifie. La presse économique se porte mal, la chute des recettes publicitaires l'atteignant particulièrement... Cette liste pourrait s'allonger indéfiniment.

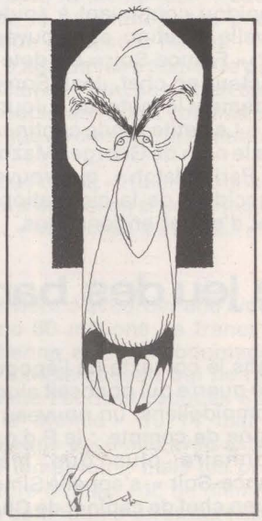
Sujet presque tabou, cette crise n'est guère expliquée par les journaux eux-mêmes. De tous les grands quotidiens parisiens, « le Monde » est le seul à tenir très régulièrement ses lecteurs au courant de sa situation. Pour les autres, les formules mille fois écrites remplacent les informations. Aux lecteurs de comprendre.

Quant au Pouvoir, échaudé par l'échec de la reprise en main d'Europe 1 naguère menée par Denis Baudouin, il se contente d'assurer que toutes ces affaires sont privées et ne le concernent en rien. Les apparences sont sauves. Mais, avec raison, personne ne le croit. Et surtout par les journalistes.

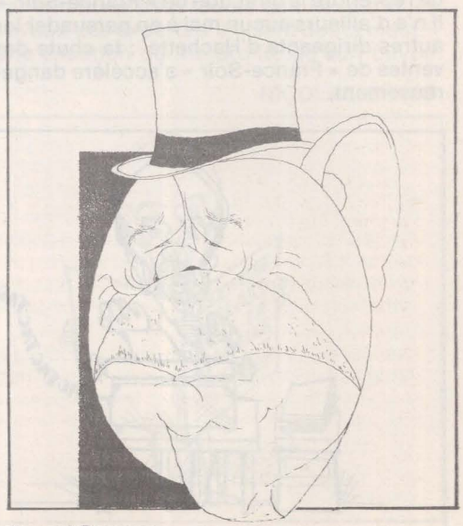
Ce qui vient de se passer à « France-Soir » est plus que révélateur. Lorsque Pierre Lazareff mourut en avril 1972, le journal qu'il laissait n'était guère en brillant état. Son chiffre de ventes commençait à baisser. Georges Pompidou fit alors nommer directeur général délégué de la société France Edition et Publication son ami personnel, Jean Méo. Cet encore jeune ingénieur des Mines avait su très vite se tailler une place de choix dans les allées du régime. En juin 1958, il était entré comme chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République. Puis il passait, en 1964, à la direction →



Marcel Dassault.



Jean Prouvost.



Marcel Boussac.

LA REPRISE EN MAIN

générale de l'Union générale des pétroles. Et quand Pompidou devint candidat à la présidence de la République, Méo veilla personnellement à ce que l'argent des pétroliers aboutisse là où il fallait.

C'est donc un pompidolien actif qui reçoit l'héritage de Lazareff. En mai 1972, Méo débarque à « France-Soir ». Il doit y remettre de l'ordre financier et veiller à la vie politique du journal. Très vite, Méo voit plus loin : il veut être non seulement un gestionnaire, mais aussi un véritable patron de presse. Il assiste aux conférences de rédaction, suggère des articles, donne ses ordres. Malheureusement pour lui, le journalisme et le pétrole ont peu de points communs et des tensions importantes se manifestent entre lui et l'équipe du journal.

A problème délicat, solution immédiate. Méo décide que tous ceux qui le souhaiteront pourront quitter le journal dans un délai de six mois en touchant leurs indemnités de licenciement. Plusieurs dizaines de membres de la hiérarchie du journal dont certains inactifs depuis longtemps s'empressent alors de partir. Coût de l'opération, selon certains experts : 6 milliards de francs anciens !

La situation continuant à se détériorer, et Pompidou continuant à soutenir Méo, une nouvelle solution est trouvée. En octobre 1972, « France-Soir » est doté d'un nouveau rédacteur en chef, Jean Sonkin. Il faut très rapidement le muter au « Journal du Dimanche ». La petite ronde continue. Méo avance alors le nom de Georges Mazoyer, un ancien de « Paris-Match », qui trouve la mort dans un accident de la circulation peu de jours avant d'entrer en fonctions.

Le jeu des banques

Dans le contexte de l'époque, dans cette petite guerre qui opposait alors chabanistes et pompidoliens, un nouveau facteur entre en ligne de compte : le P.d.g. de Hachette, actionnaire plus que majoritaire de « France-Soir », s'appelle Simon Nora. C'est l'ancien chef de cabinet de Chaban-Delmas. Il sent que le moment est venu pour Hachette de reprendre la direction de « France-Soir ». Il n'a d'ailleurs aucun mal à en persuader les autres dirigeants d'Hachette : la chute des ventes de « France-Soir » s'accélère dangereusement.

Le 20 février 1974, Amouroux devient officiellement le patron du plus important quotidien du soir après avoir, pour cela, démissionné de la direction générale de « Sud-Ouest ». Dès l'annonce de sa nomination l'Elysée avait vu rouge. Pompidou, qui flairait là une manœuvre du clan Chaban, avait exigé de Méo qu'il démissionne au plus vite. Exit Jean Méo.

Arrivé à la tête de « France-Soir », Amouroux change de politique. Il engage comme rédacteur en chef un ancien de « Sud-Ouest », Pierre Sainderichin, et se sépare du chroniqueur politique habituel de la maison, Serge Maffert — celui-ci est actuellement chef du service de presse de Jacques Chirac à Matignon. Persuadé que « France-Soir » est lu par des Parisiens aussi bien de droite que de gauche, Amouroux ouvre peu à peu les colonnes du journal. Tribunes libres, interviews, reportages, la répartition devient plus honnête. Au niveau des ventes, cette politique paie : peu à peu, les chiffres de tirage se stabilisent. C'est déjà un résultat d'importance, dans une profession où les chiffres ont, depuis 15 ans, tendance à baisser régulièrement.

Arrive l'élection présidentielle de 1974. Giscard d'Estaing est élu. Les jours d'Amouroux sont comptés. A plusieurs reprises, des pressions sont exercées sur la direction du journal pour qu'il prenne des positions plus gouvernementales. Giscard d'Estaing n'hésite pas à téléphoner lui-même à un rédacteur en chef de « France-Soir » pour lui expliquer que « tous les titres de votre journal sont négatifs ». Le président de la République, qui à l'œil à tout, s'étonne même d'un compte rendu de football où une équipe française était décrite sous un jour peu avenant. Ce sont des petits détails qui comptent.

Avant de liquider définitivement Amouroux, il fallait d'abord régler le problème de la direction générale du groupe Hachette, trop teintée de chabanisme aux yeux des giscardiens et de Chirac. C'est chose faite depuis le 15 avril, avec l'arrivée de Jacques Marchandise-Franquet. Cet ancien avocat, ancien conseiller d'Etat, sous-préfet, membre de quatre ou cinq cabinets différents sous la IVe République, est imposé là sous la pression conjuguée de la Banque de Paris et des Pays-Bas et du Pouvoir. Ses compétences journalistiques : il était, jusqu'à sa nomination à la présidence du conseil de surveillance d'Hachette, le n° 3 du groupe Péchiney, spécialisé dans la bauxite et l'aluminium. Du moins peut-il se flatter de solides appuis giscardiens.

Vendredi dernier, un éditorial d'Amouroux annonçait son départ définitif de la direction du journal. A sa place, le nouveau patron d'Hachette et Dominique Ferry, qui a succédé à Méo à la tête de la société France Edition et Publication, nomment Jean Gorini. Une vieille connaissance : cet ancien directeur général adjoint d'Europe 1 avait démissionné de ce poste lorsque Maurice Siégel avait été licencié par Baudouin de son poste à la tête de cette radio périphérique. Après avoir touché ses indemnités, Gorini entre alors à Radio-Télé-Luxembourg, pour une brève période de purgatoire qui s'achève avec cette promotion.

Ces changements à la direction du journal s'accompagnent de la mise sur pied d'un plan de licenciements de journalistes et d'économies draconiennes. Les délégués des journalistes ont déjà été reçus à plusieurs reprises par le directeur général du groupe, Ferry, et ils ont souligné la contradiction flagrante entre ces compressions de personnel pour raison d'économies et le recrutement à l'extérieur d'un directeur de la rédaction. Un journaliste de « France-Soir » nous expliquait lundi soir : « Il faut bien voir que, dans toute cette affaire, les gouvernements successifs ont joué avec le journal. Un directeur avait la cote, il pouvait gérer n'importe comment le journal. Un directeur ne plaît plus et, bien qu'il ait assuré la reprise des ventes du journal, on le met à la porte sous prétexte de gestion ».

Du côté du « Figaro », le tableau n'est guère plus brillant. Là, il ne s'agit pas — pas trop — de direction. Mais d'un problème de vente. Jean Prouvost souhaite se séparer des actions du « Figaro » qu'il possède. Le déficit semblerait, aux dernières nouvelles, s'établir autour de huit millions de francs. Evidemment, cela n'encourage guère les acheteurs éventuels. Un seul s'est manifesté officiellement : Robert Hersant. Ce vice-président d'un syndicat de la presse de province possède un important groupe de presse trustant nombre de quotidiens régionaux et qui vient notamment de prendre le contrôle, à Lille, de « Nord-Eclair ». La société des rédacteurs du « Figaro » a opposé un veto formel à la venue de Hersant. Deux autres candidats se sont manifestés. D'abord, l'ancien ministre André Bettencourt, qui est lié par sa femme à l'important groupe L'Oréal. Jean-Jacques Servan-



Hitler ? Connais plus...

PAR HENRI NOGUERES

Le président de la République française ayant estimé devoir réserver la primeur de cette décision aux autres chefs d'Etat européens, c'est par une voie indirecte que son bon peuple a appris qu'il n'y aurait plus, à partir de l'an prochain, de commémoration officielle de la victoire remportée en mai 1945 par les nations alliées — et, accessoirement, par la France — sur le nazisme et le fascisme.

Cette détermination semble bien avoir été prise sans autre avis que celui de ces experts en opinion publique auxquels le chef de l'Etat s'en est remis, depuis un an, du soin de laisser croire à son imagination. On ne peut, en tout cas, faire grief de cette discutable initiative à ses ministres : même s'il se trouve un prince — et en bonne place — parmi eux, ils nous gouvernent de moins en moins.

Gouverner est affaire de monarque.

Et ne descend pas qui veut — serait-ce par les demoiselles — de Louis le Bien Aimé.

C'est donc à l'usage du seul monarque que doivent être exprimées — respectueusement, comme il se doit — les quelques réflexions que nous suggère cette toute dernière manifestation de la petite révolution permanente réformatrice dont nous sommes les spectateurs plus souvent attristés qu'amusés.

Tout d'abord, puisqu'il s'agit, paraît-il, de ménager les susceptibilités de nos ennemis d'hier devenus nos amis d'aujourd'hui, il est permis de marquer quelque étonnement devant l'éclat particulier avec lequel ont été rappelés, justement cette année, à travers l'épopée de Jeanne d'Arc, cent ans de malentendus franco-britanniques. Pour la première fois, l'épouse du chef de l'Etat a honoré de sa présence les cérémonies d'Orléans. Mieux : elle y a parlé...

Si la célébration de l'armistice de mai 1945 est préjudiciable à l'Europe autant qu'on nous le dit, n'est-ce pas faire courir à l'Europe un risque inutile que de rappeler à nos amis britanniques, à la veille de leur référendum et avec une insistance qui frise la provocation, la brûlante journée du 31 mai 1431 ?

On attend, d'autre part, non sans curiosité, les termes dans lesquels le président de la République fera connaître le 12 novembre prochain, après une martiale veillée passée au milieu de ses gens d'armes au camp du Larzac, son intention de renoncer — au risque de décevoir Georges Brassens — à célébrer l'armistice de 1918.

Mais assez persiflé. Le sujet s'y prête finalement assez peu, j'ai pu m'en rendre compte en participant dimanche dernier, à Lille, aux travaux du congrès de la Résistance Voix du Nord.

Force est bien, en effet, de constater qu'au moment même où Giscard d'Estaing invite les Français à dire « Hitler ? Connais plus... » un curieux phénomène de rémanence, lequel n'affecte peut-être que la rétine des anciens résistants, fait que ceux-ci ne peuvent plus regarder l'écran de leur télévision sans y voir apparaître les visages de Barbie, de Touvier, de Skorzeny... voire de Bardèche. Et, par contre, ils ont vainement attendu, le 23 avril dernier, le générique de l'admirable film de Claude Otzenberger « Le train de la mort, ou : à propos du totalitarisme », dont la diffusion sur T.f.1 avait cependant été annoncée à l'occasion du trentième anniversaire de la libération des camps de déportation.

Il y a dans tout cela, malheureusement, un peu plus que de simples coïncidences. Si bien que l'on en arrive, par la force des choses, à s'interroger — sans vouloir lui faire injure — sur la façon dont Giscard d'Estaing compte répondre à la lettre publique et « anxieuse » que vient de lui adresser un de ses anciens amis politiques du temps de l'O.a.s. pour lui demander — sans doute au nom de la séparation des pouvoirs... — la révision du procès Pétain.

Après tout, s'il s'agit de faire admettre par des juges qu'un chef de l'Etat ne saurait être tenu pour responsable des actes commis en son nom par son gouvernement, la tentation peut être grande.

Et dès l'instant où l'on dit « Hitler ? Connais plus... », pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas ajouter : « Maréchal, me voilà ! »...

Schreiber s'est, lui aussi, mis sur les rangs pendant un temps. Comme le prix de vente se situe autour de 6 milliards d'anciens francs, il est bien certain que les clients sont rares.

Toutes ces opérations sont suivies avec attention par l'Elysée et par Michel Poniatowski. « Le Figaro » a deux avantages : il diffuse 400 000 exemplaires dans un électorat qui vote traditionnellement à droite et il tente de concurrencer « le Monde » qui a le tort d'être mieux fait, mieux informé et plus sérieux. Et surtout d'être réellement indépendant. Alors, une nouvelle idée agite les milieux gouvernementaux et patronaux, puisqu'il faut de toute façon dépenser de l'argent pour « le Figaro ». Ne vaudrait-il pas mieux transformer ce quotidien du matin en quotidien du soir et concurrencer ainsi « le Monde » ? Une vieille idée, mais qui fait son chemin. Sans qu'évidemment les journalistes et les lecteurs ne soient mis au courant de ces tractations dans l'ombre.

« Le Figaro » et « France-Soir » ne sont que deux exemples de ce qui se passe aujourd'hui dans la presse. Le phénomène de concentration s'est accéléré, le Pouvoir jongle avec les journaux. Alors, pour calmer son petit monde, il vient d'accorder une aide exceptionnelle de 60 millions de francs à la presse quotidienne et aux hebdomadaires assimilés. Un simple cadeau qui ne résout rien. Car, comme l'écrivait Jacques Sauvageot dans « le Monde » du 14 mai, « la presse quotidienne accueille avec satisfaction une aide temporaire, mais les problèmes de structure demeurent, de même que reste posée la définition d'un statut fiscal de la presse. La table ronde demandée par le Parlement ne s'est réunie qu'une fois et les travaux des experts s'enlisent doucement. » Une situation qui ne profite qu'au Pouvoir.

NICOLAS BRIMO



Marcel Caille : "La C.g.t
démocratie syndicale

Le 39e Congrès de la C.g.t. s'ouvrira le 22 juin prochain au Bourget. Dès aujourd'hui, Marcel Caille, secrétaire confédéral, précise pour « l'Unité » ce que seront les thèmes principaux dont discuteront les délégués et notamment ceux de la démocratisation des luttes et de l'organisation syndicale elle-même.

L'UNITE : Pouvez-vous nous préciser dès aujourd'hui quels seront les grands thèmes abordés lors des discussions du congrès ?

MARCEL CAILLE : La première grande question abordée sera évidemment celle de la lutte revendicative, en tenant compte de la principale caractéristique qui émerge aujourd'hui : le développement de l'action. Par rapport à cette situation nouvelle, le problème de l'union sera également à l'ordre du jour ainsi que celui de l'avenir démocratique du pays, qui se pose de nouveau avec force.

Pour développer l'ensemble de ces activités, nous allons mettre un accent particulier sur le développement de la C.g.t. C'est le thème principal : une C.g.t. puissante au cœur des luttes. Et, évidemment, il y aura dans notre congrès une discussion importante sur le problème de la démocratie syndicale : cette question, qui a été un des éléments essentiels de la lutte des P.t.t., de la grève de chez Renault et des luttes actuelles, appelle en effet un effort d'analyse et de réflexion.

— La conduite des luttes a longtemps fait l'objet de discussions, en particulier avec la C.f.d.t. Dans quelles perspectives ce thème sera-t-il abordé au congrès ?

Deux axes principaux guideront notre réflexion sur ce problème : d'une part, nous tiendrons compte du fait qu'il est possible de vaincre, d'autre part nous nous pencherons sur les formes d'action à adopter par les travailleurs. Chez Renault, nous avons assisté à des formes d'action très diverses selon les usines et nous pensons que cette expérience doit faire réfléchir. Le fil conducteur de la réflexion tournera autour de l'idée qu'il est possible de lutter de manière efficace sans que cela coûte trop cher aux travailleurs.

Non que nous considérions que les formes d'action lancées chez Renault soient à adopter de façon systématique. La conduite d'une lutte peut aussi passer par la grève illimitée, comme cela a été le cas pour les P.t.t. Ce que nous voulons souligner, c'est que les travailleurs de chez Renault ont imaginé des formes d'action en rapport avec leur situation propre, et que c'est cette imagination qu'il convient de développer partout, en fonction des situations particulières à chaque secteur.

— Faisiez-vous allusion à cette imagination lorsque vous parliez d'une recherche de la démocratie syndicale ?

— La démocratie syndicale est, en effet, étroitement reliée à nos objectifs de lutte, immédiats et à long terme : on ne peut imaginer de bâtir une société nouvelle, on ne peut envisager la bataille qui aura lieu pour les nationalisations, sans la participation la plus large et la plus consciente possible des travailleurs. Quand les questions de démocratie syndicale sont posées, cela concerne la lutte actuelle pour les revendications, mais aussi la lutte pour des changements démocratiques dans notre pays.

Et, pour ce qui relève de l'immédiat, nous considérons que l'action revendicative se développera d'autant plus que la démocratie syndicale et ouvrière sera grande. L'expérience des P.t.t. est probante à cet égard : si la lutte a pris l'ampleur que l'on connaît en fin d'année, si elle a pu se terminer, relativement bien pour l'avenir, dans des conditions difficiles, si l'on assiste à un nouveau développement des luttes aujourd'hui dans ce secteur, c'est parce que l'on a avec les travailleurs recherché et développé la démocratie syndicale. C'est bien la preuve que démocratie syndicale et développement des luttes sont en étroite liaison.

Nous avons engagé une grande bataille pour que la démocratie syndicale se développe partout. Bien sûr, ce n'est pas facile : il ne suffit pas d'exprimer cette volonté pour qu'elle se réalise immédiatement. Il existe de sérieux obstacles.

— Quels sont-ils ?

— Les principaux obstacles auxquels nous nous heurtons viennent de l'adversaire de classe.

Il y a d'abord, pour les travailleurs, la difficulté de se réunir. Il serait faux de croire qu'avec la loi de décembre 1968 sur la reconnaissance de l'organisation syndicale tout est réglé. Les conditions de vie actuelles font qu'il est difficile de réunir les salariés à la sortie de l'entreprise : souvent ils habitent loin et sont contraints de prendre un car ou un train immédiatement pour rentrer chez eux. Cette tendance ne va d'ailleurs qu'en s'aggravant. Si l'on ajoute à cela la généralisation du travail en continu, qui fractionne encore plus l'activité professionnelle du travailleur, et l'instauration du travail à la carte, on comprend que la plage commune à l'ensemble des travailleurs soit de plus en plus restreinte. Tout cela fait partie d'une bataille permanente menée par le gouvernement et le patronat pour empêcher les réunions de travailleurs.

J'irai même plus loin : les idées développées en permanence par le Pouvoir — tournant autour du présidentialisme : un seul homme règle les questions, lui seul décide de tout, etc. — constituent une gêne certaine pour le développement de la démocratie. Cette campagne entretient chez les travailleurs des courants négatifs. Car il ne faut pas oublier que, s'il existe d'excellentes traditions dans le mouvement ouvrier (luttes de masse, organisation syndicale de masse), certaines idées ont prévalu dans le passé. Par exemple, à la fin du siècle dernier, l'idée qu'un petit noyau de purs et de durs suffisait a été largement répandue. Et nous en trouvons encore aujourd'hui la persistance chez les travailleurs. Cela entrave évidemment un fonctionnement démocratique : quand on considère qu'un petit nombre suffit, on ne recherche pas l'opinion et l'activité de la grande masse. Une idée que l'adversaire entretient soigneusement.

Il est aussi frappant de voir dans les entreprises combien les patrons cherchent à aborder tous les problèmes avec le seul secrétaire général du syndicat. Dans de nombreux endroits, ils s'efforcent de l'occuper en permanence par des discussions, des négociations. A tel point que le secrétaire du syndicat n'a parfois plus le temps de réunir les syndiqués... Autrement dit, l'effort de l'adversaire a différentes facettes : la bataille idéologique et la lutte concrète sur le terrain, pied à pied. Tout cela encourage les mauvais penchants qui existent encore dans la classe ouvrière, et gêne la campagne que nous menons afin que le syndicat soit ouvert à tous les travailleurs.

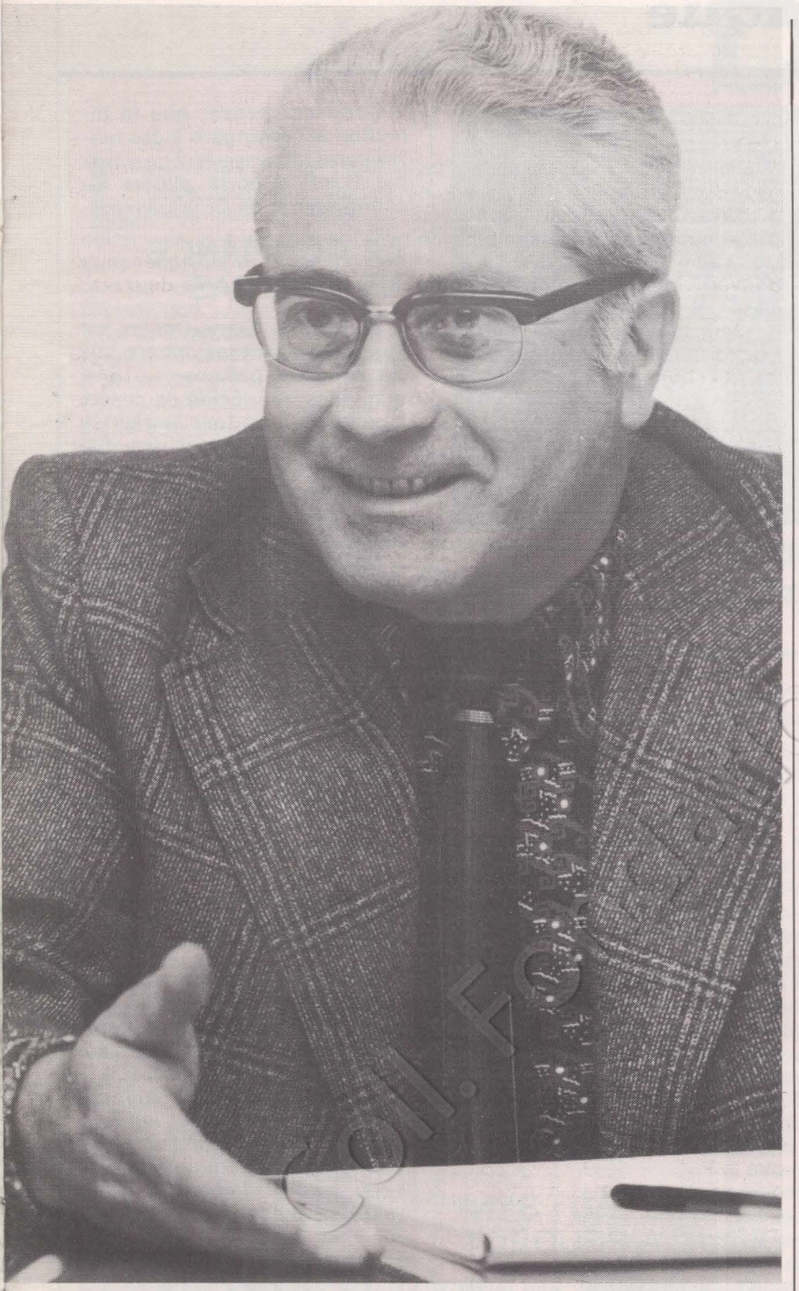
— Une ouverture plus grande de la C.g.t. : ce thème sera-t-il abordé lors du congrès ?

— Que la C.g.t. soit ouverte à tous, c'est-à-dire à des travailleurs qui pensent différemment, cela fait partie de la démocratie : c'est un point sur lequel nous devons lutter, et sur lequel nous avons engagé une bataille systématique.

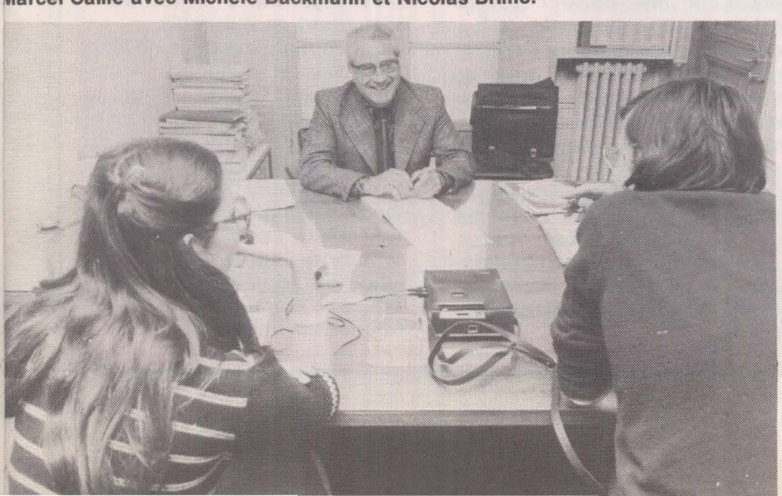
Dans ce domaine, vous n'ignorez pas que nous nous sommes heurtés à des conditions historiques : la décision de la S.f.i.o., aux alentours des années 47, d'interdire aux socialistes d'adhérer à la C.g.t. a incontestablement créé des pesanteurs. Nous avons combattu cette conception et ce n'est pas d'aujourd'hui que se côtoient dans les rangs de la C.g.t. communistes, socialistes et chrétiens. Maintenant que le P.s. a levé, depuis plusieurs années, cette interdiction, il y a de plus en plus de socialistes dans notre organisation. Il reste cependant évident qu'il nous faut poursuivre l'effort pour que, de plus en plus, des adhérents d'appartenances politiques diverses viennent à la C.g.t. et y prennent des responsabilités. Il est évident aussi que nous nous heurtons dans ce domaine à une bataille menée systématiquement par le Pouvoir et par le patronat pour présenter la C.g.t. sous un jour qui n'est pas le sien : attention, disent-ils, la C.g.t. est communiste ! Nous ripostons et, dans les entreprises, nous posons publiquement les problèmes pour montrer aux travailleurs la C.g.t. telle qu'elle est, et telle que nous voulons qu'elle se développe. Car nous voulons qu'elle soit encore beaucoup plus largement ouverte.

C'est cela aussi la démocratie syndicale : une organisation où des travailleurs de toutes opinions, n'ayant pas les mêmes idées, discutent démocratiquement. Il n'est pas question que chacun fasse prévaloir l'opinion de son parti, mais il existe une réalité d'opinions diverses qui doivent pouvoir s'exprimer dans l'organisation syndicale afin d'aboutir à une base commune. Aujourd'hui, d'ailleurs, cette base commune est suffisamment solide pour que la démocratie syndicale puisse se développer dans des proportions importantes et permettre à des travailleurs de diverses appartenances de se retrouver sur un terrain

...veut développer la ...GRAND PARTI...



Marcel Caille avec Michèle Backmann et Nicolas Brimo.



commun : il ne faut pas oublier que 10 millions de travailleurs ont voté pour le programme commun. C'est un fait nouveau qui a changé beaucoup de choses : il signifie que des millions de travailleurs se reconnaissent dans un programme ayant un contenu très avancé. Tenant compte de cela, ils peuvent donc s'entendre dans l'organisation syndicale pour mener dans l'immédiat l'action sur les revendications, et, à plus long terme, pour changer la société.

C'est une donnée très importante qui n'existait pas avant 1972. Ne pas saisir cet aspect, c'est ne pas voir un des plus importants changements qui se soient opérés depuis 20 ans. Ce changement modifie considérablement les données objectives de l'évolution de la démocratie syndicale, et de notre organisation.

Actuellement, nous entreprenons un effort pour que les directions de nos organisations soient de plus en plus à l'image des courants qui traversent la classe ouvrière : communistes, socialistes, chrétiens. Nous voulons des organisations représentatives de ce que sont les travailleurs. Ce n'est pas une chose nouvelle, mais nous souhaitons que l'on trouve de plus en plus, aux postes de responsabilité de la C.g.t., des hommes représentant un large éventail d'opinions. Cela fait aussi partie de notre effort pour développer la démocratie syndicale.

L'adversaire sent bien l'enjeu de cette bataille : il fait tout pour empêcher cette évolution, car il n'ignore pas qu'avec une telle organisation il aura de plus en plus de difficultés à résister.

— Cette volonté de développer la démocratie syndicale est-elle ressentie comme un besoin par les adhérents de la C.g.t. ? Sont-ils sensibilisés sur ce thème ?

— Il faut le reconnaître, nous n'avons pas encore gagné toutes nos organisations à la sensibilité nécessaire. Certes, nous gagnons de plus en plus d'organisations à la réflexion sur ces questions, mais la bataille est loin d'être achevée. D'ici au congrès, nous voulons encore aller plus loin ; et le congrès doit être un tremplin pour propulser cette idée au sein de toutes nos organisations et vers la masse des travailleurs.

— Quel bilan tirez-vous de trois années d'action revendicative ?

— Un bilan positif, dans le sens où nous avons limité les prétentions du gouvernement et du patronat, en ce qui concerne la réduction du pouvoir d'achat, notamment.

Et, ces temps derniers, nous avons commencé, avec l'action chez Renault, à obtenir des améliorations du pouvoir d'achat dans certains secteurs. C'est un résultat très important pour l'ensemble des travailleurs.

— Pensez-vous que c'est la fin du creux de la vague auquel on avait assisté en début d'année ?

— Comme Georges Séguy l'a récemment estimé, nous vivons une période d'incubation. Dès maintenant, nous sommes entrés dans une période de développement des luttes. Mais je veux ici tracer une perspective plus lointaine. C'est ainsi que quand nous assistons en quelques mois à des luttes aussi importantes que celles des P.t.t. ou de Renault, cela a une grande signification sur ce qui se prépare dans la classe ouvrière. Quand de telles actions se produisent, cela signifie que les travailleurs sont en train de chercher le chemin pour mener de grandes luttes, et faire reculer le patronat et le gouvernement.

Sans se livrer à des comparaisons sommaires, il faut quand même remarquer que Mai 68 a été précédé des grandes luttes des métallos de Saint-Nazaire en mai 1967, des actions menées chez Dassault à Bordeaux, à la Rhodiacéta (35 jours), dans la sidérurgie où les mineurs de fer de l'Est se sont battus pendant plus d'un mois. Quand de telles batailles se produisent, c'est le signe annonciateur que quelque chose évolue chez les travailleurs. La lutte des P.t.t., celle de Renault (68 jours), l'action dans la sidérurgie, tout cela indique que la période d'incubation est en cours.

Et nous constatons que là où la démocratie syndicale se développe, là où la base revendicative est mise au point avec les travailleurs, comme à Dunkerque aujourd'hui, comme aux P.t.t. ou chez Renault auparavant, des luttes importantes voient le jour. Nous allons vers un développement considérable des luttes. Quand viendra-t-il exactement ? On ne peut le dire aujourd'hui. Mais on peut affirmer sans risque de se tromper que cet élargissement de l'action ne saurait tarder.

Propos recueillis par MICHELE BACKMANN et NICOLAS BRIMO

changer la vie sociale et économique

USINOR : UN DETONATEUR

Seconde semaine de grève à Usinor-Dunkerque où, en raison de l'attitude de la direction, les négociations ont de grandes difficultés à s'engager. Samedi dernier, les dirigeants d'Usinor transmettent un communiqué aux organisations syndicales : elles acceptent le principe d'un contact le lundi matin — une simple prise de contact, et non une négociation — à certaines conditions. Si la direction ne voit pas d'objection au maintien des piquets de grève, à condition que le matériel puisse passer, elle met comme préalable à toute entrevue que les bureaux soient vidés. Les syndicats répliquent qu'une prise de contact ne justifie en rien de tels préalables ; la réunion est reportée. Le lundi après-midi, les 10 000 travailleurs du complexe sidérurgique, réunis en meeting, réaffirment leur volonté de poursuivre la lutte. Le Parti socialiste a manifesté son soutien : « Les socialistes sont solidaires de tous les travailleurs d'Usinor qui organisent la lutte et, avec les organisations syndicales, ont décidé la grève générale ». Le mardi, la consigne patronale de reprise du travail est un fiasco.

Les grévistes d'Usinor sont d'autant plus décidés que, dans toute la sidérurgie, le mécontentement enfle. Depuis le 6 mai, plusieurs entreprises sont en grève illimitée : l'aciérie Sacilor à Gondrange, les aciéries de Rombas, une entreprise de transports à Hayange. On enregistre aussi partout d'autres actions : à l'aciérie de Pompey, à la S.a.f.e. d'Hagondange, dans les différentes usines d'Usinor, à Vallourec, chez Creusot-Loire, à Mondeville en Normandie... Et, mercredi 21, ce sera toute la sidérurgie lorraine qui sera en grève pour 24 heures.

SEITA : DES O.S. A VIE

Mouvements de harcèlement, grèves de quelques heures, de 24 heures reconductibles ou illimitées : au Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (Seita), depuis le déclenchement du mouvement le 28 avril au magasin de la Plaine-Saint-Denis, rien ne va plus. Indiscutablement, pour les 120 employés du Magasin général de tabac de Paris (M.g.t.p.) comme pour l'ensemble des 11 000 salariés du Seita répartis dans une vingtaine de manufactures et centres de distribution à travers la France, un très fort mécontentement latent existe en permanence. Au M.g.t.p., par exemple, les O.s. en ont assez d'effectuer toujours les mêmes tâches monotones et assommantes : remplir son chariot de cigarettes suivant la commande d'un des détaillants de la région parisienne, en faire un colis. Et recommencer. C'est, ainsi, 100 tonnes de tabac qui sont manipulées chaque jour dans ce magasin. Un travail vite excédent pour des employés en majorité très jeunes et transplantés à Paris dans l'espoir d'être prioritaires en cas d'embauche dans l'usine Seita de leur région.

« De plus, poursuit Bertrand Durrmeyer, responsable du groupe socialiste du Seita, deux salariés de l'entreprise sur trois sont des O.s. et le sont à vie ». En effet, si leur salaire est supérieur à celui de la même catégorie professionnelle dans les autres industries, il n'en reste pas moins qu'au Seita 99 % des salariés entrés comme O.s. terminent leur carrière comme O.s. Depuis 1962, leur classification n'a jamais été révisée. Alors que, dans le même temps, plus d'une dizaine de nouvelles machines ont été mises en place dans les manufactures, exigeant sans cesse plus d'attention et de qualification de la part des travailleurs.

Une prime de 100 F par mois et la refonte des classifications : telles sont les principales revendications des grévistes. Pour le moment, la seule réaction de la direction est totalement négative. Elle a fait savoir qu'elle n'acceptait aucune revendication liée à une augmentation salariale. Du coup, les centres de Lyon, Bordeaux, Nantes, Marseille, Toulouse sont entrés dans la grève.

Pour les syndicats, maintenant, un fait est certain : l'attitude catégorique de la direction n'aura certainement pas un effet démobilisateur sur un personnel syndiqué à plus de 90 %.



Meeting devant le local F.o. à Usinor pour protester contre un attentat.

CHASSE AU SYNDIQUE A PEUGEOT

Etre syndicaliste : une tâche prenante, difficile et... dangereuse. Chez Peugeot, à La Garenne-Colombes, une fois de plus, deux syndiqués C.g.t. sont l'objet de pressions insupportables. Sans arrêt, dans l'usine, ils sont assaillis de coups de téléphone anonymes. Menaces, pour eux et leurs familles, de sévices, de ratonnades et même de mort, simplement parce qu'ils ont le tort d'être syndicalistes et de défendre les revendications de leurs camarades de travail.

Comment penser que la direction est étrangère à ces manœuvres répressives ? Le syndicat C.g.t. a porté plainte au commissariat de Courbevoie.

LA CONFIANCE NE PAIE PAS

A l'usine Trans-Océan de Brest, les ouvrières ont cru aux déclarations patronales. Le 8 mai, elles ont décidé de cesser l'occupation de leur entreprise pour que s'engagent des discussions sur les licenciements envisagés et que le jugement en référé sur la réintégration des 5 délégués C.g.t. soit appliqué.

Mais le 9 mai, quand elles se sont présentées au travail, elles ont trouvé portes closes. La direction, profitant de leur offre de négociation, répondait purement et simplement par un lock-out. Et, lundi, 57 grévistes étaient mises à pied alors qu'elles avaient repris normalement le travail ! Les marques de solidarité affluent ,syndicats et partis de gauche orchestrent une vaste campagne de soutien.

RENAULT : LA MACHINE QUI TUE

« Ouvriers, prenez le droit de vous opposer à la mise en route d'une machine que vous jugez dangereuse ». C'est en ces termes que les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de l'usine Renault de Billancourt exhortaient les travailleurs réunis pour l'enterrement d'un jeune Yougoslave. Le 3 mai, au département 38, alors qu'il était obligé de travailler sur une machine à souder par points reconnue défectueuse, il est mort écrasé. A 22 ans... Le quatrième mort à Renault-Billancourt en huit mois.

Cette fois, la direction ne peut pas invoquer — encore — une quelconque fatalité. Pour le moment, elle continue de refuser la réunion extraordinaire du comité d'entreprise pour débattre de la sécurité du travail et elle cherche à faire retomber la responsabilité de ce dernier accident mortel sur la maîtrise. Les syndicats appellent les travailleurs à se mobiliser contre cette attitude inadmissible.

Campagne du P.s.

POUR UN GRAND PARTI DE MASSE

PAR
JEAN POPEREN
Secrétaire national à la Propagande

La montée du Parti socialiste est l'un des faits majeurs de la politique française de ces dernières années. Du coup, voici bouleversées les données politiques. Malraux ne peut plus dire : « Il n'y a que les communistes et nous », ni Peyrefitte prophétiser : « Nous sommes au pouvoir pour une génération ». Du coup, l'union de la gauche prend tout son sens : elle n'est plus seulement un mot d'ordre, une espérance, elle est la solution pour la France de la fin du XXe siècle, pour des millions de travailleurs, d'hommes et de femmes de progrès.

Dans la longue marche commencée vers le milieu des années 60, la campagne pour l'élection présidentielle a été un temps fort. Pour les socialistes, engagés dans une grande bataille politique unitaire, elle a été l'occasion de faire la preuve de leurs capacités militantes, de resserrer les liens avec leurs alliés, radicaux de gauche et communistes, d'accroître encore le rayonnement de leur parti. Le rôle de notre Premier secrétaire, François Mitterrand, candidat de toute la gauche, et, comme tel, principal animateur de la campagne, son dynanisme, la sûreté de sa démarche politique ont grandi le capital de confiance mérité par les socialistes français.

Menée sur la plate-forme du programme commun de gouvernement de la gauche, la campagne du printemps 74 a donné un formidable coup d'accélérateur à la montée de la gauche et, singulièrement à la progression du Parti socialiste. Dès lors, des centaines de milliers de gens, dont beaucoup étaient hier réticents, hésitants, sceptiques, ou plus simplement mal informés, se sont tournés vers nous, ont voulu mieux connaître ce que nous sommes, ce que sont nos solutions. Un an après, nous avons le droit de constater que beaucoup a été fait par les organisations du parti, par les militants pour répondre à cette interrogation et, au-delà, à l'espérance que ce parti représente pour toute la gauche. Mais beaucoup plus encore peut et doit être fait.

Développer le Parti

Le moment est venu de le faire. Après que le parti a consacré plusieurs de ses assises — et notamment son congrès de Pau — à d'indispensables délibérations, après le succès de la campagne des meetings communs contre le chômage et la vie chère, une nouvelle et vigoureuse impulsion doit être donnée à l'effort pour développer le parti, accroître son influence, intensifier son recrutement.

La campagne décidée par le Comité directeur sous le mot d'ordre «un an après, la montée du P.s. » répond à cette nécessité. Il ne s'agit pas d'une manifestation « commémorative » Mais l'occasion nous est donnée d'utiliser la charge d'émotion politique accumulée l'an dernier pour donner un nouvel élan à la dynamique de masse.

Quelle meilleure occasion, en effet, de montrer que l'action du parti au cours de l'année écoulée, la fidélité réfléchie et inflexible aux engagements pris sont une garantie et une promesse pour l'avenir ?

Parti de l'union, le P.s. a su, durant les derniers mois, surmonter avec sang-froid les difficultés imposées à l'alliance de la gauche, il a su préserver l'essentiel pour pouvoir faire maintenant, le moment venu, les propositions qui ouvrent une nouvelle phase du processus unitaire. Parti ouvert, pluraliste, il a su s'élargir à de nouvelles forces militantes et créer les conditions pour de nouveaux apports, sans exclusive ni préférence, en provenance de tous les secteurs de la gauche non communiste. Parti de luttes sociales, il s'organise méthodiquement pour être présent et actif partout où les travailleurs se battent pour leurs salaires, leurs conditions de travail, leur emploi, partout où les citoyens se rassemblent pour secouer la chape de plomb des aliénations du capitalisme moderne, pour humaniser la vie. Les socialistes dénoncent le mythe du « libéralisme » giscardien et, puisque leur idéal est une société d'hommes libres, ils ne laissent rien passer des prétentions de plus en plus insolentes de l'autoritarisme technocratique ; ils sont avec les militants syndicalistes dont le patronat s'obstine à rogner les droits, avec les élus locaux et régionaux, garants de toute vie démocratique, avec les journalistes qui ont choisi la vérité et les dangers de l'honnêteté, avec tous ceux qui refusent le fait du prince et l'arbitraire d'Etat.

Internationalistes, convaincus plus que jamais à notre époque que les luttes des peuples sont interdépendantes, les socialistes français, et particulièrement François Mitterrand, multiplient les démarches, les rencontres, pour resserrer les liens de la solidarité internationale, créer les conditions de l'indispensable cohésion des travailleurs d'Europe et d'une entente solide entre ceux-ci et les peuples des pays économiquement sous-développés.

Voilà notre politique, politique de justice sociale et de liberté, politique pour changer la vie, telle qu'elle est définie par le programme socialiste, exprimée dans le programme commun. Et en face, un an après, une fois dissipées les brumes de la campagne électorale, l'équipe Giscard-Chirac-Poniatowski est toute nue avec son bilan, avec son triste record d'une politique de plus en plus dure aux travailleurs, de plus en plus favorable aux privilégiés. Hier encore Fourcade, sous prétexte de « relance » par les investissements, a octroyé de nouveaux cadeaux au patronat, tandis que la poussée inflationniste se prolonge et que s'étend la marée du chômage. Notre politique, la leur : un an après, la leçon des faits est éclatante, de l'imposture de leurs promesses électorales, du sérieux de nos engagements.

Dire cela plus haut, plus fort, chaque jour, à tous, voilà ce que nous voulons au cours de cette campagne de propagande. Parti du front de classe des travailleurs, sachons, par un langage direct, concret, nous faire entendre de la masse des travailleurs et pas seulement de minorités plus intellectualisées ou plus techniciennes ; sachons aller à l'essentiel, exprimer ce qui frappe le plus grand nombre, sans nous perdre dans le détail, sans nous arrêter à l'accessoire. Plus que jamais, la crise porte condamnation du système et de l'équipe qui le gère. Plus que jamais, les solutions sont nos solutions. Alors disons-le simplement, clairement. Nous avons l'ambition d'être un grand parti populaire. un parti de masse : ayons la propagande de cette ambition.

Le matériel préparé pour cette campagne, celui qui synthétise (affiches, dépliants), celui qui explique (brochure rédigée par le secteur formation), répond à une telle préoccupation ; de même l'opération « mille réunions » et son couronnement au Palais des sports de Paris, le 23 juin, et plus particulièrement les Journées du P.s.

Chaque fois, il s'agit d'aller là où est la masse des travailleurs, de la population, d'expliquer, d'entendre, de dialoguer. Ainsi la campagne sera un entraînement à l'action, à l'action de masse, en même temps qu'elle sera l'occasion de gagner des centaines de milliers de Françaises et de Français à nos solutions, d'en gagner des milliers à notre parti.

La journée « Le P.s. avec les travailleurs » aura lieu, non le 22 mai comme annoncé précédemment mais le 12 juin.

L'ORAGE ECLATE

« Décentralisé » en dépit du bon sens à Toulouse, le personnel de la Météo nationale est en colère : « Nous envoyer à Toulouse, c'est une chose. Nous faire perdre le nord en sera une autre ».

Pendant 24 heures, sur la France, la pluie et le beau temps ont eu quartier libre. Coups de vent, courants froids, dépressions, orages, à la Météorologie nationale on ne voulait rien savoir : le 29 avril, 60 % des 1 300 employés parisiens étaient en grève. Et, ce qui ne s'était encore jamais vu chez ce personnel constitué pour la plupart de catégories supérieures de cadres et de techniciens, 400 d'entre eux descendaient dans la rue pour clamer leur mécontentement jusque sous les fenêtres du ministère des Transports, leur ministère de tutelle.

Le maître-mot de cette colère ? Décentralisation. Suivant une décision du gouvernement Messmer en 1972, les 1 300 agents de la Météorologie nationale forment l'avant-garde des 20 000 fonctionnaires parisiens qui doivent être décentralisés en province. D'ici à 1980, la météorologie doit être réinstallée à Toulouse.

D'abord, les pouvoirs publics l'ont clairement affirmé : impossible de laisser le libre choix à chacun de suivre, ou non, son administration — et cela, bien sûr, sous couvert de ne pas briser le potentiel scientifique et opérationnel de la Météorologie nationale. « Ce seul impératif montre à quel point les objectifs gouvernementaux se moquent des problèmes humains » commente François Gérard, ingénieur de la météorologie et secrétaire de la section du P.s. En effet, à Paris, la moyenne d'âge du personnel de la météo reste assez élevée (autour de 50 ans), malgré un rajeunissement certain depuis quelques années, dû à l'engagement de jeunes agents. Pour tous les salariés proches de la retraite,on sait ce qu'une telle transplantation représente : l'abandon de toute une vie, d'une partie de leur famille, de leurs amis, de l'appartement ou de la maison achetés à crédit dont ils voyaient enfin venir la fin des traites.

Autre problème majeur posé par ce départ : celui des conjoints. Ils sont près de 600 dont le mari ou la femme ont fait leur situation dans la région parisienne. Transplanter l'un signifie donc automatiquement faire perdre son emploi à l'autre. Si c'est la femme qui suit son mari, personne ou presque n'y trouve à redire, surtout pas l'administration. Mais, dès lors que le conjoint concerné est le mari — pour les employées de la climatologie, par exemple — le problème est bien différent. Comment les pouvoirs publics pensent-ils le régler ? Sur place, à Toulouse, chacun le sait : il ne faut pas y compter. Le Sud-Ouest fait déjà partie des régions particulièrement touchées par la crise de l'emploi. Les débouchés y sont rares pour les autochtones. Qu'en sera-t-il pour les quelque 2 500 personnes (conjoints et enfants) que les 1 300 agents de la Météorologie entraîneront immanquablement derrière eux ?

A toutes ces questions, les pouvoirs publics ont répondu de la façon la plus évasive, quand ils ont répondu. Si l'on sait maintenant que cette décentralisation va coûter aux alentours de 400 millions de francs lourds pour la construction des nouveaux bâtiments et l'installation de tout l'équipement électrique et électronique, nul ne sait quand et comment seront embauchés les techniciens supplémentaires nécessaires. Car, pendant le transfert, il faut que la Météorologie continue d'assumer son service sur le plan national et dans le cadre de l'Organisation météorologique mondiale. Il faut également qu'elle puisse assister l'aviation, la marine, les grandes entreprises publiques et privées, qu'elle permette, par ses prévisions, d'économiser des vies humaines, du temps et de l'argent. Pour cela, une seule solution : doubler certains départements afin que leur tâche s'effectue sans interruption. D'où sortiront les cadres et les techniciens nécessaires dans un domaine qui exige une formation très particulière ? Pour les syndicats, la réponse ne fait pas de doute : l'Etat fera appel aux techniciens d'entreprises privées, au détriment du statut de la Fonction publique.

Champ libre au privé

En fait, à la Météorologie, chacun s'interroge maintenant sur les décentralisations telles que le gouvernement les conçoit. Transférer la direction de la Météorologie nationale à Toulouse est une chose. Assurer que cela n'entraînera pas pour ce service public de graves inconvénients de fonctionnement en est une autre. Car bon gré, mal gré, les organismes centraux de décision, de tutelle et les sièges sociaux des grandes entreprises usagers de la Météorologie restent à Paris. Après son départ à Toulouse, la collaboration de la Météo avec le laboratoire de l'Ecole normale supérieure, la faculté des sciences, le Centre national d'étude et d'exploitation des océans, l'Office des pêches, la S.n.c.f., l'E.d.f., les groupes pétroliers, etc. sera entravée par tous les problèmes de communications. Pour pallier ces inconvénients, de nombreuses allées et venues sont déjà prévues entre Paris et Toulouse. Au prix de quelles complications ! Car si Paris est le centre d'une toile d'araignée bien tissée tant pour les réseaux aériens que routiers, ferroviaires ou même téléphoniques, ce n'est pas le cas de Toulouse.

« En fait, poursuit François Gérard, on pourrait envisager que le centre météo fonctionne à Toulouse si le reste de la France était décentralisé et prévu pour fonctionner dans ce cadre. Comme il n'en est rien, les retentissements sur la qualité des services rendus et sur les conditions de travail seront inévitables. » De là à penser que la privatisation menace la météorologie, il n'y a qu'un pas. Que les organisations syndicales et les partis de gauche ont franchi depuis longtemps. Pour la C.f.d.t., le processus, déjà ancien, risque d'être accéléré sous couvert du déménagement. « Quoi de plus simple que de recruter du personnel non titulaire à cette occasion pour éviter d'engager des agents de la Fonction publique ? », interroge Pierre Chaillot, secrétaire général

Dimanche. Quelques militants sont réunis dans un réduit d'une dizaine de mètres carrés. Parmi eux, trois jeunes enfants, ceux de Jo Daparro, l'un des responsables de la section C.f.d.t. des établissements de confection Buda, occupés 24 heures sur 24 depuis maintenant 10 mois.

Jo Daparro fait la « plonge », car c'est lui qui est, aujourd'hui, responsable de la garde des locaux ; les autres essuient les assiettes qui ont servi pour le repas pris en commun. On se retrouve dans la « cantine ». C'est un bien grand mot pour qualifier ce local, auquel on accède grâce à cinq marches métalliques : une longue table, un vieux buffet, un petit lavabo et un W.c. condamné. « C'est là, dit Jo, que les 60 femmes employées par Buda devaient réchauffer leur gamelle et manger. Comme il n'y avait pas assez de place, la majorité d'entre elles allaient déjeuner dehors, sur le trottoir devant l'atelier ».

L'atelier n'est qu'un entrepôt. Un ensemble de H.l.m. de 4 ou 5 étages, peints en crème. Au pied de l'un d'eux, et faisant le coin, l'entreprise Buda : un peu moins de 400 m2 pour une soixantaine d'employés.

Au bas des marches qui permettent d'accéder à la cantine, des placards : « C'est là que les ouvrières se déshabillaient à la vue des clients qui passaient ». En effet, à côté, un autre escalier conduit vers un sous-sol où se trouvent les tables de découpe et les stocks : « Ici, nous fabriquions des vestes, des pantalons, des costumes sur mesures pour les hommes, des robes pour les femmes, ainsi que des jeans ». C'est par cet escalier, devant les vestiaires, que descendent les clients pour l'essayage...

Vincent Buda, c'est un ancien légionnaire reconverti dans la couture. De tout temps, il a coutume de très mal payer son personnel — une cinquantaine de francs de mieux que le Smic — alors que la famille Buda mène grand train. Vincent s'est fait construire une splendide villa et roule en Mercédès : « Toute la famille, certifie Jo Daparro, saigne à bloc la petite entreprise ». En effet, outre Vincent, dont le salaire de P.d.g. se monte à 10 000 F par mois, l'entreprise verse aussi 4 000 F à sa femme Hélène, baptisée froidement directrice, et 7 000 F à Antoine, le frère, qui est directeur commercial. Sans compter — à

UNE GREVE Toulon OUBLIEE



Dans le local occupé, en bonne place, la formule du P.d.g.-légionnaire.

4 000 F mensuels — Daniel, le fils, nommé directeur commercial à 19 ans !

La douce vie que mènent les Buda est finalement troublée par un « incident ». A la veille des congés de l'été 1974, Vincent réunit son personnel et lui annonce qu'il doit fermer les portes : il n'a plus d'argent. Aussi, il ne peut payer ni les salaires du mois de juillet, ni les congés payés, encore moins les primes de licenciement...

« Pour les ouvrières de Buda, c'était une catastrophe, commente Jo Maurin, le responsable de l'Union départementale C.f.d.t. Le Var est le département français où l'on compte le taux de chômage le plus important : plus de 20 000 sans emploi. Où pouvaient-elles aller ? Dans la région, les entreprises textiles ont presque toutes fermé leurs portes, les unes après les autres. Celles qui survivent ont considérablement réduit leurs horaires. La seule grande activité de la ville, c'est l'arsenal militaire. Trois ou quatre filles ont pu trouver un emploi chez le maître-tailleur. Mais 60... »

Dès l'annonce de la fermeture de l'entreprise, les 60 ouvrières, épaulées des 4 hommes salariés, décident de se battre : alors que personne n'était syndiqué jusqu'alors, elles fondent deux sections syndicales (C.g.t. et C.f.d.t.) et décident d'occuper leurs ateliers. A la fois pour populariser leur lutte et se constituer une caisse de résistance, elles ont fabriqué des pantalons en jean et en tergal, des étuis à boules, etc. Aujourd'hui encore, elles confectionnent de ravissants sacs-pochettes de velours dont l'achat constitue un geste tangible de solidarité (1). Cette solidarité que les partis de gauche et les autres organisations du comité de soutien n'ont pas ménagée.

En revanche, le Pouvoir fait comme si de rien n'était. Il y a eu de bonnes paroles de Michel Durafour, un télégramme « compatissant » de Jacques Chirac, une lettre « compréhensive » de Françoise Giroud... Et puis plus rien. Pas de solution industrielle en vue : des études existent, mais le syndic les bloque systématiquement... Du coup, comme l'a montré une émission d'Antenne 2, un certain découragement s'est installé. « C'est vrai, reconnaît l'une d'elles, Adèle, aujourd'hui nous sommes un peu désespérées. Nous avons vu beaucoup de nos camarades nous quitter, surtout celles qui avaient obtenu la garantie des 90 %. Il y a deux semaines, nous avons même songé à tout laisser tomber. Mais ce n'est qu'un découragement passager. Dans un mouvement, n'est-ce pas, il y a toujours des hauts et des bas. Aujourd'hui, nous restons toujours une vingtaine qui venons chaque jour ici... »

Parmi cette vingtaine d'ouvrières, beaucoup connaissent des difficultés morales et matérielles. Deux sont mères célibataires. Une autre a été abandonnée par son mari alors qu'elle attendait son deuxième enfant. « Et pourtant elle est venue, dit Jo Daparro, occuper l'usine une semaine encore avant son accouchement. Depuis elle revient tous les jours ». Adèle, aussi : « Je suis à un âge terrible, 48 ans : trop vieille pour trouver du travail et trop jeune pour être à la retraite ». Ce dont souffrent le plus les ouvrières de Buda, c'est de l'isolement : « L'usine se trouve pourtant dans un quartier ouvrier, mais notre action n'a reçu de la part des habitants aucun soutien... » Cela se comprend en partie, selon Jo Daparro : « Le Var est un département sous-développé au point de vue des luttes. Nous n'avons aucune tradition. Ici, l'on croit que la lutte consiste à défiler dans les rues, applaudir les filles de Buda lorsqu'elles se trouvent dans le cortège, et se disperser dès que l'on voit le casque d'un C.r.s. Il y a encore beaucoup de travail à faire... »

Pourtant, les 20 ouvrières sont décidées à continuer. « Pourquoi, dit Adèle ? Parce que je travaille depuis l'âge de 14 ans. Aujourd'hui, je ne touche, pour survivre, que les 14 F par jour des diverses aides chômage. Vous trouvez ça juste ? Moi pas ! »

JEAN-PIERRE LAVERRIERE

(1) On peut passer les commandes à : Comité d'occupation Buda, immeuble Turenne, rue de Turenne, 83-Toulon (10 F minimum par pochette).

du syndicat C.f.d.t. des personnels de la Météorologie nationale. De son côté, F.o., par la bouche de Georges Nicod, ingénieur divisionnaire des travaux météorologiques et membre de la section socialiste de l'entreprise, rappelle que déjà en 1970, sous couvert d'un institut, le gouvernement projetait un démantèlement pur et simple du service public, qui avait d'ailleurs échoué. Pour Georges Darcel, secrétaire général du syndicat national de la Météorologie C.g.t., l'analyse est désormais classique et vérifiable pour tout le secteur nationalisé : « D'un côté, la collecte des informations, destinées principalement à l'aéronautique, est le secteur coûteux de la météorologie, celui dans lequel on essaie de la cantonner. De l'autre, il y a tout le domaine de l'assistance météo, dont les services sont demandés par un nombre grandissant d'entreprises, et qui rapporte. Comme par hasard, l'entreprise nationale laisse de plus en plus le champ libre à des entreprises privées qui vendent fort cher des informations météorologiques qu'elles vont chercher... à la Météorologie nationale, tout simplement ! » Et un membre de la section socialiste de rappeler ce que tout le monde sait, à savoir qu'une partie des travaux faits à la Météo passe directement chez certaines firmes comme Matra, Schlumberger, Dassault, et d'autres encore, pour le plus grand profit de ces entreprises privées.

Les syndicats C.g.t., C.f.d.t. et F.o., conscients de la poussée de mécontentement, sont tombés d'accord et une plate-forme commune revendicative a été mise au point. La décentralisation, ils ne sont pas farouchement contre, pour peu que le gouvernement se donne les moyens de l'effectuer correctement : en dédommageant ceux qui ne peuvent quitter Paris ; en prévoyant des mesures de pré-retraite pour ceux qui en sont à moins de deux ans ; en garantissant à Toulouse les avantages acquis à Paris et les emplois des conjoints. Autant de revendications que les agents de la Météorologie semblent prêts à défendre énergiquement. Les syndicats eux-mêmes en ont été surpris. Pour la première fois, ils ont vu des non-syndiqués, voire des « anti-syndicats », à la manifestation du 29 avril. Pour la première fois également, se sont présentés pour distribuer des tracts de popularisation des agents qui, jusque là, ne s'étaient jamais soucié de revendiquer.

Mais le temps presse : des réunions interministérielles doivent avoir lieu à leur sujet et c'est en septembre qu'on leur donnera les dernières modalités de leur transfert. La politique gouvernementale est claire : faire traîner jusqu'aux premiers départs. Le reste de la troupe, bien forcée, suivra alors.

C'est compter sans le mécontentement de ces 1 300 agents et de leurs familles. Comme se plaît à ironiser un ingénieur des travaux : « Nous envoyer à Toulouse, c'est une chose. Nous faire perdre le nord en sera une autre. »

CHRISITINE COTTIN

A ville nouvelle, élus nouveaux

Avec près de 45 % des suffrages exprimés, le très net succès des candidats socialistes aux élections des délégués des habitants de la ville nouvelle de Cergy, dans le Val-d'Oise, a un double intérêt.

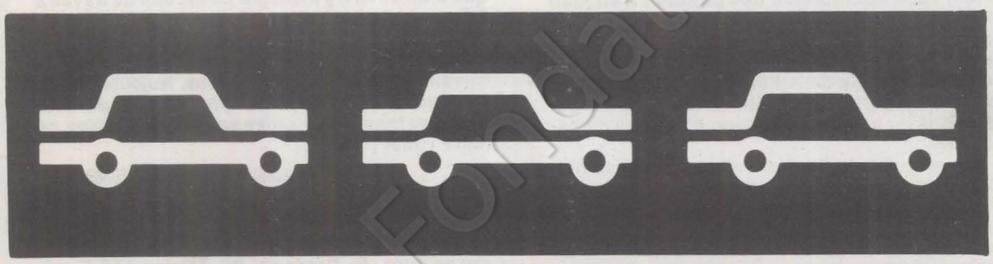
En premier lieu, il marque un désaveu de la politique giscardienne. La liste « apolitique » présentée sous l'intitulé « Vivre à Cergy », et qui comprenait des candidats Républicains-indépendants, n'a recueilli que 37 % des voix. Les mêmes colleurs qui arrachaient les affiches du Parti socialiste ou les recouvraient avec celles de « Vivre à Cergy » ont placardé partout des affiches « Adhérez aux Républicains-indépendants ». Cela n'empêchait pas la liste « Vivre à Cergy » de se prétendre apolitique et de déconseiller aux habitants un vote qui les placerait « sous le joug des partis ». Les électeurs ne sont pas tombés dans ce piège éculé. Leur vote ne manquera donc pas d'inquiéter les nombreux élus de droite de cette circonscription électorale. On trouve notamment parmi eux Michel Poniatowski, maire R.I. de l'Isle-Adam ; son suppléant à l'Assemblée nationale, de Kervelen, qui est également maire de Vigny, Leconte, maire R.I. de Saint-Ouen-l'Aumône ; Picard, maire R.I. de Magny-en-Vexin, dont l'entreprise de travaux publics effectue de nombreux travaux à Cergy ; enfin Adolphe Chauvin, centriste rallié à la majorité, qui cumule les fonctions de sénateur-maire de Pontoise, conseiller général, président du Syndicat communautaire d'aménagement d'Evry (S.c.a.) et de président de l'établissement public d'Evry. Le vote du 4 mai peut donc à juste titre être considéré comme un pavé dans cette mare. Il s'explique pourtant aisément par les difficultés multiples qu'affrontent les habitants de Cergy.

En se prononçant pour la gauche, et c'est là le second intérêt du scrutin du 4 mai, les électeurs ont montré qu'ils ne font plus confiance à tous ceux qui, jusque-là, ont décidé à leur place. A l'occasion d'un récent Conseil des ministres qui se tenait exceptionnellement dans la ville nouvelle d'Evry, Valéry Giscard d'Estaing déclarait : « Les villes nouvelles correspondent au besoin de créer, dans la région parisienne, des foyers d'animation, des centres d'emploi et de donner à ces villes la personnalité de véritables villes françaises ». Peu après, le 4 mars 1975, le ministre de l'Equipement y allait de son couplet en inaugurant « l'agora » d'Evry. Il s'agissait alors, selon lui, de donner aux habitants des villes nouvelles « de nouveaux moyens d'information et de participation ». « Il faut apporter, ajoutait-il, une alternative au développement spontané, et souvent désordonné des villes, développement qui conduit à la prolifération des banlieues-dortoirs, à la multiplication des trajets quotidiens, au déséquilibre de la vie. »

Qu'en est-il à Cergy de toutes ces belles paroles ? La ville nouvelle est affreusement mal desservie par les transports en commun. Les habitants sont donc pratiquement obligés d'avoir leur propre moyen de locomotion, ne serait-ce que pour se rendre au centre commercial des Trois-Fontaines, où tous les commerçants sont regroupés. Mais surtout, faute des créations d'emplois qu'on avait fait miroiter pour inciter les gens à s'installer à Evry, la ville nouvelle se vide dans la journée de ses habitants qui continuent, pour un grand nombre, de travailler dans la capitale, distante de plus de 30 kilomètres. L'abandon du projet d'aérotrain a conduit la S.n.c.f. à mettre à l'étude la ligne qui reliera Cergy à la gare Saint-Lazare. Les travaux n'ont pas débuté. Si l'on ajoute à ces difficultés quotidiennes les retards apportés dans la construction de logements et d'équipements collectifs comme le lycée, l'Institut universitaire de technologie, les crèches et les dispensaires annoncés, on conçoit sans mal que les habitants aient réagi le 4 mai. En votant massivement pour la liste « Rendre la ville nouvelle à ses habitants », présentée par le P.s., ils entendaient se prononcer pour un développement cohérent et harmonieux de Cergy et pour une gestion démocratique de leur ville. Cergy en effet est administrée, gérée par le S.c.a., où siègent des représentants des 15 communes sur le territoire desquelles se développe la ville nouvelle. Présidé par Chauvin, ce S.c.a., dont sont exclus les nouveaux habitants, prend toutes les décisions — le montant des impôts, par exemple — en leurs lieu et place.

Déjà l'an passé, de façon un peu improvisée, les habitants du quartier de la préfecture avaient élu 18 délégués de gauche pour les représenter dans les 9 commissions du S.c.a. Cette fois-ci, les élections du 4 mai, toujours dans le quartier de la préfecture, ont été organisées par le S.c.a. Au lieu du scrutin de liste bloquée choisi par les habitants en 1974, le S.c.a. a proposé un scrutin à la proportionnelle, avec ouverture des registres électoraux et de 3 bureaux de vote où siégeaient un président et des assesseurs. Sur 2 293 électeurs inscrits, on a compté 967 suffrages exprimés dont 434 pour le P.s. (44,88 %), 359 pour « Vivre à Cergy » (37,12 %) et 174 pour la liste du P.c. (17,99 %). La gauche a donc obtenu un peu plus de 62 % des voix, soit 11 élus (8 P.s., 3 P.c.), contre 7 élus pour la droite. Les élus n'ont encore qu'une voix consultative, mais les délégués de gauche au S.c.a. entendent bien exiger un pouvoir réel de décision et de gestion pour la collectivité locale.

JEAN-LOUP REVERIER



OCCASIONS TOUTES MARQUES GARANTIE O.R.

Au cœur du 15ème
107, rue de l'Abbé-Groult

Ets QUELLET
Concession RENAULT

Métro : Convention

Tél. 532.71.20

marché national de l'occasion

RENAULT

PETITE ANNONCE

LA VILLE DE SARCELLES

met en vente les véhicules suivants :

— 2 fourgons SAVIEM S G 2
— 3 estafettes RENAULT 1000 kg bâchées
— 1 estafette RENAULT 1000 Kg, fourgon
— 8 RENAULT 4 fourgonnettes
— 3 RENAULT 4 luxe

Conditions de vente : visite tous les jours ouvrables, aux heures de bureau, aux Ateliers Municipaux, rue Taillepied, aux prix Argus diminués de 15 %, dans l'état et sans garantie.

changer la vie politique

REPRESSION DANS LES RANGS

Le 24 avril, un soldat du contingent est arrêté sur la base aérienne d'Orange (Vaucluse), sans explication. Aussitôt un groupe de soldats d'Orange alerte les organisations politiques et syndicales et diffuse un communiqué révélant que le jeune appelé a été mis au secret, incarcéré à Aix-les-Milles, puis muté, sans qu'aucune charge ne soit relevée contre lui. Quelques jours après, on apprend qu'un second soldat va être muté, lui aussi ; il est marié et père de famille et, à ce titre, faisait son service à Orange près de son domicile. La section locale du Parti socialiste d'Orange proteste aussitôt.

Que leur reproche-t-on ? Nul ne le sait. Ne serait-ce pas parce qu'ils sont, l'un et l'autre, dans la vie civile, membres de sections du P.s. ? Ne serait-ce pas parce qu'ils sont venus, le 22 avril, en civil, avec bien d'autres soldats du contingent, assister à une réunion de Charles Hernu sur la Défense nationale et l'Armée ? Les soldats, les officiers et les sous-officiers qui étaient présents à cette réunion vont-ils être aussi mutés ? Serait-ce parce que, sur la base 115 d'Orange, de nombreux soldats ont paraphé un appel qui est pourtant loin d'être antimilitariste : celui qu'ont signé récemment plusieurs centaines d'appelés — à l'initiative d'Etudiants socialistes incorporés dans une unité de la région parisienne ? Ce texte relance un certain nombre de revendications du contingent : prêt indexé sur le Smic, transports gratuits, tenue civile en dehors du service, suppression des juridictions en kaki et des pouvoirs discrétionnaires de la Sécurité militaire, libertés de réunion et d'information, reconnaissance de comités consultatifs de soldats et d'un « véritable droit syndical »...

MESINFORMATION STYLE « FIGARO »

« 300 cadavres, gorges ouvertes, sur le marché de Phnom-Penh. » Le 9 mai, « le Figaro » sortait avec ce titre en gros caractères sur cinq colonnes à la une. Et le quotidien de Jean d'Ormesson invoquait, pour justifier cette information, le « témoignage accablant » du Dr Piquart, chirurgien en chef de l'hôpital de Phnom-Penh.

Dans l'après-midi même, on apprenait que ledit Dr Piquart démentait sur toute la ligne le récit rapporté par « le Figaro » et qu'il aurait fait à Patrick Clément, envoyé spécial de T.f.1. Une dépêche de l'A.f.p. précisait plus tard que, parmi les réfugiés de l'ambassade de France, « aucun n'avait fait des déclarations permettant de conclure à quelques atrocités commises par les Khmers rouges ».

Le lendemain, « le Figaro » bredouillait quelques excuses discrètes. Il ne faut pas toujours prendre ses désirs pour des réalités.

L'ELECTION DE CASTRES

Une élection législative partielle doit avoir lieu dimanche 25 mai dans la circonscription de Castres-Mazamet, où l'ancien ministre Jacques Limouzy va tenter de récupérer son siège de député, qu'il n'avait acquis en mars 1973 qu'avec 50,56 % des voix.

La Fédération socialiste du Tarn a désigné comme candidat Michel Tournier, dont le choix a été ratifié par le Bureau exécutif national. Enseignant à Labastide-Rouairoux, responsable et animateur de mouvements de jeunes, Tournier, assisté de son suppléant Henri Segonne, militant ouvrier, a engagé une campagne dynamique pour populariser les positions du Parti socialiste. Campagne qui, malgré le silence du grand quotidien régional « la Dépêche du Midi », connaît déjà un succès prometteur confirmé par le meeting tenu cette semaine par François Mitterrand.

Michel Tournier a installé sa permanence au siège de la Fédération socialiste, 13, Place de la République à Castres.

LES RADICAUX CHILIENS S'ORGANISENT

Du 5 au 8 mai se sont réunis à Paris, dans les locaux de la Cité Malesherbes, les principaux dirigeants du Parti radical chilien, qui est l'une des composantes de l'Unité populaire. Seuls étaient absents les responsables toujours emprisonnés, tel Orlando Cantuarias.

Anselmo Sule, président du parti, ainsi que Hugo Miranda, Carlos Morales et Benjamin Tiplinski, qui dirigeaient les débats, venaient eux-mêmes d'être libérés et expulsés. Au cours de leurs travaux, les radicaux chiliens devaient aborder les problèmes d'organisation de leur parti, ceux concernant le renforcement de l'Unité populaire tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, et la situation sociale, économique au Chili. Les participants, qui constatent un effritement sensible de la base de soutien au régime fasciste, ont arrêté des dispositions pour accroître la pression, en relation avec toutes les forces de gauche, politiques et syndicales, afin d'en finir avec la junte.

Robert Pontillon, secrétaire du P.s. aux Relations internationales, et Lionel Jospin, secrétaire au Tiers-Monde, ont participé aux entretiens qui se sont déroulés à l'occasion de la réception des principaux responsables par François Mitterrand.

REFLEXION SUR LA DEFENSE

Le livre de Charles Hernu, « Soldat-Citoyen » (Flammarion), vient d'avoir les honneurs d'un article du général Vincent dans la très austère « Revue de la Défense nationale ». On y lit notamment : « Sa pensée est dans le droit fil de celle de Jaurès : le socialisme, s'il est pacifiste, n'est nullement antimilitariste. Non seulement il n'est pas hostile à l'armée, émanation de la nation, mais il s'est toujours élevé contre le fait que l'armée se trouve coupée de la nation ; elle risque par là-même de se voir soumise à la contestation ou, pire encore, à l'indifférence de la nation. Mais à travers de nombreux articles parus jadis dans la grande presse ou de rapports à usage interne du Parti socialiste, dont certains sont livrés au public pour la première fois, ce n'est pas seulement le progrès de la réflexion d'un seul qu'il nous est possible de suivre, mais aussi celui de toute une équipe, qui forme aujourd'hui la commission Défense nationale du P.s... Sur maintes questions importantes de la défense, Charles Hernu révèle que le débat reste ouvert au sein de son parti ».

LES GREVES A LA FEN

Dans le cadre de la semaine d'action déclenchée par la Fédération de l'Education nationale, à la suite de l'opération « Besoins-vérités », une vaste mobilisation se déroule actuellement en milieu enseignant. A l'initiative du Syndicat national des instituteurs, quelque 150 000 instituteurs viennent de signer une pétition demandant la création immédiate de 2 000 postes supplémentaires et la mise en application des promesses de résorption totale de l'auxiliariat formulées par René Haby. De leur côté, le Syndicat des enseignements du second degré et celui de l'éducation physique ont organisé une grève jeudi, tandis que les professeurs de l'enseignement agricole seront en grève ce vendredi. L'ensemble de ces mouvements devrait bientôt culminer dans la grande manifestation organisée à Paris le 24 mai par le Comité national d'action laïque.

● Précision : dans notre article sur la C.f.t., la semaine dernière, nous avons à tort classé Yvon Cohen, responsable de la fédération des Transports, parmi les artisans de la chute de Jacques Simakis. Explication : la C.f.t. règle toujours ses comptes au cours de congrès à huis clos.

Cambodge

DES VAINQUEURS EMBARRASSANTS

Dans le grand et heureux remue-ménage qui vient de bouleverser la péninsule indochinoise et de rendre la paix au peuple vietnamien après une terrible tuerie de trente ans, il y a des vainqueurs embarrassants. Il s'agit des Cambodgiens. Il suffit d'avoir suivi la presse française et internationale depuis quelques mois pour le comprendre.

Les Khmers rouges sont au pouvoir. Ce sont des gens étranges, au sens le plus complet de l'adjectif. La révolution qu'ils viennent d'accomplir semble bien avoir consisté à éliminer le plus possible les traces de la civilisation occidentale sous ses formes qui, dans les faits, ont été, notamment au cours des trente dernières années, ses plus grands titres de gloire. On ne s'est pas contenté en effet, comme à Saigon, de fermer les maisons de jeu et les repaires de la prostitution. On a détruit systématiquement les voitures et les innombrables gadgets apportés par l'Occident et auxquels rêve le monde communiste soviétique. Les grandes villes ont été vidées de leur population, invitées par la force à pratiquer un retour à la terre qui n'avait rien de bucolique. Les seuls gadgets nés de notre civilisation industrielle auxquels les Khmers rouges semblent attachés sont les armes qui leur ont permis de tenir depuis des années en face des forces américaines, sud-vietnamiennes et « républicaines ».

D'autre part, les liens entre ces vainqueurs-là et la Chine populaire sont bien connus. Lorsqu'il fut déposé par un complot préparé par la C.i.a., Norodom Sihanouk ne trouva pas l'oreille de Moscou et c'est à Pékin qu'il se réfugia. Il y est encore, peu pressé semble-t-il de rejoindre son pays, ce qui n'est pas la moindre interrogation dans cette affaire. En tout cas, le gouvernement provisoire qu'il constitua et les forces qui combattirent sur le sol cambodgien reçurent régulièrement l'aide financière et matérielle des autorités chinoises. Les mêmes autorités chinoises qui négociaient dans le même temps avec les Américains un ordre nouveau en Asie, garantissant notamment Taïwan.

Richard Nixon, qui avait engagé l'affaire cambodgienne, croyant qu'elle lui assurerait les atouts militaires qu'il jugeait indispensables pour négocier le départ des Américains du Sud-Vietnam, se laissa assez facilement forcer la main par le Congrès lorsque celui-ci refusa de poursuivre la guerre cambodgienne. L'U.r.s.s., qui s'était empressée de reconnaître le régime Lon Nol et ne rompit ses relations diplomatiques avec lui qu'à la dernière extrémité, avait bien compris que l'influence chinoise était installée au cœur de la péninsule indochinoise. L'embarras des partis communistes membres du mouvement communiste international a été remarquable lors de la victoire de Phnom-Penh, celle de Saigon venant opportunément permettre d'orienter les feux de la propagande sur la victoire du peuple vietnamien.

Un journaliste a pu dire que les Khmers rouges faisaient aussi bien, sinon mieux, que les gardes rouges de la Révolution culturelle chinoise. Dans le cadre de l'anticommunisme le plus traditionnel, la presse de droite, notamment en France, se déchaîna sur les « atrocités » de Phnom-Penh, d'autant plus facilement que l'absence d'informations permettait d'en inventer. Malheureusement pour cette campagne où tous les « rouges » étaient confondus, le premier vice-ministre chinois, Teng Hsiao-Ping, n° 3 du régime, est arrivé à Paris porteur de propos aimables pour l'indépendance française selon Valéry Giscard d'Estaing, alors que le gouvernement chinois nommait spectaculairement un ambassadeur auprès de la Communauté européenne de défense. Il fallut bien choisir entre « les rouges » et le dernier incident en date, la capture d'un navire américain par les Khmers, aura donc été traité sans commentaires, au niveau de la plus stricte information d'agence. Il aurait été, en effet, compliqué de vilipender les alliés des Chinois alors qu'un des plus grands personnages du régime de Pékin était reçu en France et qu'il donnait l'occasion de faire pièce aux communistes antichinois, c'est-à-dire les seuls qui soient susceptibles en Europe de l'Ouest d'accéder au pouvoir.

« La victoire du Cambodge est également celle de la Chine », a proclamé la radio de Phnom-Penh, qui ignore totalement les mots Union soviétique. Un grand et un petit

Portugal

L'OFFENSIVE "DOUCE

Lisbonne : des ouvriers grattent sur les murs les affiches de la campagne électorale. Ils ne parviendront jamais à tout ôter. De nouvelles viendront bientôt s'ajouter aux anciennes. Mais c'est un signe. Il montre que le Portugal rentre dans une deuxième phase depuis le 25 Avril 1974. Les murs essaient de faire toilette pour un bref instant. Les états-majors politiques en profitent pour analyser la situation et définir leurs lignes d'action.

Pour la première fois depuis un an, le M.f.a. n'a, pendant quelques jours, pas eu totalement l'initiative. Inadmissible, pour des militaires. Le succès même des élections (92 % de participation), donc le renforcement du rôle de tous les partis politiques, d'une part et la victoire relative du P.s. (38 % des voix) d'autre part avaient sensiblement décalé le centre du jeu politique. Il est clair, en tout cas, que certaines forces poussaient dans ce sens. Une telle situation, si elle s'était développée, risquait de mettre en question la propre cohésion du Mouvement et l'avenir du processus dans son ensemble. Une réponse était urgente.

Deux semaines après les élections, les militaires au pouvoir semblent avoir choisi de lancer une offensive nationale modérée portant sur trois points : relativiser l'importance des élections, limiter les divergences entre les partis de gauche, insister sur la bataille de la production. Relativiser l'importance des élections est, aux yeux des militaires, à la fois une nécessité et un devoir. Une nécessité car une voie strictement électoraliste n'est pas facilement contrôlable, dans la mesure aussi où elle met en cause, à terme, la légitimité de ceux qui ont pris le pouvoir par les armes. Mais les militaires considèrent, en outre, qu'il serait dangereux pour le pays de se laisser fasciner par le mirage des urnes. Nombreux sont ceux qui ont ressenti la campagne comme dangereuse pour le processus en cours : la compétition entre les différents partis de la gauche les conduisait à insister sur leurs divergences, ce qui continuait à accentuer les tensions au sein de la population.

« Nous devons rechercher ce qui nous unit plus que ce qui nous divise », disait Mario Soares le 2 mai. Il sortait alors des bureaux du président de la République, où il avait rencontré Alvaro Cunhal. Au lendemain des affrontements du Premier Mai, le Conseil supérieur de la Révolution avait jugé bon de montrer quelle position il avait dans la querelle P.c.-P.s. : « Elle ne nous intéresse pas, elle est négative. Nous ferons tout pour que les partis de gauche s'entendent entre eux ». Cette entente est, en effet, considérée par le M.f.a. comme indispensable à la victoire dans la « bataille de la production » drame de toutes les périodes de transition.

Sur le chemin du socialisme, il est un mo-



Entrée des Khmers rouges à Phnom-Penh.

pays ne croient pas à la détente telle que la préconisent les Soviétiques et contestent le caractère révolutionnaire de l'U.r.s.s. Cela suffit à expliquer que dans le discours qu'il a prononcé le 8 mai au Kremlin, Leonid Brejnev ait rendu un vibrant hommage aux combattants vietnamiens sans dire un mot des Khmers rouges. Et c'est, notons-le, la première fois depuis le schisme qu'un peuple tout entier se trouve, en dehors des peuples chinois et albanais, sous la direction d'un gouvernement communiste prochinois. Avec le Cambodge, la Chine a sa première démocratie populaire, l'Albanie étant trop loin pour être d'un quelconque concours. Et cela, au cœur du Sud-est asiatique, à portée de la main des Etats thailandais et birman. La rivalité soviéto-chinoise succède dans cette région du monde pour une large part à la rivalité soviéto-américaine.

En soi, l'événement se révèlera peut-être un jour « historique ». La montée de la Chine est continue dans les affaires mondiales depuis trois ans. C'est-à-dire la montée d'une idéologique qui, bien que portant le titre de communiste, a de moins en moins de ressemblances avec la majorité des mouvements communistes dans le reste du monde. C'est bien en quoi les Khmers rouges sont des vainqueurs embarrassants pour un très grand nombre de gens.

CLAUDE FUZIER

E" DU M.F.A.

ment où la machine économique ne tourne plus uniquement — plus essentiellement, dans le meilleur des cas — pour satisfaire les intérêts capitalistes nationaux et internationaux. Ce moment coïncide généralement avec l'offensive de ces puissances « en voie de spoliation ».

Or, les périodes de transition sont, par définition, ambiguës. Elles prêtent à des analyses divergentes de la situation. Pour les uns, il faut défendre ce qui est déjà acquis, il faut « produire » puisque les travailleurs bénéficient déjà des fruits de la production, puisqu'ils ont déjà un petit mot à dire sur leur répartition, puisqu'en fin celle-ci se fait « conformément aux intérêts de la majorité ».

Dans la même situation, d'autres mouvements refusent de se lancer dans une « bataille de la production » qui bénéficiera en partie aux capitalistes, dans une bataille dont ils ne choisissent pas véritablement l'enjeu ni les fins. Pour les travailleurs, il est toujours difficile de passer « du jour au lendemain » d'une attitude quotidienne de lutte contre le patron, ou, au moins, de résistance à un effort volontaire. Ils ont besoin d'être convaincus que « les choses ont changé ». Pas seulement au niveau du discours des dirigeants mais, concrètement, au niveau des relations de pouvoir dans l'usine. S'il n'en va pas ainsi, la bataille de la production ne peut être gagnée sans un appel à l'autorité. Une autorité qui, sans être celle des patrons d'autrefois, risque de repousser d'un temps la victoire du vrai socialisme.

Libres de contraintes électorales, les officiers du Conseil supérieur de la Révolution ont, en tout cas, décidé de reprendre l'initiative pour affronter les difficultés économiques. La présence du Premier ministre et du Président de la République aux manifestations du Premier Mai à Lisbonne, celle d'autres membres du C.s.r. dans toutes les villes importantes du pays, le discours prononcé par Vasco Gonçalves pour le trentième anniversaire de la victoire sur le nazisme montrent que le M.f.a. veut renforcer encore l'influence et l'appui qu'il a dans les masses. Il tentera ensuite, il tente déjà, de convaincre l'ensemble de la population et les états-majors politiques de se lancer unitairement dans la bataille de la production. C'est ce que nous pourrions appeler « l'offensive douce » du M.f.a. Mais les difficultés oubliées pendant la campagne électorale demeurent. Elles s'amplifient, même. Il est peu vraisemblable que cette vision « optimiste » du processus puisse faire longtemps illusion. La convergence des problèmes économiques, sociaux et politiques forcera bientôt à des choix plus radicaux. C'est alors que se définira véritablement la « voie portugaise vers le socialisme ».

MAURICE FABIEN

Fondation Jean Jaurès

Soupes populaires

CHOMAGE OBLIGE

« Prière d'apporter votre cuiller, s.v.p. Le repas (soupe, plus viande garnie, plus pain) est servi de 12 h à 12 h 30 aux personnes qui acceptent de verser une cotisation de 2 F. Après le service du repas, une soupe est servie gratuitement jusqu'à épuisement de la bassine aux indigents qui ne peuvent verser de cotisation »

Cet avis est affiché à la porte de la dernière soupe populaire de Paris et de l'une des dernières de France. Située près du marché Saint-Germain, la Soupe populaire du VIe arrondissement sert 80 à 100 repas par jour, en hiver, et 60 en été. Quelques bancs, de vieilles tables. Une odeur de soupe et de vinasse qui lève le cœur.

Gorki ou Alphonse Boudard ? Des hommes, seulement, qui ont fait la queue tout à l'heure, dans la rue. Ils mangent avec avidité leur pain et, en dix minutes, ont expédié ce repas bon marché. Pas de verres, pas de couverts sur les tables : ils seraient volés. Quant au dessert, on le prend en sortant et on l'avale dehors.

Les autres attendent. Les autres : ceux qui n'ont pas deux francs. Pas tellement différents. Des hommes, toujours. Avinés, quelques-uns se cherchent querelle. La serveuse et les deux cuisinières, dont l'une est bénévole, tentent d'y mettre bon ordre. Ils s'en vont, eux aussi, rapidement, une fois leur cuiller rangée dans la poche.

Qui sont-ils, ces meurt-la-faim venus demander l'aumône d'une soupe dans ce quartier d'élégante bohême ? Difficile à savoir. Susceptibles, ils refusent de répondre. Les dames patronnesses de « la Soupe » le font à leur place : des clochards — on en voit de plus en plus, surtout des jeunes — des hommes qui sortent de prison, de semi-clochards : ils ont un domicile fixe, mais pas de travail depuis longtemps, ou un travail intermittent. L'hiver amène au premier service quelques étudiants, pour qui le restaurant universitaire est encore trop cher. La clientèle du premier service est, en tout cas, plus « chic » : par exemple ces deux hommes, pas encore à l'âge de la retraite, mais qui ont eu des malheurs... Des vieillards viennent ici tous les jours et échangent quelques mots entre eux.

Une vieille femme passe comme une ombre, dépose ses deux francs sur le comptoir, sort de son cabas des boîtes en fer-blanc qu'on lui remplit puis repart, pantoufles aux pieds, vêtue d'un manteau noir usé jusqu'à la corde. Elle n'a pas prononcé un mot, je n'ai pu distinguer ses yeux. Est-ce parce qu'elle est si voûtée, ou bien parce qu'elle a honte ? Elle aussi vient tous les jours. Où vit-elle ? Comment ? On l'ignore et personne ne lui a même jamais demandé son nom. Cette charité respecte l'anonymat de ceux qu'elle secourt. Car beaucoup refusent de se faire inscrire au Bureau d'aide sociale — la misère se cache comme une maladie honteuse — ou ignorent, malgré l'action des infirmières, des assistantes sociales, l'affichage dans les locaux des mairies, qu'ils auraient droit à des secours publics.

La charité publique, elle, se refuse à être appelée charité et, à partir de là, nomme, codifie, classe, informe. A Paris et dans toutes les communes de France fonctionne un Bureau d'aide sociale. Finies les soupes populaires. Pour les vieillards, on a créé et on crée de plus en plus de foyers-restaurants. On en trouve un, deux ou même trois par arrondissement dans la capitale. Ouverts tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, mais jamais fermés trois jours de suite, ces foyers-restaurants ont l'aspect d'agréables cantines d'entreprise. On demande aux personnes âgées pour les trois repas d'une journée (à Paris), le centième de leurs ressources. Les foyers-restaurants, s'ils représentent pour les budgets de petits retraités une sérieuse aide financière, constituent surtout un lieu privilégié de rencontres et de contacts. Peut-être le meilleur remède à la solitude. Faire sentir à ces vieux travailleurs qu'il ne s'agit pas d'un don, mais d'un dû : tous les responsables des Bureaux d'aide sociale insistent sur ce point.

Mais pour ceux qui, à un moment de leur vie, parce qu'ils n'ont pas de travail, ont faim ? Rien n'est vraiment prévu dans ce domaine. Alors, les municipalités se débrouillent comme elles peuvent. Dans les municipalités de gauche, aussi bien en province que dans la région parisienne, on tend de plus en plus à supprimer le système des bons de repas gratuits, symbole de charité, au profit des secours en argent que distribue le Bureau d'aide sociale. Les chômeurs reçoivent, notamment, des acomptes sur leurs Assedic, ce qui représente d'ailleurs de la part de l'Etat un transfert de charges sur la commune. Cette année, dans certaines communes, l'aide aux chômeurs a doublé. Et, quand on ne peut rien faire d'autre, on en revient aux bons de repas gratuits qu'ils prennent dans les foyers-restaurants du troisième âge.

Tous les « S.d.f. »

Quant à la charité privée, celle des Petits Frères des Pauvres, celle du Secours catholique ou celle de l'Armée du Salut, elle est là pour tous ceux qui n'entrent pas dans les catégories de « secourus » fixées par les administrations : ces « S.d.f. » (sans domicile fixe) en particulier — qu'à Paris, pourtant, l'Hôtel de Ville a répartis entre les Bureaux d'aide sociale des arrondissements — qui préfèrent à tout l'anonymat que leur offre cette forme de charité. Et pourtant les deux plus grands organismes charitables privés, le Secours catholique et l'Armée du Salut se refusent, eux aussi, à distribuer des repas gratuits : ils logent et nourrissent pour un temps des gens dans une mauvaise passe. Combien sont-ils à ne pouvoir manger, ces marginaux qu'aucune aide publique n'atteint ? On pense qu'ils sont plusieurs milliers (2 000 à 3 000) dans la capitale : des travailleurs immigrés, des jeunes sans emploi — on en compte de plus en plus — des prisonniers récemment libérés, des chômeurs de longue date, des débiles mentaux que les hôpitaux refusent de garder. Alors, la soupe populaire : désuet, dégradant, inutile ? Désuet et dégradant, assurément. Inutile, peut-être pas puisqu'on songe, en ce moment, dans les Bureaux parisiens de l'aide sociale, à en créer de nouvelles. Chômage oblige.

EMMANUELE PLAS



Queue devant la Soupe populaire du VIe arrondissement, à Paris.

Base de loisirs

L'ANTI LUNA-PARK

Les hirondelles sont de retour. Gérard le remarquait alors que nous suivions Rex et Tito sur le chemin de la cafeteria. L'accordéon et la trompette du clown blanc et de l'Auguste rassemblaient les visiteurs au bord de l'eau. Il n'y avait pas grand monde, ce samedi-là — c'est vrai, le ciel était bas — sur la base de loisirs de la ville nouvelle de Saint-Quentin en Yvelines. Le parc-étang, comme on dit dans la région. Des gosses, sans craindre l'eau froide, pateaugeaient allègrement et poussaient des radeaux de plastique échoués. Un couple guindé s'était aventuré à la ferme et leur gamine assoiffée de tendresse animale filait un coup de pied furtif à Désirée, la truie. Un couple d'amoureux s'embrassait. Un bonheur tout simple.

Pourtant se « parquer » pour se détendre ne semble pas être la façon la meilleure de passer son temps. Tourner autour d'une ville nouvelle avant de trouver son coin vert n'a rien d'excitant, d'autant que, tout près de là, des bois encore accueillants tendent leur mousse fraîche aux plus indépendants des visiteurs. Faut-il sortir des sentiers battus et entrer dans le jeu d'une civilisation nouvelle ? A l'heure d'un nouveau grand tournant, Saint-Quentin en Yvelines essuie les plâtres de la nouvelle aventure des loisirs.

Les bases de loisirs et de plein air sont nées du schéma directeur Delouvrier des années 1962-1963. Elles devaient rapprocher les nouveaux citadins des plaisirs naturels et d'un environnement favorable. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'un environnement à recréer, pour compenser l'urbanisation galopante, en offrant au public quelques hectares de verdure protégés. Elles devaient aussi préserver les espaces verts existants de la convoitise des promoteurs. Eviter les marinades dans la région parisienne et les opérations foncières un peu trop scandaleuses. D'autant que ces dernières ne manquent pas, les promoteurs n'hésitant pas à raser bois et forêts pour faire de fabuleux bénéfices. La région parisienne a perdu 15 000 hectares de forêt en quelques années et gagné quelques dizaines de milliers d'habitants. Puis, il faut bien distraire les enfants ailleurs que sur des dalles de béton sans qu'il soit nécessaire de parcourir des dizaines de kilomètres pour satisfaire ce besoin vital. Et, dans ce cas, les bases de loisirs ne devraient pas cautionner le manque de jardins, de pelouses, d'arbres au bas des immeubles. Ainsi, les responsables d'aménagement des bases de plein air et de loisirs ont-ils orienté leurs recherches à partir des aspirations des citadins : s'oxygéner, s'initier à des pratiques sportives, découvrir des activités à caractère culturel et éducatif, se détendre.

La « clientèle », on s'en doute, est familiale. Aux beaux jours, la promenade dominicale traditionnelle a ici quelque chose en plus : baignade et bronzette. Des pêcheurs aussi hantent les bords de l'étang, isolés des agressions enfantines par une zone savamment sauvage. Sur la côte opposée, les voiliers se balancent. Durant les trois mois de l'été dernier, 170 000 personnes ont utilisé le parc. Le tiers de la fréquentation venant des centres aérés. C'est auprès des enfants que la vocation « culturelle » du parc est la plus présente. Le sable, l'eau, la boue sont des éléments naturels en voie de disparition. Là, on les retrouve. Les oiseaux, la faune aquatique sont riches : on a recensé près de 250 espèces d'oiseaux ; l'idée d'une réserve ornithologique est dans l'air. Et la (mini) ferme permet aux enfants de voir des brebis, ce qui, pour un petit citadin, est aussi rare qu'un lion...

Tout cela pour 5 F par jour. Sauf pour les enfants, pour qui c'est gratuit. Jusqu'à présent, les responsables de la base de loisirs sont arrivés à équilibrer leur budget grâce aux subventions des municipalités environnantes et par une bonne utilisation des secteurs rentables de la base : la cafeteria, par exemple, les bénéfices faits sur les boissons étant répartis sur les autres secteurs.

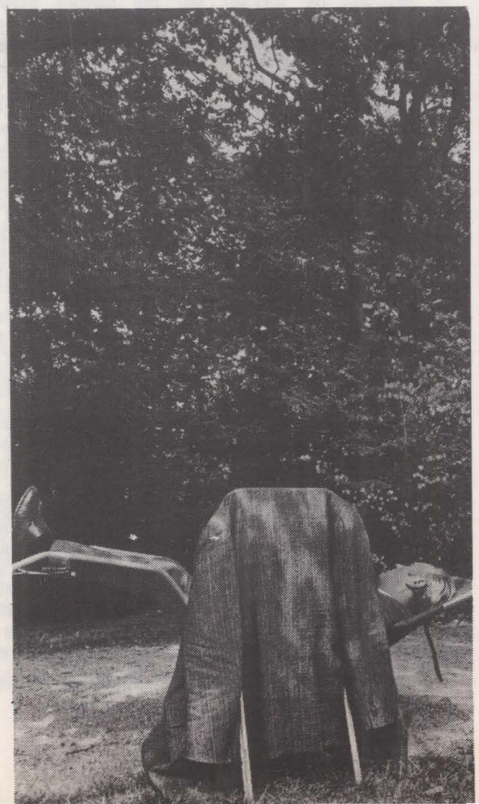
L'histoire a l'air édifiante. Mais elle risque de mal finir : l'année prochaine doivent être mis en service un restaurant de 500 places, un complexe de « jeux d'eau » de 6 000 m2 →



La base de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines.







L'ANTI LUNA-PARK

→

— ce qui veut tout simplement dire une série de piscines — puis plus tard, quelques boutiques. Cela commencerait par un coiffeur et pourrait finir... dans le cas d'une gestion privée, il est évident que cela finirait loin. Si les responsables actuels de la base de loisirs arrivent à conserver la gestion des nouvelles créations et à utiliser les secteurs bénéficiaires pour équilibrer les secteurs déficitaires, la base de loisirs de Saint-Quentin pourra effectivement rester une vraie base de loisirs, c'est-à-dire un lieu où l'argent n'est pas prédominant, mais où les citadins sevrés de nature et d'espace peuvent venir.

Sans barbe à papa

L'an dernier, le syndicat mixte a épongé un déficit de 450 000 F. Cet effort, les communes et le Conseil général qui composent ce syndicat le poursuivront. Mais les motivations des uns et des autres sont parfois différentes. En effet, la ville nouvelle de Saint-Quentin qui ceinturera ce parc sera terminée dans les années 80. Alors, 350 000 personnes vivront là : une belle clientèle électorale. A défaut d'offrir du travail sur place ou des loyers à des prix décents, un certain nombre de maires espèrent gagner des voix grâce à une telle réalisation. Pourtant, on l'a vu, il n'est pas sûr qu'ils y arrivent. Lorsque la fréquentation du parc sera bien établie, les intérêts privés entreront dans la danse. Déjà, la base de loisirs de Cergy-Pontoise est gérée par le Touring-club de France. Demain, il ne serait pas étonnant que quelques banques aillent faire un tour du côté de Saint-Quentin.

D'autant que les structures de fonctionnement permettraient facilement le passage d'une gestion « publique » à une gestion « privée ». Les visiteurs apprennent à Saint-Quentin à utiliser un loisir pensé pour eux. Les « animateurs » actuels ont réussi à se faire discrets. Mais il n'empêche qu'en visitant la ferme avec Gérard Millet, l'un des codirecteurs de la base, on comprend que cette ferme est là parce qu'il l'a voulue et que les animaux que l'on rencontre, il les a choisis. Il a dû lui falloir une certaine dose de volonté pour résister aux propositions de tous ordres faites par des « commerçants » : celui qui voulait installer un petit train à 2 F le tour, celui qui voulait faire travailler les poneys ou vendre de la barbe à papa...

Pris dans un système où tout s'achète, les utilisateurs pourront-ils réagir à une modification de la gestion ? Ils auront l'habitude de venir sur cette base, d'y apprécier le calme ou l'animation, l'eau ou les arbres.

Et même si la somme est modique, ils auront pris l'habitude de payer. Pour passer un dimanche. A bien y réfléchir dans un bureau parisien, il doit bien y avoir un banquier se disant que leur argent l'intéresse.

JOSETTE BARBIERI

Un sondage révèle que R.t.l. et Europe I sont plus écoutés que France-Inter... sauf à l'heure de « Pas de panique ». Le succès d'une émission qui fait la nique aux idées reçues face à l'intox et à la débilité, c'est bien réconfortant.

En plein mois d'août 1973, Patrice Blanc-Francart et Claude Villers ont été tirés de leurs retraites de vacances par le directeur de France-Inter, Pierre Viehn : « Vous ne pourriez pas essayer de mettre sur pied une émission entre « Charlie-Hebdo » et « Pilote » pour la tranche 20 heures - 22 heures de la station ? » Deux mois plus tard démarrait « Pas de panique ». Depuis, l'émission a un peu modifié son style et surtout considérablement élargi son horizon. Ceux qui n'y croyaient pas en restent confondus : il y a une dizaine de jours, un sondage a révélé que R.t.l. et Europe 1 sont plus écoutés que France-Inter... sauf au moment de « Pas de Panique ». L'honneur de France-Inter sauvé par « Pas de panique » ! Voilà un sujet de tracas de plus pour le prince Poniatowski. Une émission libre qui déborde les postes spécialisés dans l'intox et la débilité ! Les « veaux » ne priseraient-ils plus le mépris qu'on leur sert chaque soir après dîner ? A travers le succès de « Pas de Panique » perce l'éveil d'un peuple qui a de plus en plus le goût pour les pieds-de-nez. Ce qui sous-entend une certaine tendance à la liberté.

Avant « Pas de Panique » la tranche 20 heures-22 heures de France-Inter diffusait de pâles exercices sur la musique classique, des opérettes, la série « Les maîtres du mystère », etc... C'était poussiéreux et triste à mourir. Ça datait du temps où « le poste » était un meuble autour duquel on se réunissait en famille. Presque la famille Duraton ! Blanc-Francart et Villers ont passé un fameux coup de balai sur ces vieilleries : caricatures, sketches et feuilleton. Chaque soir un faux ministre y allait de son discours idiot ou méchant. Les vrais ministres étaient scandalisés ; et un certain Raymond Marcellin, alors titulaire du portefeuille de l'Intérieur, n'appréciait guère la série quotidienne intitulée « La résistible aventure de Marcel Raymondin ». Les programmateurs acoquinés aux marchands de « tubes » montraient du doigt ce Bernard Lenoir qui choisissait des disques que tout le monde refusait de passer sur les autres stations. Johnny Stark et les midinettes entraient en fureur si le hasard les faisait tomber sur l'éternel «1 792ème épisode des aventures de Pannix» où Mireille Pamieux était toujours sur le grill. C'était impertinent et héroïque. Les notes désobligeantes et gouvernementales pleuvaient sur le bureau du P.d.g. de l'O.r.t.f. C'était épuisant : mettre au point, écrire, enregistrer, bruiter et monter six ou sept sketches par jour n'était pas un exercice de tout repos. Blanc-Francart en est tombé malade. La première formule de « Pas de Panique » a cessé de vivre en même temps que l'année 1973. Blanc-Francart est retourné à « Souvenirs-souvenirs », son émission de l'après-midi. Claude Villers est resté et a continué, avec Monique Desbarbat et Olivier Nanteau. En mai 1975 ils sont toujours en place. Les ministres de l'Intérieur passent, les hommes de radio demeurent — parfois.

Janvier 1974 : la nouvelle version de « Pas de panique » démarre. « Ce ne fut pas très facile, raconte Claude Villers ; il nous fallait trouver un « autre ton ». Nous savions seulement ce que nous ne voulions pas faire. Nous ne voulions donner ni dans le parisianisme ni dans le style d'émissions construites par les attachés de presse : « Ah ! j'ai mon dernier machin ; ah ! vous devriez passer ce dernier truc de Chose ». Nous ne voulions pas non plus faire un magazine : c'est une mode commode. Nous ne voulions pas faire une émission pour jeunes : ce genre de ségrégation est démagogique. Nous avons posé le problème de la façon suivante : la télévision, entre ses « Ring-Parade » et ses «Système 2 », entre ses Philippe Bouvard et ses Guy Lux, ne nous intéresse pas ; nous sommes sûrement nombreux dans ce cas. Alors nous avons décidé de faire la radio que nous aimerions entendre. Ce qui supposait que nous ne limitions aucun propos sur aucun sujet. C'est resté la seule règle véritable de notre émission : parler de ce qui nous intéresse, de ce dont personne ne parle ailleurs. »

Et c'est ce qu'ils ont fait. Ce qu'ils continuent à faire. Monique Desbarbat, Olivier Nanteau et Claude Villers se réunissent tous les mardi pour mettre au point le « menu » de la semaine suivante. Ils évitent de « tomber dans les pièges du show-business ou de l'événement ». L'actualité, ils la précèdent plutôt qu'ils ne la suivent ; par exemple, leur série « A bas les prisons » dénonçait le monde concentrationnaire et mercantile des zoos... en septembre 1974 ; tous les soirs pendant une semaine ; ils n'avaient pas attendu le pont d'or que Marcel Jullian a fait quelques mois après à Brigitte Bardot pour quelle dise la même chose assez maladroitement.

Leur seul critère de choix est : bien raconter. « De façon générale, dit Olivier Nanteau, quelqu'un qui est passionné par un thème, un sujet ou une histoire en parlera bien. Mais il faut aider les gens ; alors on parle avec eux et puis, au montage, on coupe nos interventions et nos questions ; il reste un style et un ton vivants, tout en relief ; parfois on ne réussit pas du premier coup, alors on recommence le lendemain ».

Liberté et impertinence : ce sont les deux caractéristiques évidentes (et les deux qualités rares) de « Pas de Panique ». Les exemples abondent, puisqu'ils sont quotidiens. Tel jour on a droit à « l'Editorial de Gérard Pire ». Tel autre soir une anodine ritournelle de Mireille Mathieu est allègrement transformée en ritournelle paillarde ; pour ce faire il a suffi de remplacer certaines syllabes par des signaux sonores ; et Claude Villers de conclure sentencieusement la séquence : « L'autocensure c'est comme l'autosatisfaction, c'est un produit sûr ! »... La « décentralisation » est à la mode : pour une fois le « Veau-Club » de José Artur se transporte en province... Aristide Onassis vient de mourir : « Pas de Panique » retrace aussitôt « la vie d'Onadeux, né à Trole, ayant vécu à Sète » ; et d'interviewer Maria Sallace ; et un autre milliardaire, Stavos Viandos ; et la veuve d'Onadeux, Ginette Kilmladit... Bigeard reprend du service : « Pas de Panique » fait une grande enquête sur « la culture aux armées », s'entretient avec le général Gourdin et assiste à la lecture, à la cantine du 128e régiment de Tirailleurs Seine-et-Oisais, de quelques extraits du dernier ouvrage du Général Bizarre : « Pour une parcelle de poire ».

En haut lieu — comme on dit — les réactions sont violentes. Les lettres pleuvent sur le bureau de Jacqueline Baudrier : « J'exige la démission de... » Sur le bureau de Villers s'entassent les libellés anonymes : « Salaud, fumier... » Des gens écrivent pour réclamer le retour de Saint-Granier, pour dire que « l'émission est inommable, sauf ce passage l'autre jour sur Jean-Baptiste Putrin qui était remarquable en tous points » ; seul inconvénient : le peintre-mélomane Putrin n'a jamais existé, est le fruit de l'imagination de l'équipe de « Pas de Panique ».

L'émission, c'est vrai, aurait pu « sauter ». Elle a souvent été menacée. Depuis quelque temps

Radio

FAIRE LA NIQUE...



Claude Villers.

on sait qu'il sera difficile de la faire passer à la trappe : chaque jour le courrier apporte soixante à cent lettres de soutien ; les sondages ont confirmé cette audience grandissante. Les injures deviennent anecdote. Ce succès ne s'explique pas seulement pas l'aspect « persiflage ». Il y a aussi toutes les autres « rubriques » de l'émission.

Le feuilleton « Panix » continue et a ses adeptes. « Les aventures d'Adolf le petit peintre viennois » n'ont pas laissé non plus les auditeurs indifférents. La magazine « Subjectif » est très suivi. La rubrique voyage a commencé modestement avec Catherine D. ; ses récits ont fait boule de neige : des dizaines d'inconnus sont déjà venus raconter leurs pérégrinations. Olivier Nanteau a créé la séquence « Vous n'écoutez plus Pas de Panique, c'est Pas de Panique qui vous écoute » : les cassettes (durée maximum cinq minutes) viennent de partout et c'est à qui ira de son histoire, de son rêve, de son sketche, de son délire, de son poème. Tous les soirs Patrice Blanc-Francart revient dans l'émission pour présenter un disque de jazz : ses fidèles sont nombreux. Autre rubrique importante : « Le petit supplément gratuit luxueusement illustré » ; un chanteur se raconte en mots et en musique avec ce qu'il a envie de dire et de faire. Grâce à cette formule de nombreux chanteurs peu connus ont pu s'exprimer : Gilles Servat, Siffer, Joan-Pau Verdier, Marti, Catherine Ribeiro, Jacques Higelin, François Beranger, le Groupe Orchidée, Bernard Lavilliers, David et Dominique, etc... Ce soutien à la « jeune chanson » est complété, depuis cinq mois, par les retransmissions (jusqu'à maintenant elles étaient le monopole exclusif d'Europe 1) de spectacles ; « Pas de Panique » ne s'intéresse pas aux vedettes confirmées mais, au contraire, prend le contre-pied des hit parades : Pauline Julien, Gilles Vignault, Yves Simon, Henri Tachan et des dizaines d'autres ont ainsi été diffusés « en direct de la scène » par Villers et son équipe. Au « Petit Supplément » et aux retransmissions s'ajoutent les disques choisis par Bernard Lenoir : aucune programmation de discothèque, plutôt des cires réputées impassables ou jugées non commerciales, choisies dans la vingtaine d'arrivages quotidiens ; on doit ainsi force découvertes à « Pas de Panique » ; la dernière en date : « A Vava Inou Va » par le chanteur arabe Idir, chanson qui est maintenant au hit-parade de France-Inter ! Combien de chanteurs arabes avait-on programmé jusqu'à maintenant sur les ondes nationales ?

Il est 20 heures et quatre minutes. Dans le studio 154 de la Maison de Radio-France, Claude Villers allume son cigare, installe sa lampe de bureau. Dans deux minutes le rouge s'allumera et il dira sur fond musical : « C'est Claude Villers... et pas de panique ! ». C'est le moment où certains dignitaires du régime commencent à s'angoisser : « Qu'est-ce qu'il va encore sortir ce soir ? » . Ils aimeraient bien censurer. Mais comment avoir barre sur une émission en direct ? Ils aimeraient bien censurer. Mais ils sont pris au piège de leurs propres critères : les sondages plaident en faveur de « Pas de Panique ». Avant le démarrage de l'émission, en août 1973, la tranche horaire de 20 - 22 heures sur France-Inter avait 190 000 auditeurs.

Aujourd'hui, avec « Pas de Panique », elle en a plus de deux millions.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

la nouvelle revue socialiste

n° 8 POLITIQUE / CULTURE

Marxisme et Histoire : M. Benassayag, P. Corbier, S. Farandjis, J. Guyard, E. Le Roy-Ladurie, M. Leveque, P. Leveque, R. Mandrou, P. Ory, M. Rebérioux, J-L. Chedin, G. Delfau, M. Ferro, J. Rabaut.

Articles de : F. Mitterrand, Ph. Machefer, G. Bedrossian, M. Bizec, A. Houlou, B. Pingaud, A. Steinfeld.

chagrin et la pitié » de l'Amérique. Déserteurs, héros de guerre, paralysés, militaristes s'y confient. Quant aux cinéastes, ils ont rapporté ce document : des Vietnamiens fouillent les décombres d'un village. Et tout à coup se tournent désespérés et furieux vers la caméra : « Ils nous bombardent et, après, ils nous filment ! »

J.-L.D.

faire connaître les auteurs allemands contemporains. Mais, plutôt que de tenter pareille aventure en lançant un pavé illusoire dans la mare de l'avant-garde parisienne, elle a choisi de s'attaquer aux racines du problème : la Compagnie de l'Araignée, qu'elle dirige, essaie, en s'adressant aux enfants, de construire le public de demain. L'an dernier, ce fut « Faut pas s'laisser faire » de Volker Ludwig et Reiner Laücker, où

ONT COLLABORE A LA « NRS » : C. Audry, M. Beaud, J. Attali, J.-P. Bachy, M. Benassayag, P. Beregovoy, G. Bécam, J.-M. Bichat, A. Blanca, J.-P. Chevènement, J.-C. Colliard, P. Corbier, G. Delfau, D. Desanti, J. Duvignaud, P. Dockés, R. Dosse, J.-F. Dubos, O. Duhamel, M. Duverger, N. Farès, S. Farandjis, M. Ferro, A. Gazier, F.-O. Giesbert, M. Guillaume, J. Guyard, Ch. Goux, Ch. Hernu, A. Houlou, J. Hunzinger, J. Jaffré, G. Jouanard, A. Laignel, G. Le Gall, J.-F. Lemaître, P. et M. Lévêque, B.-H. Lévy, E. Le Roy-Ladurie, Ph. Mâchefer, D. Malingre, C. Manceron, R. Mandrou, François Mitterrand, Frédéric Mitterrand, P. Ory, B. Pingaud, J. Pomonti, G. Pudlowsky, J. Rouss, N. Questiaux, J. Rabaut, M. Rebérioux, I. Sachs, D. Taddei, P. Tilman, M. Toumi, A. Touraine, G. Unger, E. Valdman, A. Vianès, C. Ysmal.

ENCORE DISPONIBLES - PRIX : 12 F

N° 1, Anatomie du PS, N° 2, Energie et croissance, N° 3, Election présidentielle, N° 6, Armée-Défense, N° 7, DOM - TOM, Coopération, N° 8, Marxisme et Histoire.

en mai à la M.j.c. de Nanterre puis, pendant tout le mois de juin, au théâtre Mouffetard.

pour vos grandes vacances d'été:

L'ALGERIE pourquoi pas?

L'Algérie n'a pas placé le tourisme en tête de ses préoccupations. Elle est pourtant la seule à avoir réalisé un plan quinquénal de réalisations touristiques. Pari tenu : MORETTI, TIPAZA et ZERALDA sont devenues 3 grandes stations, mer, soleil et ambiance, de la Méditerranée occidentale (à 2 heures de Paris). Leur architecture garantit le visiteur contre la pollution touristique.

Important : votre carte d'identité suffit pour vous rendre en Algérie.

TIPAZA CLUB

Une baie et un architecte célèbres ont donné ses lettres de noblesse à cette [illegible] restent une vraie base de loisirs, c'est-à-dire un lieu où l'argent n'est pas prédominant, mais où les citadins sevrés de nature et d'espace peuvent venir.

Sans barbe à papa

L'an dernier, le syndicat mixte a épongé un déficit de 450 000 F. Cet effort, les communes et le Conseil général qui composent ce syndicat le poursuivront. Mais les motivations des uns et des autres sont parfois différentes. En effet, la ville nouvelle de Saint-Quentin qui ceinturera ce parc sera terminée dans les années 80. Alors, 350 000 personnes vivront là : une belle clientèle électorale. A défaut d'offrir du travail sur place ou des loyers à des prix décents, un certain nombre de maires espèrent gagner des voix grâce à une telle réalisation. Pourtant, on l'a vu, il n'est pas sûr qu'ils y arrivent. Lorsque la fréquentation du parc sera bien établie, les intérêts privés entreront dans la danse. Déjà, la base de loisirs de Cergy-Pontoise est gérée par le Touring-club de France. Demain, il [illegible] un dimanche. A bien y réfléchir dans un bureau parisien, il doit bien y avoir un banquier se disant que leur argent l'intéresse.

JOSETTE BARBIERI

Une semaine chambre et petit déjeuner, hôtel PARIS/PARIS, prix par personne : **795 F**

Et aussi !

La route des oasis jalonnée de puits, de palmeraies, de sources claires, vertiges verdoyants de l'ancien fleuve qui traversait ce qui n'est plus qu'un désert fleuri.
8 jours, départ d'Alger, par personne **800 F**
8 jours, départ d'Oran, par personne **900 F**

3e SEMAINE GRATUITE :
Pour les départs des 15 juin et 24 août.

GRANDES VACANCES

1, rue du Louvre, Paris 1er
260.34.35

Pour recevoir notre brochure « Vacances en Algérie » renvoyez ce bon à Grandes Vacances après l'avoir rempli. Lic. 736 A

Nom : .....

LE PARTI DANS L'ECOLE

Journée de Clichy

La journée nationale des enseignants socialistes, qui a eu lieu dimanche à Clichy, a contribué au début de la clarification d'une situation à bien des égards extrêmement complexe.

Comme le soulignait dans son allocution d'ouverture Pierre Mauroy, « les enseignants sont des multiplicateurs du socialisme », de par leur position et leurs origines sociales. Beaucoup d'entre eux se réclament, à des titres divers et sous des formes militantes variées, du socialisme. Il était logique, dès lors, que le Parti socialiste cherche à les rassembler pour discuter des problèmes qui se posent à eux. Il s'agissait, en premier lieu, de définir les modalités d'intervention du Parti dans l'école, de discuter ensuite des orientations politiques du Parti en matière éducative — notamment en ce qui concerne la laïcité et l'égalisation des chances — d'examiner enfin les rapports entre école et autogestion. La franchise des débats a permis d'avancer dans la solution de tous ces problèmes, notamment, celui de l'intervention du Parti dans l'école.

Sans nul doute, la commission chargée de cette question s'est-elle un peu trop limitée à son aspect syndical. Mais il est vrai que l'affaire est de conséquence. Comme on le sait, les militants socialistes sont dispersés entre les différentes tendances de la Fédération de l'Education nationale (Fen), tant et si bien que certains, las de cet écartèlement, préfèrent militer au Sgen, syndicat enseignant de la C.f.d.t. Cela ne serait pas grave, et même tout à fait conforme à l'orientation pluraliste du Parti socialiste, si ces différentes tendances n'avaient pas l'habitude de se critiquer et de se contrebattre les unes les autres. Comme le soulignait François Mitterrand dans son allocution de clôture, « une telle situation finit par être préjudiciable à l'efficacité du Parti ». Sans aspirer au monolithisme — dont il pense que son recrutement actuel préserve le P.s. pour bien longtemps — le Premier secrétaire devait faire valoir que la situation présente — péniblement ressentie, au reste, dès le matin, par tout un chacun — finirait par devenir politiquement intenable, voire intolérable. Au sein de la Fen, en effet, la division est l'apanage des seuls socialistes ; d'autres y agissent de façon infiniment plus concertée et pourraient bien finir par y imposer leurs vues, au grand dam de tous les socialistes. Il faut donc, pour François Mitterrand, que ces derniers « fassent passer l'intérêt de leur Parti avant certaines de leurs préférences personnelles ».

Pour autant, comme l'avait précisé Louis Mexandeau, délégué national à l'Education, il ne s'agit pas de demander à tous de se rallier inconditionnellement à telle ou telle tendance syndicale, ni de réunir les enseignants socialistes sur la base du plus petit dénominateur commun. Ce serait de nul intérêt. Il faut, en revanche, aboutir à une sorte de mise à jour des positions syndicales, dépasser les contradictions par une dynamique proprement socialiste : « faire prévaloir », selon François Mittterrand, « la raison sur les passions », « accélérer l'allure et en même temps harmoniser ». C'était là un des buts de la journée, qui a, tous comptes faits, représenté un pas en avant certain.

Des bases sérieuses de discussion ont, en effet, été posées ; c'est par la discussion approfondie et l'élaboration progressive d'un projet global, mais précis et détaillé, qu'il sera possible de doter les enseignants socialistes d'un matériel idéologique où ils puissent se retrouver et qui puisse leur servir de source commune d'inspiration. Les commissions chargées de discuter de « laïcité et vie scolaire » et de l'« égalisation des chances » ont fait œuvre utile ; si elles ne sont pas parvenues à des textes définitifs — ce qui leur était impossible, faute de temps — elles ont permis de dégager des consensus qui indiquent les voies correctes. De son côté, la commission chargée d'examiner les rapports entre « Ecole et autogestion » a fixé unanimement un certain nombre de thèmes dont doit débattre l'ensemble du Parti socialiste.

Autour de la délégation nationale à l'Education nationale et des autres structures susceptibles de donner au Parti socialiste une véritable autonomie en la matière, il s'agit de prolonger la journée de Clichy et d'organiser une réflexion scientifique tout en ripostant aux manœuvres et aux actions du Pouvoir, qui n'a point désarmé.

JEAN-PIERRE MOULINS

PARTI SOCIALISTE

UN AN APRES

MAI 1974 - MAI 1975

LES SOCIALISTES ACCUSENT LE POUVOIR

LES SOCIALISTES PROPOSENT

CETTE BROCHURE
PEUT ETRE COMMANDÉE AU
SECRETARIAT NATIONAL A LA FORMATION
DU PARTI SOCIALISTE
12, Cité Malesherbes, Paris (9e)
Prix : 3,00 F franco de port
Supplément au n° 40 du Poing et la Rose

changer la vie culturelle

Livres

LE CLUB SOCIALISTE DU LIVRE

« L'Unité » ayant déménagé à la Cité Malesherbes, le Club socialiste du livre s'est installé dans les anciens locaux du journal (5, rue Violet le Duc, 75009 - Paris ; téléphone 878.29.64). Le Club offre aux militants et aux sympathisants du P.s. « une sélection d'ouvrages récents susceptibles de les intéresser et de leur être utiles ». Inutile de préciser que les conditions d'achat y sont plus avantageuses que chez le « libraire du coin » qui n'a aucune raison, lui, de faire une ristourne. Les volumes sont vendus sur place et par correspondance.

La première sélection du Club socialiste du livre comprend des ouvrages de base « Changer la vie », le programme de gouvernement du P.s. (Flammarion) ; « Le programme commun de gouvernement » (Flammarion) ; « Mitterrand, l'homme, les idées » (Flammarion) ; et « Pour le socialisme », le livre des Assises du socialisme (Stock). Des livres sur le mouvement socialiste et son histoire : « Journal d'un Fédéré » de Claude Estier (Fayard), « La S.f.i.o. et l'exercice du pouvoir » de Roger Quillot (Fayard), « La gauche française » de Jean Poperen (Fayard), « Histoire du nouveau Parti socialiste » de Pierre Guidoni (Tema-Action) et « Les chemins de l'unité » (Tema-Action). Des points de vue socialistes : « La rose au poing » de François Mitterrand (Flammarion), « L'avenir depuis 20 ans » de Gilles Martinet (Stock), « Où en sommes-nous » de Christian Goux (Jean-Claude Lattès), « Changer » de Jacques Delors (Stock), « Où va le service militaire » de Daniel Mitrani (Tema-Action) et « Propositions pour sortir de la crise » de Michel Rocard (Cerf) Des éléments de réflexion : « Lettres à une étudiante » d'Alain Touraine (Le Seuil), « Ecologie et politique » de Michel Bosquet (Galilée), « Les immigrés » par le Cedetim (Stock) et « Dreyfus ou l'intolérable vérité » de Jean Chérasse (Pygmalion). Des œuvres littéraires ou artistiques : « L'âge d'or » par le Théâtre du Soleil (Stock) et « Le pain noir » de Georges-Emmanuel Clancier (Robert Laffont). Des contributions importantes sur les communistes : « Voyage à l'intérieur du Parti communiste » d'Harris et de Sédouy (Le Seuil), « Les staliniens » de Dominique Desanti (Fayard) et « Histoire du phénomène stalinien » de Jean Ellenstein (Grasset).

Cinéma

LEUR « CHAGRIN ET LA PITIE »

Un soldat s'approche d'un prisonnier vietnamien et lui tire à bout portant une balle dans la tête. Un général américain sourit à belles dents : « J'ai sous mes ordres une bonne horde de tueurs sanglants. » Un autre (Westmoreland) : « Les Orientaux ne souffrent pas, parce que leur philosophie orientale n'attribue aucun prix à la vie. » Dans « Le cœur et l'esprit », documentaire de Peter Davis, les images parlent d'elles-mêmes. Pas besoin d'asséner la vérité ; elle jaillit sans le secours de la polémique ou du ton partisan. Cet ancien diplômé d'Harvard a réalisé ce film en deux ans, à l'aide de documents d'actualités, d'interviews et même de vieux films hollywoodiens tournés pendant l'apogée du maccarthysme. Son but : essayer de comprendre « pourquoi nous nous sommes engagés au Vietnam, ce que nous y avons fait, et ce que cette expérience a fait de nous ».

En fait, pour une fois, on nous dit que la responsabilité du génocide n'incombe pas uniquement à quelques généraux et quelques hommes politiques, mais qu'elle est partagée par la majorité silencieuse. Comme celle de cette famille qui a perdu là-bas son fils unique mais qui déclare, après avoir salué l'administration de Nixon, qu'« aucun sacrifice n'est vain. » Ou celle de cet officier de marine qui revient au pays et qui expose aux enfants des écoles et aux dames de la commune que « le Vietnam serait un très joli pays s'il n'y avait... les Vietnamiens, tous suspects d'être des Rouges » !

« Le cœur et l'esprit », c'est « Le chagrin et la pitié » de l'Amérique. Déserteurs, héros de guerre, paralysés, militaristes s'y confient. Quant aux cinéastes, ils ont rapporté ce document : des Vietnamiens fouillent les décombres d'un village. Et tout à coup se tournent désespérés et furieux vers la caméra : « Ils nous bombardent et, après, ils nous filment ! »

J.-L.D.

Télévision

LA « NON-PROGRAMMATION »

En mai 1974, une première émission de Claude Otzenberger, « Les atomes nous veulent-ils du bien ? », était retirée des programmes - on la verra enfin mardi, un an après ! Le 23 avril dernier, T.f.1 devait diffuser « Le train de la mort », une nouvelle émission d'Otzenberger. Finalement, l'émission « n'a pas été programmée et ne le sera pas jusqu'à nouvel ordre ». Voilà une nouvelle politique digne du régime actuel : la « non-programmation ». Bel euphémisme dont les synonymes sont en fait interdiction et censure.

Cet incident survient au moment où Valéry Giscard d'Estaing entend rayer le 8 Mai de la mémoire des Français. Or « Le train de la mort » est justement consacré à cette période à laquelle le 8 Mai 1945 mit fin : déportation, camps de concentration, nazisme. Qui voudrait nous faire croire à une pure coïncidence ? En réalité, Otzenberger s'est refusé à rester à la surface des choses et des événements. A la technique du « témoignage neutre » chère à Bernadac, il a substitué l'analyse et l'interrogation en profondeur. Les déportés et autres rescapés de la mort témoignent certes de l'horreur des temps hitlériens ; mais Otzenberger y a ajouté les interventions d'historiens, de sociologues et d'économistes qui passent en revue les causes économiques et sociales du nazisme.

« Le train de la mort » n'est pas une simple commémoration. C'est un appel à la vigilance. C'est un réquisitoire contre les dangers de l'oubli. On comprend que les hommes au pouvoir s'en trouvent gênés au point de l'interdire.

Théâtre

CHOISIR L'ENFANCE

Barbara Hoffman est d'origine allemande. En R.f.a., en dix ans, elle a interprété une soixantaine de grands rôles dans les principaux théâtres du pays ; elle a également signé des mises en scène. Fixée en France, elle s'est donnée pour but d'y faire connaître les auteurs allemands contemporains. Mais, plutôt que de tenter pareille aventure en lançant un pavé illusoire dans la mare de l'avant-garde parisienne, elle a choisi de s'attaquer aux racines du problème : la Compagnie de l'Araignée, qu'elle dirige, essaie, en s'adressant aux enfants, de construire le public de demain. L'an dernier, ce fut « Faut pas s'laisser faire » de Volker Ludwig et Reiner Laücker, où l'on voit les effets de la révolte en chaîne : les enfants se dressent contre la mère, qui se retourne contre le père, qui s'oppose à son chef, etc. Cette année, « Silence là-dedans ! » de Stefan Reisner.

Est-il utile de dire que nombre d'interrogations jaillissent dans la bouche du jeune public après ce spectacle ? Est-il nécessaire de préciser que la Compagnie de l'Araignée et Barbara Hoffman vivent au jour le jour ? On ne sait que trop le mépris ministériel à l'égard du théâtre pour enfants. Ceux qui choisissent cette voie prennent la route la plus périlleuse, celle où, à de rares exceptions près, aucun soutien n'existe. La Compagnie de l'Araignée sera en Avignon cet été, parmi ces troupes de théâtre pour enfants de toute la France qui revendiquent le droit à l'existence. En attendant, « Silence là-dedans ! » sera joué en mai à la M.j.c. de Nanterre puis, pendant tout le mois de juin, au théâtre Mouffetard.

N'OUBLIEZ JAMAIS

« N'oubliez jamais. Et que votre lutte s'inscrive en plein ciel pour rendre hommage au combat livré dans les ténèbres de l'enfer concentrationnaire nazi ».

Sur la boue et les cendres des camps de concentration naissait la poésie. Et s'il ne fallait plus commémorer le 8 Mai 1945 — comme s'il s'agissait de célébrer une victoire militaire ! — il nous resterait au cœur des mots de poètes sur cette expérience incommunicable que furent les camps nazis. Et rien n'efface quelques vers d'au-delà des âges.

Chez Seghers vient de paraître « La poésie concentrationnaire ». L'auteur, Henri Pouzol, sait de quoi il parle. Poète lui-même, il a connu Dachau. Un garçon de trente ans au visage de centenaire. Et le souvenir, sans haine inutile. Mais « la mort a ce visage en moi à tout jamais fidèle à nos amis détruits ». Ce livre est donc un témoignage de fidélité et de foi, comme le souligne son sous-titre : « Visage de l'homme dans les camps hitlériens ». Car ce visage n'est pas déshonorant, alors qu'il serait si simple de ne voir que les bourreaux, leurs complices et ceux qu'ils avaient enfin réussi à briser et qui avaient tant d'excuses à l'être. Selon le bout de la lorgnette choisi, on découvre l'indignité ou la dignité. Que des hommes et des femmes, placés dans une condition inimaginable, aient pu conserver non seulement cette dignité, mais encore le besoin du verbe, représente le plus extraordinaire témoignage en faveur de l'homme. On a fait des saints et des héros à moins que cela.

Ils écrivaient donc. Comme ils pouvaient et sur ce qu'ils pouvaient. Au fond d'une fosse commune on trouva, dans la poche de la veste d'un mort, un poème qui permit de donner un nom au cadavre : Miklos Radnozi, déporté hongrois. Et ce poème disait l'amour et le rêve :

« Je m'allonge sur ma planche, bête captive ;
Les mouches ne bougent plus, mais les puces renouvellent leurs attaques.
Il se fait nuit ; un jour de captivité, un jour de vie en moins.
Le camp dort. La lune brille sur le paysage, les fils de fer semblent plus tendus.
On voit par la fenêtre les ombres des gardes projetées sur la muraille ;
Les armes luisent, les pas sonnent et s'absorbent dans le soir
Le camp dort...
Regarde, ma douce ! Les rêves nous effleurent ! »

Parfois il n'y avait rien d'autre que le cerveau pour écrire. Le poème était dans une tête et cette tête la transmettait à d'autres têtes. Il suffisait que toutes les têtes s'éteignent pour que le poème s'envole par la cheminée du crématoire. Même des poèmes écrits ont disparu dans des conditions identiques. On sait, par exemple, que Benjamin Fondane écrivit en 1942 à Bikernau un texte qu'il confia à un camarade. Fondane fut gazé à la fin de l'année et le dépositaire de son œuvre disparut lors de l'évacuation du camp en 1945. Aucune œuvre écrite en déportation ne nous est ainsi parvenue de Pierre Unik, de Benjamin Crémieux, de Max Jacob, de Robert Desnos. Le hasard a fait le choix de ce que nous détenons aujourd'hui, mêlant des noms connus à des noms inconnus ou moins connus, des poètes par vocation et des poètes par circonstance, des hommes et des femmes de toutes les nationalités et de toutes les opinions. Marcel Champeix et Léon Boutbien voisinent avec Jorge Semprun et Madeleine Riffaud ; Vincent Planque et Yves Boulongne rencontrent l'Allemand Franz Hackel, et la petite sioniste Marianne Cohn, qui sera fusillée, et le jeune Soviétique Korotchka, qui périra de faiblesse et de faim, et la jeune Polonaise de vingt ans Grazinka Chrostowska qui, quelques jours avant d'être exécutée à Ravensbruck, écrivait ces quelques vers :

« Et quand la nuit de paix descendit
Elle perçut un gémir de détresse
Elle tordit ses mains en signe de détresse
Chaque étoile devint une larme ».

« Je suis bien jeune encore. Et pourtant je vais mourir ». Le cri des poètes de vingt ans. L'âge où tout le monde se sent un peu poète, pour dire son émerveillement ou sa boulimie de fleurs et d'amours. Là-bas, il n'y avait ni fleur ni amour pour exercer sa veine poétique. Que des déportés aient usé dans des titres de poème des mots « églogue » ou « bucolique » n'est pas un hommage à la vieille culture européenne. Non, pas un hommage. Seulement un amer humour.

Ce pourrait être un chemin de croix que décrit Henri Pouzol. L'arrestation, les premiers coups, le désespoir et la peur :

« Peur des bottes
Peur des clefs
Peur des portes
Peur des pièges »,

écrivait Madeleine Riffaud à Fresnes, avant d'être miraculeusement libérée par l'insurrection de Paris. Sinon, il ne serait resté de cette jeune fille de 19 ans « qu'un souvenir, quelques vers et le nom d'une rue », ainsi que le disait Wladimir Pozner dans la préface du « Cheval rouge ».

Puis le voyage et l'arrivée au camp, l'intégration dans le système concentrationnaire si lucidement analysé par Christian Pineau et David Rousset. On y retrouve les anciens, déjà des fantômes. Ecoutons le déporté allemand Franz Hackel :

« Dans la tempête
autour des collines de Weimar
la neige danse...
Et grince la noire mort des miradors.
Dix mille statues de gel sur la place d'appel ».

On y voit devant soi la cheminée du crématoire :

« Nuages de Buchenwald, de Pologne
de Sarrebruck ou d'Autriche
En avez-vous vu passer des âmes
libérées de leurs corps calcinés »
(Ady Brille).

Et maintenant il faut survivre. Mieux, il faut vivre. Ne pas devenir un mort. Ne pas devenir une bête. Refuser les deux issues qu'offrent les bourreaux. En juin 1944, Pierre Genty écrivait à Neuengamme :

« Quand ils l'eurent bien battu
et fouaillé, humilié
Quand ils l'eurent jeté nu
aux molosses de la nuit
alors il sut qu'il était libre
L'homme lança son chant royal
à la face des monstres
et des étoiles enchaînées ».

Il faut travailler et rêver, comme Michel Jacques qui, sur la route de Dachau, imagine le fruitier sur la table de chêne de la maison :

« Il ne reste que trois pommes
et moi qui casse des cailloux ».

On a envie de tout citer. De leur passer la parole. Car nos mots sont de pauvres mots en face des leurs. Vais-je commettre une fois encore un crime de lèse-majesté ? Certains de ces poèmes mériteraient mieux que plusieurs de ceux qui viennent sur toutes les lèvres lorsqu'on évoque la Résistance : la première place au panthéon de la poésie la plus pure et la plus absolue.

Trente ans après, la « grappe amenuisée » des rescapés, de ceux qui ont reçu un « surcroît à vivre » ne sont pas des anciens combattants. La guerre est horrible parce qu'elle assassine des corps, avec une préférence pour les corps de vingt ans. La déportation nazie a ajouté à la mort physique l'ambition de détruire des âmes et de rendre conforme ceux qu'elle frappait à l'image des « sous-hommes » décrits par la propagande des Goebbels et des Streicher. Ce crime-là, « ils » ne peuvent l'oublier et cesser d'agir pour que le monde s'en souvienne. Micheline Maurel, de retour des camps, écrivait en 1945 dans l'amertume d'une réadaptation à un monde qui n'avait connu « ça » que par ouï-dire :

« Il ne fait pas bon revenir quand on était mort une fois
Si de la fosse ou de l'enfer un jour vous entendez des voix
Doucement parler de retour, oh ! fermez vos pauvres oreilles

Attention, un Kahn peut en cacher un autre...

Essai

Recette garantie : si la radio, ou la télévision, vous a donné quelque notoriété en même temps que l'occasion de pérégriner autour du monde, et si vous avez un rien de brin de plume, l'affaire est faite. Vos carnets de voyages, mi-Rouletabille mi-Phileas Fogg, promettront de beaux tirages. Il y a ainsi des journalistes pour best-sellers comme il existe des explorateurs pour salle Pleyel. Jean-François Kahn, de ce point de vue, c'est l'anti-Zitrone.

« Chacun son tour » (Stock), c'est un travail d'arpenteur, au double sens du terme : le livre de quelqu'un qui a parcouru la planète à grandes enjambées ; et qui a essayé d'en prendre la mesure. Ni récrit descriptif « comme si vous y étiez » ni explication du monde, mais une « lecture » subjective des réalités qu'il y a croisées — quitte, parfois, à avouer honnêtement qu'il les a mal comprises ou mal évaluées pour être trop facilement tombé dans ce qu'il nomme « la rhétorique de l'apparence ».

Sacré toupet... Tout comme il est peu habituel d'oser ainsi mélanger délibérément les genres et faire virer brusquement sa réflexion à 180° vers le développement philosophique — solide ou fragile, c'est un autre problème — vers le lyrisme (l'avancée du désert), voire vers une versification où passe quelquefois la petite musique de Laforgue. Suprême culot, enfin, de chercher à définir le journalisme. Ou plutôt son journalisme d'éditorialiste-chroniqueur, tant il est vrai — on peut pour s'en convaincre lire parallèlement Kahn et « Le journalisme », le livre d'un homme d'agence de presse, Marc Paillet — que cette appellation professionnelle recouvre, en fait, plusieurs dizaines de catégories de métiers très différents.

Qu'ils prennent pour prétextes un séjour à Tokyo, une évocation du Chili ou des souvenirs de l'Algérie des années 60, beaucoup des chapitres de « Chacun son tour » ramènent en effet Kahn à quelques interrogations fondamentales. A commencer par celles portant sur sa pratique professionnelle, sur les ambiguïtés de sa fonction, sur les risques d'autocensure ou de censure, sur tout ce qui se passe entre « ce que je pourrais vouloir écrire, ce que j'écris en fin de compte et ce qui est, en définitive, publié ».

Curieux tableau, venant de quelqu'un dont le maître mot, au fil des pages, est : liberté. C'est que Kahn connaît les limites du discours empirique de la grande presse d'information et que cela ne l'en conduit que mieux à ce qu'il affirme être son propos essentiel : « une critique radicale de la raison libérale ». Le chapitre japonais, par exemple, fouille un phénomène qu'il aime bien analyser — il l'a fait l'autre semaine encore à l'invitation d'une section du P.S. de la banlieue parisienne : celui de la surconsommation en régime capitaliste, le rôle qu'y jouent les moyens modernes de communication, le délire publicitaire et la double aliénation (comme consommateur autant que comme producteur) qui en découle pour chacun. Ainsi que la fuite dans l'individualisme ou l'irrationalité par laquelle certains cherchent à se protéger du système — ce que Kahn appelle le couple « Mitsubishi-Armée rouge ». Le responsable est clairement désigné : « L'Etat libéral, loin de contrer ce processus en se réservant une fonction d'équilibre, l'a encouragé et l'a accéléré ». De même pour la philosophie dont se dit porteuse la société du libéralisme économique : c'est celle du « loup libre dans la bergerie libre ». Quelques pas du côté du Venezuela, de l'Argentine, de l'Uruguay, d'Haïti, de la Grèce des colonels et de Canellopoulos, du Chili amènent la conclusion : « Le véritable « libéralisme politique » peut-il, à la longue, se satisfaire de ce qu'on appelle la « liberté économique », qui est nécessairement aussi une liberté de dominer, de contrôler et d'interdire ? Autrement dit, la raison libérale n'est-elle pas, par essence, meurtrière de la raison libertaire ? ».

Ce refus rejoint le refus de l'inégalité — quelques belles pages sur le règne pompidolien — ou celui du scepticisme amer — qui n'est pas sans mérite pour quelqu'un de la « génération (politiquement) perdue » des années 50 — ou encore celui de « l'avancée du désert » — avancée métaphorique qui ne vise pas seulement la lente progression du sable dévastateur, du Niger à l'Ethiopie... Face à tout cela, Kahn, qui se contente de se réclamer de « la gauche réformiste », reconnaît n'avoir pas de modèle démocratique à proposer et se méfier de ceux qui pourraient s'offrir à l'Est comme à l'Ouest. Les questions que (se) pose Kahn citoyen rejoignent celles que (se) pose Kahn professionnel de l'information, ne serait-ce que parce que c'est à Europe 1, institution qui est à la fois un produit et un agent du « libéralisme économique », que Kahn parle chaque matin, entre deux publicités, à des millions de ses concitoyens. On retrouve là la démarche empirique, justifiée en l'occurence par l'inexistence d'une véritable théorie de la connaissance (non empirique et non dogmatique) que « Chacun son tour » — notamment par une méfiance plusieurs fois réaffirmée envers tout discours commençant par « L'expérience prouve que... » ou « Les faits parlent d'eux-mêmes » — appelle de toutes ses pages. Là, deux mythes laissent leur peau : celui de la Vérité avec majuscule, et celui d'on ne sait quel neutralité de l'informateur (professionnel ou non) répercutant des faits « neutres » — à moins d'admettre, avec d'autres auteurs, que le journaliste-médiateur n'est que le lieu de passage d'un dialogue irrationnel qu'une société a avec elle-même.

Faute de réponses, c'est déjà beaucoup que ce livre ait posé de bonnes questions, sinon toutes les questions. Car méfions-nous : comme les trains aux passages à niveau, une interrogation peut en cacher une autre. Et il en est une, au bout de la chaîne, que Kahn n'évoque qu'en quelques lignes à propos des journalistes du Printemps de Prague : même une fois levées toutes les aliénations, toutes les contraintes qu'imposent à l'information les structures économiques actuelles, d'où cette oligarchie que sont les professionnels des « media » tire-t-elle cet exorbitant privilège d'interpréter quotidiennement le monde ?



SERGE RICHARD

Pleines de vers et de fumier, car il faut que
les morts sommeillent...
Vous étiez morts, restez donc morts
Pauvres morts, ne revenez pas ».

Comme dans les camps, le temps du combat est revenu. « Non, dit Henri Pouzol, n'oubliez pas. N'oubliez jamais. Et que votre lutte s'inscrive en plein ciel pour rendre hommage au combat livré dans les ténèbres de l'enfer concentrationnaire nazi ». Car « est-il nécessaire d'attendre un nouvel oppresseur et un nouveau cataclysme pour qu'il soit donné de se reconnaître dans les voix montant de charniers ou de crématoires encore possibles ? ».

Et la conclusion de ce livre utile, qui devrait être lui aussi inscrit aux programmes de l'Education nationale, est à la fois un symbole et une leçon : ce « Chant des marais » qui est comme une sorte d'hymne des déportés et « qui fut chanté pour la première fois par les détenus allemands du camp de concentration de Borgermoor en 1934 ». Des hommes et des femmes vivaient dans les rues de Paris, de Moscou, de Prague, de Varsovie, de Belgrade et d'ailleurs sans croire qu'un jour ce chant serait le leur.

GEORGES FRAMERIES

Henri Pouzol : « La poésie concentrationnaire », lettre-préface de Pierre Seghers, Editions Seghers.

Dans un hospice, un vieillard se demandait pourquoi on n'avait pas encore eu l'idée d'administrer à la ronde des capsules de cyanure : « Ce serait plus économique ».

Un bifteck, petit, deux ou trois fruits et légumes, un morceau de fromage et un œuf, une demi-baguette, un demi-litre de lait, une bouteille d'Evian, un peu d'huile et de vinaigre. Total : 12 F. Ajoutez-y les 8 F qu'il faut bien mettre de côté pour payer le loyer. Vous obtenez 20 F : la « fortune » dont disposent, chaque jour, depuis le 1er avril, 2 millions de personnes âgées en France, celles qui doivent vivre avec le minimum vieillesse.

20 F par jour, cela signifie ne pas avoir envie ni de lire un journal, ni de s'acheter un gâteau, ni de devoir prendre le train pour aller voir ses enfants. Et, si le loyer dépasse 240 F par mois, adieu le morceau de fromage ou la bouteille d'Evian !

En décidant de porter le minimum vieillesse à 20 F par jour, les pouvoirs publics viennent d'accorder généreusement à 2 millions de personnes le droit non pas de vivre, mais tout juste de survivre. Le sort réservé à cette « minorité » n'est que l'exemple extrême, poussé au noir, de la façon dont notre société traite ses vieillards.

Les plus de 65 ans sont 7 millions, soit 13 % de la population. Sept millions de personnes qui, peu à peu, se marginalisent avant de glisser dans la mort. Les uns, une bonne majorité, « quittent » la société par manque de moyens, leur retraite ne leur permettant pas de vivre. Les autres sont mis à l'écart par l'urbanisme actuel, les habitudes et le style de vie. Ayant quitté la vie active, solitaires, sans but si ce n'est d'attendre leur fin, 7 millions de vieux apprennent lentement à devenir des assistés. Des assistés que l'on ne veut pas voir, comme si la société voulait se cacher son propre devenir. Et, à force de ne plus les voir, on oublie leurs problèmes.

Pas un don, mais un dû

Et tout d'abord l'argent. Mis à part les 2 millions de pauvres entre les pauvres qui ne perçoivent même pas la moitié du Smic, il y en a un million et demi d'autres qui reçoivent moins de l'équivalent du salaire minimum. Après ces trois millions et demi, on ne sait plus. Pour des raisons difficilement explicables, on dispose en effet de très peu de données statistiques sur les revenus et le budget des personnes âgées. D'après les statistiques fiscales de 1965, 29 % d'« inactifs » avaient alors des revenus annuels inférieurs à 20 000 F. Avec le temps, des corrections ont été apportées à ces chiffres. Mais la proportion entre les retraités « aidés » et les plus pauvres est restée la même.

La seule chose dont on soit sûr, c'est que tous les retraités ne sont pas logés à la même enseigne. Mieux : il y a pratiquement autant de cas particuliers que de retraités. Le système des retraites français relève du casse-tête chinois, comme le reconnaissent volontiers les responsables des différentes caisses. Depuis des années, les organisations syndicales réclament, en vain, une simplification des régimes.

Car il est bien évident que si les responsables eux-mêmes ont du mal à s'y retrouver, on peut difficilement demander aux retraités d'y comprendre quelque chose. Beaucoup n'ont pas le courage de faire toutes les démarches exigées — en supposant qu'ils les connaissent — et, par lassitude ou par ignorance, laissent passer des avantages auxquels ils ont droit. Pierre Guillou, un des responsables de l'Union confédérale des retraités C.f.d.t., raconte avoir rencontré de nombreuses personnes âgées qui, tout en sachant parfaitement qu'elles ne touchaient pas tout ce à quoi elles avaient droit, refusaient obstinément de faire quoi que ce soit parce que, disaient-elles, « j'ai peur qu'on me retire le peu que je possède déjà ».

D'autant qu'il est des avantages qui coûtent cher. Comme pour cette retraitée de 72 ans, ancienne ouvrière du papier-carton : entre sa retraite du régime général et sa retraite complémentaire, elle perçoit 769 F par mois, c'est-à-dire 25 F par jour. Ces 5 F supplémentaires vont peser lourd. Les plus pauvres sont allocataires au Fonds national de solidarité ; elle, non. Donc, pas d'exonération des taxes mobilières, pas d'exonération de la taxe de la redevance pour les récepteurs de télévision, pas forcément (selon les villes) de transports gratuits. On comprend mieux que certains hésitent à faire valoir leurs droits...

Cette passivité, cette hésitation, cette crainte sont plus fréquentes chez les femmes. Beaucoup ont été toute leur vie des « femmes d'intérieur » : elles n'ont jamais cotisé à quoi que ce soit. D'autres « aidaient » leur mari — surtout chez les anciens commerçants — et n'étaient pas considérées comme des travailleuses ; d'autres encore faisaient « au noir » des ménages, des travaux de couture ou du gardiennage d'enfants. Comment ces femmes pourraient-elles apprendre du jour au lendemain à réclamer, à se battre, à revendiquer ? Or, parmi les plus de 65 ans, il y a plus de 4 millions de femmes, pour quelque 3 millions d'hommes. Parmi elles, plus de 2 millions de veuves qui ont droit à une pension de reversion correspondant à 60 % de la retraite de leur époux. A condition de n'avoir pas elles-mêmes une retraite. Dans le cas contraire, un décret fixe les limites dans lesquelles la veuve peut cumuler sa pension de reversion et son « avantage personnel de vieillesse ». Toutefois, lorsqu'on sait que le cumul intégral ne doit pas dépasser le montant de la pension vieillesse minimum (moins de la moitié du Smic) plus l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité (soit quelque 560 F mensuels), on imagine facilement que l'escarcelle de ces veuves ne soit pas très gonflée. Jusqu'à cette année, elles ont dû attendre d'avoir 65 ans pour toucher la pension de reversion ; cet âge a été abaissé à 55 ans. Les syndicats demandent que la pension de reversion soit fixée à 75 % de la pension principale, sans considération d'âge ni de ressources.

« Faites des retraités, pas des chômeurs ». Avec « la crise », le gouvernement et le patronat viennent de prêter une oreille plus attentive à une revendication commune à tous les syndicats : la retraite à 60 ans. Cela permettrait, pensent-ils, de contenter tout le monde, des plus âgés qui veulent se reposer aux plus jeunes qui veulent travailler. Et cela aurait, à leurs yeux, un énorme avantage : le nombre de chômeurs ne s'accroîtrait plus. Sans effort, Jean-Pierre Fourcade pourrait publier des bulletins de victoire. Mais, soulignent les responsables syndicaux, comme tous les slogans, celui de « la retraite à 60 ans : demande à être nuancé. Pour reprendre la formule de Force ouvrière, ce ne doit pas être une « retraite-guillotine ». Il y a des métiers comme celui du bâtiment, où la retraite à 60 ans est véritablement une nécessité : en moyenne, les ouvriers du bâtiment meurent à 63 ans. Pour eux, le problème n'est donc même pas de profiter de la retraite, mais tout bêtement d'y parvenir. En revanche, il y a beaucoup de professions où, à 60 ans, l'homme ou la femme n'ont ni l'envie ni le besoin de se retirer. C'est en pensant aux métiers les plus pénibles que les syndicats réclament la retraite à 60 ans ; c'est en pensant à tous les autres qu'ils réclament la retraite « à la carte ». Ils demandent que, à partir de 60 ans, chacun ait le droit de prendre sa retraite s'il le désire, mais que personne ne soit contraint de le faire. Bref, la retraite facultative...

Il est évident que, prise sous cet angle, la retraite à 60 ans ne constitue pas le remède-miracle au chômage actuel. De quel droit, d'ailleurs, instaurerait-on l'euthanasie professionnelle sous prétexte de résoudre le problème du chômage ? Ce que les syndicats réclament, c'est en fait, tout simplement, le droit de choisir. Ce droit de choisir, qui devrait exister dans tous les domaines de la vie, est accordé avec encore plus de parcimonie aux personnes âgées qu'aux autres. Choisir son domicile, par exemple : combien de vieux en ont-ils la possibilité ? Le budget type du minimum vieillesse montre qu'à 20 F par jour on ne peut pas dépasser un loyer de 240 F par mois, à condition de n'avoir à payer ni le gaz, ni l'électricité, ni le chauffage, etc. Et c'est rare, des loyers à 240 F par mois, charges comprises. Trop souvent les retraités, incapables de continuer à payer le loyer de l'appartement qu'ils occupaient, déménagent. « Les enfants partis, la maison était trop grande ». Cette phrase revient comme un leitmotiv. Est-ce si sûr ? Trop cher, oui. Alors, ceux qui auraient besoin de plus de confort apprennent à s'en passer.

En 1968, l'Insee a réalisé une enquête dans un quartier de la banlieue est de Lyon — 1 000 logements, 18 000 habitants, près de 2 500 personnes âgées : 1 % des logements étaient sans eau courante ; 5 sur 10 n'avaient pas le gaz de ville ; autant étaient privés de baignoire ou de douche ; 7 sur 10 n'avaient pas de chauffage central.

Parmi les personnes âgées vivant seules, la plupart vivaient dans



LE TEMPS DU MEPRIS

des appartements ne possédant aucun de ces éléments de confort. Et dans les cités neuves, d'où les personnes âgées sont presque toujours exclues, les enfants grandissent sans se mêler, sans connaître les « grands-parents ».

La faiblesse et la maladie qui accompagnent la vieillesse réduisent encore davantage la faculté de choisir. Sur une retraite souvent trop mince, il faut pouvoir payer le médecin, acheter des médicaments ou même se faire soigner à domicile. La Sécurité sociale apporte bien sûr une aide précieuse, mais elle ne peut dépêcher une infirmière au chevet de chaque vieillard malade. « J'ai été prise d'un malaise, raconte une vieille dame. Je suis restée trois jours évanouie chez moi jusqu'à ce que les voisins alertent les pompiers, qui m'ont emmenée à l'hôpital ». Lorsque cette vieille dame ira mieux, elle retournera chez elle, où la solitude et le manque de soins risquent de provoquer une rechute.

Alors, pour les gens comme elle, il reste la maison de retraite ou l'hospice, selon l'âge ou le degré de maladie. Ces hospices dont on ne dira jamais assez qu'ils sont la honte d'une société qui se veut « civilisée ». S'ils sont appelés à disparaître, 200 000 personnes y sont encore emprisonnées. Car il n'y a pas d'autre terme que celui d'emprisonnement pour qualifier les conditions d'existence des pensionnaires, et cela malgré les efforts et le dévouement des médecins et du personnel. Ici ou là, on trouve des salles de 40 lits, où des vieillards atteints de sénilité côtoient des jeunes atteints de débilité profonde. Une odeur d'excréments que rien ne peut plus éliminer. Une seule voie d'évasion : l'alcoolisme. Les verres de rouge qu'on va écluser au bistrot le plus proche lorsqu'on a encore la force et la volonté de quitter son lit. La solitude dans la promiscuité. « J'ai l'impression d'être dans un refuge de la S.p.a. », se plaint un vieillard que ses enfants ne peuvent venir voir que de temps en temps — en supposant qu'ils en aient envie. A Ivry, sur quelque 1 700 pensionnaires, 17 % reçoivent des visites régulières (soit 3 fois par mois), 13 % des visites assez régulières (une fois par mois en moyenne). 70 % ne reçoivent jamais de visites. Résultat : la moitié des vieillards admis à l'hospice meurent dans la première année de leur admission. De quoi exaucer le vœu de ce pensionnaire : « On vient à l'hospice pour y mourir. Alors, que ce soit vite fait ! ».

"Mouroirs" ou résidences

Même dans la suppression des hospices, la façon d'agir est symptomatique du mépris avec lequel on traite les personnes âgées. Prenons le cas d'un hospice de la région parisienne qui doit bientôt fermer ses portes — si nous en taisons le nom, c'est pour respecter le désir du pensionnaire qui a donné ce témoignage : à tort ou à raison, il craint des « représailles ». Les vieux doivent être dispersés dans différents centres de retraite. Ils n'ont même pas été prévenus. Les seuls à avoir été mis au courant l'ont été par l'entremise des syndicats. Or, personne n'ignore le choc que représente pour un vieillard de 80 ans ou plus, malade ou impotent, le fait d'être déraciné, même d'un lit minable de salle d'hospice. Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'un vieillard se demande pourquoi on n'a pas encore eu l'idée d'administrer à la ronde des capsules de cyanure ? « Ce serait, dit-il, plus économique ».

La maison de retraite ou, pour ceux qui ont la chance ou les moyens, la résidence pour personnes âgées sont loin d'être ces →

LE TEMPS DU MEPRIS

« mouroirs » que sont les hospices. Certaines résidences sont fort agréables : appartements charmants avec cuisine individuelle, mobilier personnel, femme de ménage à la demande. Les résidents sont tout à fait satisfaits de leurs conditions matérielles d'existence. Ils peuvent, s'ils le désirent, participer à des activités de groupe, à des sorties en commun, mais personne ne les y oblige. On leur facilite l'accès aux centres culturels ou de distraction avoisinants. Certains appartements sont à la disposition de la municipalité, qui peut y loger des personnes privées de moyens financiers personnels. Car il faut tout de même pouvoir payer 425 F par mois pour un studio ! Même en jouissant de l'allocation-logement (variable selon les revenus), cela représente une coquette somme. Au moins, pour ces rares « favorisés », vivre ne veut pas dire « survivre ».

Un marché fructueux

Mais s'ils évitent la tragédie sordide et quotidienne de la pénurie financière, il est une impression à laquelle aucun n'échappe, c'est d'être des morts en sursis. Confortablement installés ? Oui. Satisfaits ? Oui. Et pourtant, dans chaque conversation, il arrive un moment où échappe une réflexion, presque toujours la même : « Le plus dur, c'est lorsque l'un de nous meurt. Bien sûr, c'est le lot commun. Mais, ici, nous avons beaucoup de mal à nous en remettre ». C'est dans une phrase comme celle-là que se trouve résumé le problème fondamental de toute institution de retraite, serait-elle la plus accueillante et la plus confortable. Parce qu'ils n'ont d'autre avenir que la mort, notre société enferme ses vieux dans des ghettos. Eux le savent mais, si beaucoup se résignent, d'autres refusent de franchir le seuil de ces couloirs de la mort. Certains préfèrent la solitude totale à cette communauté sans espoir. Une solitude qui leur est généreusement accordée : les histoires abondent de vieillards dont les cadavres sont découverts des semaines après leur mort, parce qu'il n'y avait personne pour se préoccuper de leur sort.

Entre les « mouroirs » et la solitude totale, il existe pourtant une voie moyenne. On s'efforce aujourd'hui de l'emprunter, mais avec encore beaucoup de timidité et d'hésitations. Cette solution consiste à créer de plus en plus de réseaux d'assistance à domicile, en multipliant les initiatives au niveau local. C'est ce que réclament les syndicats. Mais le résultat, pour l'instant, est une inégalité due aux plus ou moins grandes « initiatives » des localités. Souvent, ces initiatives ont un goût douteux : c'est que les retraités sont, aussi, une clientèle électorale. Sans grands efforts, en faisant de l'assistance ou de la démagogie, une municipalité peut s'assurer des électeurs. Les exemples abondent. Quant aux initiatives « heureuses », elles sont limitées par le manque de moyens, les budgets municipaux ne pouvant pas tout supporter. Et « l'initiative » devient exception. L'année dernière, un « centre de jour pour personnes âgées » a été créé à Paris dans le 13e arrondissement. Une équipe de médecins, d'infirmières, de psychologues, de kinésithérapeutes, etc. évitent, en s'occupant des personnes âgées durant la journée, qu'elles ne soient transférées dans des hôpitaux ou des hospices. Dix autres centres analogues sont créés ou sont en voie de création à Grenoble, Lyon, Saint-Etienne, Valence, Nancy, Bordeaux, Metz, Toulouse et Aix-en-Provence. En principe, l'expérience, si elle réussit, doit s'appliquer à toutes les villes de plus de 50 000 habitants. En attendant, elle reste une expérience pilote qui ne peut, par la force des choses, toucher qu'une infime minorité. A Toulouse, la création d'une Université du troisième âge a donné d'excellents résultats et provoque des initiatives analogues à Montauban, Caen, Montpellier, Aix, Marseille, Grenoble, Nanterre et Paris — où elle devrait commencer à fonctionner avant l'été à Paris VI, anciennement la Halle-aux-Vins. L'inscription n'exige aucun diplôme. On y enseigne aussi bien les matières scientifiques que la psychologie, l'économie, le droit ou la littérature. Malgré les facilités d'inscription, on a constaté que ces universités étaient beaucoup plus fréquentées par d'anciens

Qui protège les agresseurs de personnes âgées ?

La rue Mouffetard est une de ces dernières rues de Paris hautes en couleur, grouillantes d'un pittoresque bon enfant. Pas pour tous : les locataires du n° 23 vivent depuis près d'un an un bien traumatisant scandale. Un immeuble de 5 étages, vétuste certes, et comportant une douzaine d'appartements loués à des personnes âgées — 5 ou 6 ont entre 80 et 85 ans — à la santé et aux ressources précaires, mais qui paient régulièrement leur loyer.

En janvier 1974, entre en scène un nommé Simoni, directeur de la S.a.r.l. Inter Appartement, sise 3, boulevard Voltaire. C'est une entreprise familiale : pas de banque derrière le clan Simoni. Pour 630 000 F, Simoni achète l'immeuble occupé : vente régulière par acte notarié, stipulant simplement que l'immeuble situé dans le périmètre de protection des monuments historiques est occupé. Les locataires restent en place. Tout va bien alors ? C'est miser naïvement sur l'honnêteté. Simoni voulait tirer bénéfice de l'opération. Pour cela, il fallait embellir et rénover l'immeuble, y installer des appartements « de caractère », puis les revendre chacun 500 000 ou 600 000 F à de riches snobs amoureux-de-ce-quartier-si-pittoresque. Pour cela, les habitants ne mourant pas assez vite, il fallait les faire partir. Simoni passa à l'attaque : irrégularités administratives et pressions exercées sur les locataires. Cela allait de la proposition d'indemnités dérisoires, afin de leur faire signer un congé, aux menaces pour ceux qui avaient signé sans savoir et qui s'étaient ensuite rétractés.

L'appartement sans toit de Mme Peloille.



A la fin de 1974, certains locataires prenaient contact avec l'Association des comités de défense des locataires, A.c.d.l. (1). On les mit au courant de leurs droits et on leur conseilla de continuer à payer leur loyer, de rester dans la légalité, mais de former un comité d'immeuble pour la défense commune de leurs intérêts. Les plus timorés ont cédé au chantage. Mais pas tout. L'affaire traînait. En mars 1975, Simoni, excédé, se déchaîne. Il passe outre et engage des travaux touchant le gros-œuvre, bloquant les locataires des étages supérieurs chez eux. Le vandalisme devait atteindre le 24 mars son point culminant. En rentrant le soir chez elle, une locataire de 72 ans, Mme Peloille, eut l'heureuse surprise de voir son appartement saccagé, et... le ciel au-dessus d'elle : en son absence, les ouvriers étaient entrés par effraction et avaient arraché la partie de la toiture se trouvant au-dessus de son logement : elle avait simplement eu l'imprudence de donner au promoteur l'autorisation de faire passer une canalisation dans sa pièce. Elle put même constater que sa fenêtre avait été remplacée par une autre plus grande avec chien assis.

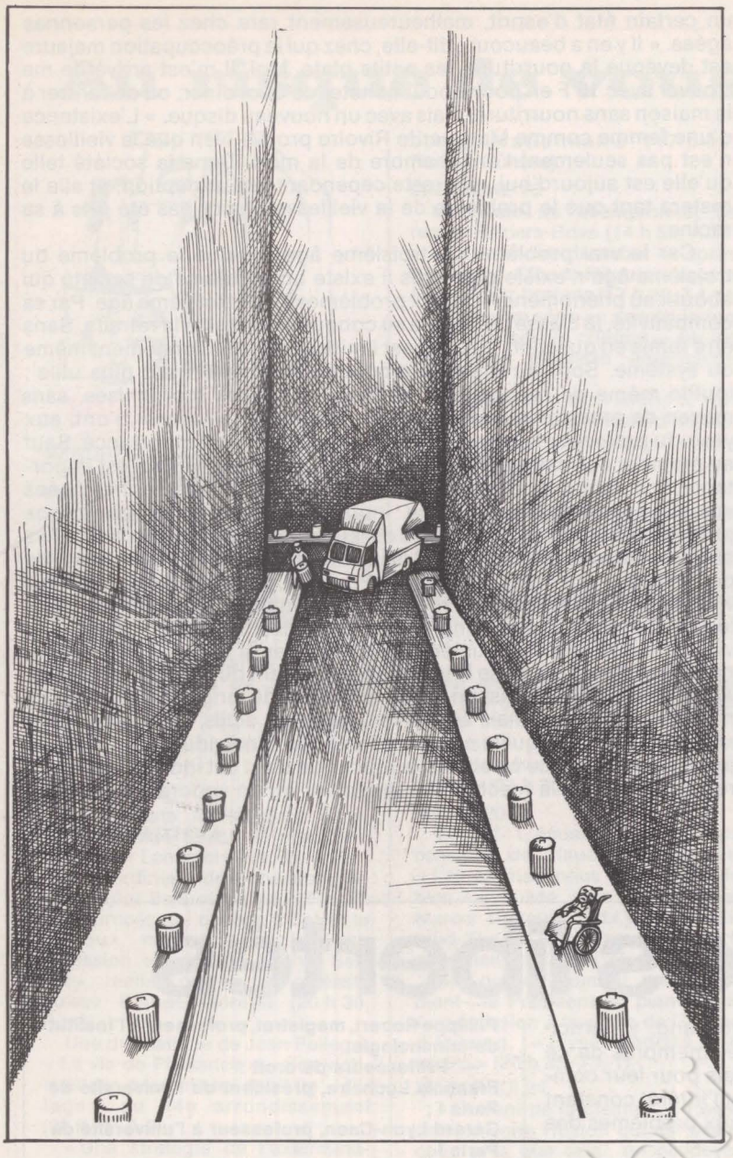
Le 25 mars, 6 locataires déposent des plaintes auprès du propriétaire et de l'entrepreneur (Entreprise Gaillon) pour violation de domicile, vol, entrave à la jouissance, menaces corporelles. Après cet incident, aucune inculpation. Sur la demande de l'A.c.d.l., un architecte et deux contrôleurs des démolitions de la préfecture de Paris ont ordonné — oralement, puis par écrit — que la toiture soit remise en état et que les travaux s'arrêtent tant que la sécurité ne serait pas assurée... Mais les travaux ont continué. L'administration devait revenir vérifier l'exécution de ces injonctions. Personne n'est venu.

L'A.c.d.l. et les organisations démocratiques du quartier du 5e arrondissement (P.s., P.s.u., P.c., C.g.t., C.f.d.t., Confédération nationale du logement) ont requis d'urgence l'intervention immédiate de la préfecture et de la police, et ont demandé l'inculpation du promoteur et de l'entrepreneur. Rien n'a été fait.

Alors, une simple question : qui protège Simoni ?

FRANÇOISE TAILHADES

(1) L'Association des comités de défense des locataires 37, rue Tournefort, Paris (5e). Permanence le jeudi de 19 à 21 h.



cadres, enseignants ou ingénieurs que par d'anciens ouvriers. Ce qui ne surprendra personne. Pourtant, il a fallu l'initiative personnelle d'un homme, le Pr Pierre Vellas, à Toulouse, pour qu'une telle expérience soit lancée. Le gouvernement n'ayant jamais éprouvé le besoin de s'en préoccuper.

Pas plus qu'il ne se préoccupe de voir les initiatives privées se transformer souvent en exploitation commerciale. Car, comme la jeunesse, le troisième âge est devenu un marché. Les clubs, les voyages organisés, les « camps de loisirs » deviennent autant de moyens de faire des bénéfices sur le temps libre et la solitude des personnes âgées. Le-voyage-de-quinze-jours-aux-Baléares-pour-X-francs-tout-compris revient souvent à parquer les personnes âgées au soleil au lieu de les parquer sous un toit. Mais en quoi leur donne-t-on l'impression de participer davantage à une vie sociale, dont on les a exclues ?.

Parmi les experts gouvernementaux, certains caressent le rêve d'utiliser ce temps libre pour redonner une fonction sociale aux retraités. Des études ont été entreprises pour trouver une solution à la question, apparemment simple : comment utiliser les personnes âgées pour travailler — bénévolement — dans des crèches, des hôpitaux, des bibliothèques ? Cela permettrait de faire d'une pierre deux coups : donner aux vieux l'impression d'être utiles tout en évitant de débourser l'argent nécessaire à la création de postes pourtant indispensables. On le voit, la réforme chère à Valéry Giscard d'Estaing prendrait là toute sa dimension. Premièrement, pour limiter le chômage, on créerait des retraités. Puis pour éviter d'avoir à prendre en charge les salaires de « travailleurs sociaux », le gouvernement pourrait utiliser les retraités à la place d'actifs. Mais ce genre de projet est très difficile à mettre en œuvre, ne serait-ce que pour des raisons psychologiques. Le bénévolat est une activité qui réclame un minimum d'altruisme. Or, ce n'est pas parce qu'elle part à la retraite qu'une personne devient du jour au lendemain capable d'exercer une activité bénévole. Et pourquoi le serait-elle ? Après une vie passée dans une société tournée vers le profit, il est difficile de se « recycler » ainsi. Se consacrer aux autres ne serait possible que si la vieillesse se préparait

LES PROPOSITIONS SOCIALISTES

Au cours de la présente législature, les députés socialistes et radicaux de gauche ont déjà déposé plus de dix propositions de loi intéressant directement les personnes âgées. Elles concernent notamment les questions suivantes :

— Pour la création d'un secrétariat d'Etat au troisième âge (Joseph Franceschi, n° 73).

— Pour que les anciens prisonniers de guerre puissent bénéficier d'une réduction d'âge en vue de l'octroi d'une retraite anticipée au taux plein (Gilbert Faure, n° 137).

— Pour le versement mensuel des pensions de retraite (Arsène Boulay, n° 297).

— Pour la fixation de l'âge de liquidation des rentes et pensions de vieillesse du régime général à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, avec assurance d'un revenu minimum (Gaston Defferre, avec Robert Ballanger et Robert Fabre, n° 433).

— Pour un programme de construction de foyers de personnes âgées (Gaston Defferre, Robert Fabre, François Mitterrand, n° 1015).

— Pour que soit porté à 20 F par jour le minimum vieillesse à compter du 1er juin 1974 et à le majorer en fonction de la hausse des prix, afin qu'il atteigne 75 % du Smic au 1er janvier 1977 (Defferre, Fabre, Mitterrand, n° 1017).

— Pour l'exonération des cotisations d'assurance maladie pour les personnes âgées (Defferre, Fabre, Mitterrand, n° 1019).

— Pour la simplification des procédures de liquidation des retraites (Defferre, Fabre, Mitterrand, n° 1027).

— Pour le doublement du plafond ouvrant droit à la pension de reversion des veuves (Defferre, Fabre, Mitterrand, n° 1030).

— Pour que des bonifications pour avoir élevé des enfants soient prises en compte dans le calcul de la retraite (Defferre, Fabre, Mitterrand, n° 1032).

— Pour que les anciens déportés ou internés résistants ou politiques soient autorisés à faire liquider leur retraite à l'âge de 55 ans au taux applicable à l'âge de 65 ans (Philibert, n° 1223).

Plusieurs de ces propositions figuraient dans la « Charte du troisième âge » que François Mitterrand avait présentée en mai dernier lors de sa campagne présidentielle, charte qui comportait elle-même les dix mesures suivantes :

1) Adoption d'une politique du logement spécifique au troisième âge. L'idée force étant que chacun doit pouvoir vivre sa vieillesse dans la résidence de son choix : modernisation des appartements anciens, réservations de logements construits à l'intention des retraités dans les nouveaux groupes d'H.l.m. ou dans les résidences pour personnes âgées, qui devront être situés dans un environnement convenable à proximité des foyers-restaurants, services communautaires et soins médicaux, et aussi faciles d'accès. Protection contre les expulsions spéculatives.

2) Institution d'une législation portant création de résidences sanitaires pour personnes âgées, petites unités assurant de meilleures conditions de vie que les hospices traditionnels, qui disparaîtront progressivement.

3) Amélioration de l'allocation logement et de l'allocation pour tierce personne.

4) Réduction sur les transports.

5) Importante extension de l'aide ménagère, essor considérable des soins à domicile, acheminement vers la gratuité des soins.

6) Institution d'une législation permettant la construction et l'animation d'équipements de quartier assurant des activités de détente et de rencontres.

7) Elaboration et mise en pratique progressive d'une politique des vacances et des loisirs, pour les personnes âgées.

8) Création et encouragement d'activités spécifiques à caractère souple permettant à ceux qui le désirent de continuer à exercer leurs facultés sans les mettre en concurrence avec les personnes d'un âge actif.

9) Représentation des organisations syndicales et groupements de retraités et personnes âgées ; association de ceux-ci, à tous les niveaux, à l'élaboration et à la gestion des différentes actions.

10) Institution d'une structure administrative susceptible de coordonner et de donner l'impulsion nécessaire à une politique du troisième âge (secrétariat d'Etat, Haut-Commissariat).

dès l'enfance, dans une société où l'homme serait considéré en fonction de ce qu'il est et pas uniquement en fonction du travail qu'il peut accomplir et du rendement dont il est capable. Alors, le problème du troisième âge serait en grande partie résolu.

Renouer le fil

Ce problème, certaines personnes âgées lui ont elles-mêmes trouvé une solution. Elles existent, j'en ai rencontré. Marguerite Rivoire, à 75 ans, en paraît dix de moins, et ce n'est certes pas grâce à l'usage des cosmétiques ou à la fréquentation des instituts de beauté. Avec 20 F par jour, elle aurait beaucoup de mal à se livrer à ce genre de facéties et, d'ailleurs, elle a des choses bien plus intéressantes à faire : avec deux amies, elle partage un petit pavillon au Perreux, où elle s'occupe de groupes de jeunes. Depuis qu'elle était en âge de travailler — c'est-à-dire 14 ans — elle a été militante, d'abord à la Jeunesse ouvrière chrétienne, aujourd'hui à la C.f.d.t. « 20 F par jour, dit-elle, c'est insuffisant, nettement insuffisant. Mais moi je m'en tire : d'un point de vue matériel, parce que nous sommes trois à nous tenir les coudes, et d'un point de vue psychologique, à cause de mes activités de militante ». Loin de l'inciter à s'enfermer dans sa coquille, la retraite a été pour elle l'occasion de s'attaquer à de nouveaux problèmes comme elle l'a fait à chaque stade de sa vie. La solidarité n'est pas une activité professionnelle ; elle ne disparaît pas le jour où l'on atteint 65 ans. Cependant, Marguerite Rivoire reconnaît qu'il faut posséder un certain état d'esprit, malheureusement rare chez les personnes âgées. « Il y en a beaucoup, dit-elle, chez qui la préoccupation majeure est devenue la nourriture, les petits plats. Moi, il m'est arrivé de me trouver avec 10 F en poche pour acheter de quoi dîner, ou de rentrer à la maison sans nourriture, mais avec un nouveau disque. » L'existence d'une femme comme Marguerite Rivoire prouve bien que la vieillesse n'est pas seulement l'antichambre de la mort. Dans la société telle qu'elle est aujourd'hui, elle reste cependant une exception, et elle le restera tant que le problème de la vieillesse n'aura pas été pris à sa racine.

Car le vrai problème du troisième âge est que le problème du troisième âge n'existe pas. Mais il existe un problème de société qui aboutit au phénomène — et aux problèmes — du troisième âge. Par sa combativité, la classe ouvrière a su conquérir le droit à la retraite. Sans être remis en question, ce droit est limité par le fonctionnement même du système. Sorti du système productif, le retraité n'est plus utile : inutile même de reconstituer sa force de travail. Inorganisés, sans moyen de pression sur les pouvoirs publics, les « vieux » n'ont, aux yeux du patronat et des gouvernants, que fort peu d'importance. Sauf au moment des campagnes électorales. Car cette clientèle est importante. D'autant que, dans leur grande majorité, les personnes âgées votent pour le régime en place. Inutile de s'étendre sur les raisons psychologiques et sociologiques de leur vote : à chaque élection, elles sont reprises, expliquées, analysées. Peur du changement, peur de perdre le peu que l'on possède, etc. Pourtant, parmi ceux qui dans leur vieillesse s'accrochent à un régime conservateur, beaucoup ont, dans leur jeunesse et tout au long de leur vie active, souhaité « changer la vie ». Ce revirement n'existerait peut-être pas si le fil qui relie la jeunesse à l'âge adulte ne se brisait pas au moment du départ à la retraite. Arriver à renouer le fil est un travail difficile et de longue haleine, car ce n'est pas aux vieux, mais aux autres, jeunes et actifs, de le faire. Ils ne réussiront que lorsqu'ils comprendront que l'individu est un tout, du jour de sa naissance à celui de la mort, que c'est cet individu qu'il faut respecter et non la machine à rendement qu'on voudrait en faire.

LAETITIA FRANÇAIS

La Charte des libertés

Au cours de la campagne présidentielle, François Mitterrand avait annoncé qu'en cas de victoire de la gauche, il proposerait au Parlement une Charte des libertés.

Un groupe de juristes se mit aussitôt au travail et définit les grandes lignes du projet de Charte.

A droite, cependant, on ironisait volontiers : les libertés seraient-elles donc à ce point menacées en France, si la gauche venait au pouvoir, qu'il faudrait aussitôt les assurer par des textes nouveaux ?

Et pourtant... quelques mois à peine après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, Michel Poniatowski faisait savoir que le gouvernement avait décidé de promouvoir un nouveau Code des libertés fondamentales. Le projet de François Mitterrand avait donc rencontré un singulier écho. Une commission était nommée à l'effet de préparer ces textes. Elle ne s'est d'ailleurs jamais réunie à ce jour.

Pendant ce temps, du côté de la gauche, se poursuivaient recherches et réflexions sur le projet de Charte.

Pour donner à la notion de liberté, en cette fin du XX siècle, un contenu correspondant aux exigences du monde actuel, il apparut aux juristes de la première heure que leur groupe devait s'ouvrir à des représentants d'autres disciplines, porteurs de préoccupations ou d'inspirations nouvelles. C'est à cette volonté d'élargissement qu'a répondu la création du Comité détudes et de réflexion sur le projet de Charte des libertés.

Trois caractères marquent le Comité :

► D'abord, dans la mesure où la liberté ne saurait être l'apanage d'aucune formation politique, mais est le bien de tous, le Comité n'est pas un groupe de travail du Parti socialiste, même si des socialistes, et notamment François Mitterrand, y participent à titre personnel. Les membres de ce Comité ont donc été choisis pour leur compétence professionnelle et l'intérêt constant qu'ils ont toujours porté aux problèmes des libertés.

► La diversité de formation des membres témoigne aussi de ce que ces problèmes ne se posent pas seulement en termes de droit : philosophes, historiens, économistes, scientifiques, syndicalistes et d'autres encore qui rejoindront le Comité doivent ouvrir aussi largement que possible le champ des travaux du Comité.

► Enfin, la définition du contenu et des garanties de la liberté ne doit pas relever au premier chef d'initiatives gouvernementales, mais bien exprimer les aspirations communes à tous les citoyens.

Aussi, le Comité, dans toute la mesure du possible, s'efforcera de recueillir, au cours de ses travaux, les opinions et les vœux du plus grand nombre possible de Françaises et de Français.

Le Comité publiera, au terme de ses travaux, un rapport et ses conclusions. C'est à partir de ce texte qu'il appartiendra au Parti socialiste et à d'autres formations politiques de la gauche, si elles le désirent, d'arrêter le projet de Charte des libertés et droits fondamentaux.

ROBERT BADINTER

Les participants au Comité d'études

JURISTES

— Magistrats :

Raymond Lindon, premier avocat général honoraire près la Cour de cassation ;

Maurice Rolland, président honoraire de la Chambre criminelle de la Cour de cassation ;

Philippe Robert, magistrat, professeur à l'Institut de criminologie.

— Professeurs de droit :

François Luchaire, président de l'université de Paris I ;

Gérard Lyon-Caen, professeur à l'université de Paris I ;

Jacques Robert, professeur à l'université de Paris II ;

Jean-Pierre Cot, professeur à l'université de Paris II ;

Roger-Gérard Schwartzenberg, professeur à l'université de Paris II.

— Membres du Conseil d'Etat :

Pierre Nicolaÿ, conseiller d'Etat ;

Nicole Questiaux, maître de requêtes.

— Avocats :

Pierre Marcilhacy ;

Jean-Denis Bredin.

NON-JURISTES

— Scientifiques :

Pr André Lwoff, membre de l'Institut Pasteur, membre de l'Institut de recherches scientifiques sur le cancer de Villejuif ;

Dr Alexandre Minkowski, professeur à l'université de Paris V ;

Bernard Picinbono, professeur à l'université de Paris-Sud.

— Philosophes :

Elisabeth de Fontenay, professeur à l'université de Paris VII ;

Michel Serres, professeur à l'Ecole normale supérieure.

— Historiens :

Emmanuel Leroy-Ladurie, professeur au Collège de France ;

Claude Manceron.

— Economistes :

Jacques Attali, professeur à l'Ecole Polytechnique.

— Presse :

Hubert Beuve-Méry.

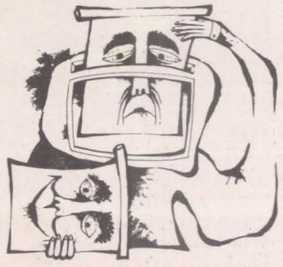
— Syndicalistes :

Eugène Descamps, professeur associé à l'Université de Paris X.

— Secrétaire du Comité :

Robert Badinter.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 16 MAI

Tribune libre : la J.o.c. (19 h 40, F.r. 3).

Au magazine Apostrophes : le racisme — avec Angela Davis, Gaston Monnerville et Roger Garaudy (21 h 35, A 2).

Le drame de la trahison et du remords dans un épisode de la lutte révolutionnaire du Sinn Fein irlandais : « Le mouchard », un des grands classiques de John Ford (22 h 55, A 2).

« Partis pris » : les coopératives ouvrières de production (12 h 05, France-Culture).

SAMEDI 17

Le cinéaste Abel Gance et le chanteur Yves Simon au magazine de Michel Lancelot (14 h 05, A 2).

Le « jardinier » de la chanson wallone, Julos Beaucarne (19 h, F.r. 3).

Le procès qui opposa à Calvin le fameux médecin-théologien : « Passion et mort de Michel Servet », réalisé par le télé-cinéaste suisse Claude Goretta (20 h 30, F.r. 3).

Une dramatique de Jean Pellegri, « La vie de Plaisance » — les victimes des promoteurs dans un « village » du 14e arrondissement (20 h 35, A 2).

« Une stratégie de l'extermination », dans la série Le monde concentrationnaire (17 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 18

En finale du championnat de rugby, Béziers-Brive (14 h 55, A 2).

« La mémoire du sabot » : après les Cajuns, Claude Fléouter raconte les fest-noz bretons (17 h 20, T.f. 1).

« Héros en série » : une émission — qu'on souhaite critique — sur les feuilletons télévisés américains (20 h 10, F.r. 3).

Un grand film sur l'amitié et l'un des plus achevés de Howard Hawks, « La captive aux yeux clairs » (20 h 35, T.f. 1).

LUNDI 19

Le premier de huit épisodes sur la R.a.f. dans la Deuxième Guerre, « Les éclaireurs du ciel » (14 h 10, T.f. 1).

Quelques-uns des gags les plus éblouissants de Jerry Lewis : « Le zinzin d'Hollywood » (20 h 35, T.f. 1).

Sur les centrales nucléaires, un film pro-centrales de Jean Lallier prévu comme « contrepoison » à l'émission réalisée par Claude Otzenberger et programmée le lendemain (21 h 35, A 2).

MARDI 20

Enfin ! L'émission longtemps censurée de Claude Otzenberger, « Les atomes nous veulent-ils du bien ? » suivie d'un débat avec Marcel Boiteux (E.d.f.), André Giraud (C.e.a.), le Pr Marcel Froissart, physicien, etc. (20 h 35, A 2).

Un grand moment, probablement : le Président au piano dans une émission à la gloire de Giscard d'Estaing, « Elysée portes ouvertes » (20 h 35, T.f. 1).

MERCREDI 21

« Le vent de la plaine », un western de John Huston qui est beaucoup plus que cela : un plaidoyer contre le fanatisme (20 h 30, F.r. 3).

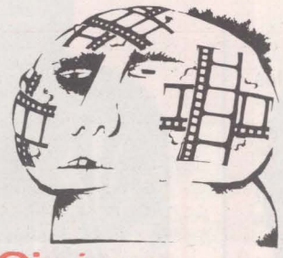
JEUDI 22

Tribune libre : le Mouvement de la jeunesse socialiste (19 h 40, F.r. 3).

Grand film politique, grand film tout court à voir et à revoir : « Main basse sur la ville », de Francesco Rosi (20 h 30, F.r. 3).

« Giscard un an après », interview par Jacques Chancel (20 h 35, A 2).

Au magazine Satellite : La bande à Baader ; la réforme foncière (21 h 45, T.f. 1).



Cinéma

*** La semaine du cinéma politique, organisée par le Parti socialiste, se déroulera à Cannes du 20 au 23 mai.**

Avec notamment : « Le sel de la terre », « Soleil vert », « La guerre des momies », « Kafh Kacem », « Dreyfus ou l'intolérable vérité », « Dupont-Lajoie » etc... Les projections seront suivies de débats.

*** Maurice Dugowson : Lily, aime moi.**

Un journaliste (le dessinateur Folon) chargé de faire une enquête sur un ouvrier spécialisé (l'étonnant Rufus) essaie de dissiper la déprime de son nouvel ami, que sa femme vient de quitter, et l'emmène en week-end à la campagne avec un copain boxeur ringard (l'époustouflant Patrick Dewaere). Insolite, humoristique, tendre, frais, impressionniste, discret, pudique... Dugowson évite l'ouvriérisme et nous offre l'un des plus beaux films français qu'il nous soit donné de voir actuellement.

*** Otto Preminger : Rosebud.**

Une prise d'otages par des Arabes qui se réclament du Mouvement de libération palestinien. Un bel agent de la C.i.a... idéologiquement maladroit, rocambolesque, oiseux et ridicule. Otto Preminger est tombé bien bas.

*** Philippe Garrel : La concentration.**

Réalisé en 3 jours sous l'influence d'un hallucinogène, le troisième film du pape de l'« underground » français encore inédit à ce jour nous plonge dans le huis clos morbide d'un couple qui se déchire et s'angoisse au lendemain de 68.

*** Iradj Azimi : Les jours gris.**

Un vieil homme quitte son appartement pour une pension du bord de la mer. Un film tout en silence, gros plans d'objets, gestes et visages. Un voyage au bout de la mémoire en compagnie d'un volume relié de Montaigne. Ambitieux.

*** Peter Von Gunten : L'extradition.**

Un révolutionnaire russe qui croyait trouver en Suisse une terre d'asile est livré par les autorités helvétiques à la police du tsar à la suite de tractations commerciales. Le Suisse allemand Peter Von Gunten dénonce dans ce film sombre, lent et personnel l'attitude actuelle d'un pays qui, tout en se voulant un refuge et le berceau de la libre expression, surveille la couleur politique de ses invités...

*** Bo Widerberg : Tom Foot.**

Un jeune prodige du football, âgé de six ans, se retrouve international et adulé par la Suède toute entière. Mais comme il a la tête bien faite, il délaisse le ballon rond pour les études. Une parabole sympathique et amusante où, pour une fois, on peut emmener les enfants sans arrière-pensée.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

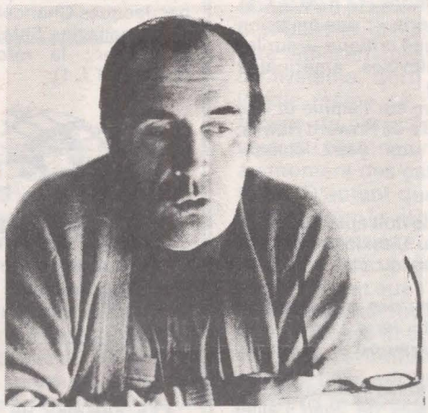
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie F.T.C. 76 - Yvetot

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Samedi 10 mai

La notice publicitaire que j'ai sous les yeux me vante le confort que me procureront, le jour où j'en aurai besoin, les inégalables « prestations de service » de la Maison R...S.a. et filiales, pompes funèbres. D'abord un « véhicule spécial n'ayant aucune apparence funéraire » et porteur de « deux brancardiers en blouse blanche » viendra me quérir là où la mort m'aura trouvé et me conduira dans une villa (ou athanée) pimpante dont on m'annonce que les salons sont « tous climatisés, de dimensions et de décoration différentes ». A celui qui me sera dévolu, ma famille pourra joindre, selon les possibilités du service, un salon de réception style Louis XIII, variété relais de campagne. Une hôtesse accueillera les visiteurs, se chargera de la mise en place des fleurs et offrira — gracieusement, souligne la notice — rafraîchissements ou boissons chaudes. Les amis qui passeront là un moment disposeront d'un coin de conversation, picoreront le buffet, fumeront du bon tabac. Des photographies en couleurs insistent sur le souci qu'on a eu du détail. Ici une lampe câline, là le cendrier d'albâtre, le pouf au joli tissu de percale bleue, une marine expressionniste et un peu partout de riches tapis sur moquette. Dans ce décor, un seul meuble insolite, le cercueil. Mais d'ingénieux ensembliers ont tiré le meilleur parti de la difficulté, imaginé des socles en velours, des pilastres Premier Empire, des tentures coulissantes, bref, intégré l'objet à la philosophie des lieux : la mort n'existe pas.

Ce n'est pas tout. Denise F., à qui je dois ce document, me signale que la villa (ou athanée) de C., ville du midi de la France, atteint dans le genre une sorte de perfection. Légèrement relevé sur sa couche de satin, le visage enduit d'un fond de teint, lèvres et joues carmin, avec les creux bourrés d'ouate et les boursouflures aplaties au fer à repasser, le mort reçoit. Des caméras en suspension filment à volonté et sous l'angle voulu ces ultimes images. Une soufflerie simule le bruit de la respiration.

A la façon dont je décris ce cérémonial, mes lecteurs remarqueront qu'il me surprend. Certains m'opposeront que le culte des morts a lui aussi ses modes, qu'il n'y a pas de différence de nature entre le bûcher de Bénarès, le requiem de nos églises et ces obsèques de boudoir, importées des Etats-Unis ; que les petits fours valent bien le caparaçonnage avec larmes d'argent des enterrements première classe ; qu'enfin l'ouate du XXe siècle, qui ne prétend pas défier l'éternité, est un matériau bien modeste auprès du bitume des momies égyptiennes.

Quelque chose pourtant me gêne dans cet effacement de la mort. Il me semble qu'une société qui dérobe la mort au regard des vivants, qui la maquille, comme un mensonge, qui l'ôte du quotidien, loin de magnifier, de préserver la vie, la corrompt. La naissance et la mort sont les deux ailes du temps. Comment l'homme irait-il au bout de sa recherche s'il ignorait cette dimension ?

Mercredi 14 mai

Qui trompe qui ? A Paris, le gouvernement estime et fait savoir que, grâce à la fusion de la société américaine Honeywell-Bull et de la société française appelée Compagnie internationale pour l'informatique, fusion réalisée par ses soins, la France possédera enfin dans ce secteur industriel de pointe une « place significative sur le marché mondial ». Mais de New York l'écho, je veux dire M. Eldson Spencer, P.d.g. d'Honeywell, répond : « Cette fusion est un facteur très positif pour le secteur informatique d'Honeywell et représente une étape majeure dans les efforts entrepris en Europe par notre société pour rendre plus compétitives ses activités dans le domaine du traitement des données. Cette affiliation nous permettra d'accéder à d'importants nouveaux marchés, particulièrement en France ». Et M. Spencer, magnanime, de conclure:« Nous avons pour cela obtenu un concours significatif du gouvernement français ». « Affiliation » ? « Concours du gouvernement français » ? Les paroles de M. Spencer démentent si précisément,si brutalement celles de MM. Chirac et d'Ornano, qu'un esprit curieux s'interroge. Oui, qui trompe qui ?

1) Comparons, au départ, les forces en présence. Côté américain, Honeywell, groupe spécialisé dans les automatismes et l'informatique, qui atteint un chiffre d'affaires de 2 milliards et demi de dollars, soit 10 milliards de francs ; la filiale informatique de ce groupe (Honeywell Information Systems),qui réalise un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs et compte 40 000 employés ; enfin Honeywell-Bull, où Honeywell était majoritaire et qui, avec un chiffre d'affaires d'un peu plus de 2 milliards, emploie 10 500 personnes.

Côté français, la Compagnie internationale pour l'informatique, ou C.i.i. (chiffre d'affaires : 900 millions et 9 000 salariés), qui battait de l'aile et cherchait de longue date (tout le monde le savait) le support de plus puissant que soi. Après avoir signé, en 1972, un accord de coopération avec la firme allemande (de l'Ouest) Siemens et en 1974 constitué avec Siemens et Philips une holding du nom d'Unidata, la C.i.i. s'était vue soudain contrainte par son principal actionnaire, la Compagnie générale d'électricité, de virer de bord et de troquer le partenaire européen contre l'américain.

2) Le gouvernement français, qui ne pouvait rester indifférent au sort de notre industrie informatique, a beaucoup hésité. Le choix qu'il vient de faire signifie que l'Etat dépensera, dans les quatre prochaines années, un milliard et deux cent millions de Francs de subventions, auxquelles s'ajouteront des détaxes fiscales et des garanties de commande en échange de 17 % du capital de la Compagnie des machines Bull qui, elle-même, possédera 53 % des parts de la société résultant de la fusion Honeywell-Bull C.i.i. Autrement dit, les fonds publics français contrôleront à peine 9 % de la nouvelle entreprise (17 % de 53 %), le reste appartenant aux intérêts privés français et américains.

3) Ceux qui penseront que, privés ou publics, les financements français n'en détiendront pas moins la majorité des parts d'Honeywell-Bull (53 %) et que cela est d'importance, s'inquiéteront cependant de la nature des liens qui uniront cette société, fût-elle revue et corrigée, au groupe Honeywell. En effet, les ordinateurs fabriqués par Bull continueront d'être cédés à Honeywell sur la base d'un prix de transfert fixé par la maison-mère, tandis que des augmentations de capital pourront à tout moment accroître la dépendance de Bull.

En clair, rien ne garantit que la recherche sera poursuivie en France, que la gamme des produits sera établie par la France, que la technologie sera conforme à l'intérêt national. Rien ne permet d'affirmer que le pouvoir de décision n'échappera pas à la France. Rien n'interdit d'imaginer qu'une fois les résultats de l'informatique française digérés par les Américains d'Honeywell, les Américains d'I.b.m., première firme mondiale et de loin, n'interviendront pas à leur tour pour absorber le tout, en achetant, par exemple, Honeywell.

Le projet de nationalisation d'Honeywell-Bull et de la C.i.i. par la gauche répond mieux, semble-t-il, à la question posée.

4) On sera tout à fait éclairé quand il aura été précisé que 50 % des ventes en France de la C.i.i. résultaient de commandes publiques. Ce qui donne raison à M. Eldson Spencer plutôt qu'à M. d'Ornano lorsqu'il constate qu'Honeywell accède désormais « à d'importants nouveaux marchés, particulièrement en France ».

M. Giscard d'Estaing a prononcé l'autre jour à Mourmelon un discours fort bien senti sur l'indépendance nationale. Paroles, paroles, écrirait Jacques Prévert.